

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

20 AVRIL 1994

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 4 juillet 1989
relative à la limitation et au contrôle
des dépenses électorales ainsi qu'au
financement et à la comptabilité ouverte
des partis politiques et modifiant
le Code électoral**

PROPOSITION DE LOI

**relative à la limitation et au contrôle des
dépenses électorales engagées pour l'élection
du Parlement européen**

PROPOSITION DE LOI

**relative à la limitation et au contrôle des
dépenses électorales engagées pour les
élections du Conseil de la Région wallonne,
du Conseil flamand, du Conseil de la Région
de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la
Communauté germanophone**

RAPPORT

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (1)**

PAR M. FEAUX

MESDAMES, MESSIEURS,

Après que la séance plénière eut décidé l'urgence, le 29 mars 1994, votre Commission a examiné ces propositions de loi au cours de ses réunions des 30 mars et 12 et 18 avril 1994.

(1) Composition de la Commission : voir p. 2.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

20 APRIL 1994

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 4 juli 1989
betreffende de beperking en de
controle van de verkiezingsuitgaven, de
financiering en de open boekhouding
van de politieke partijen en tot wijziging
van het Kieswetboek**

WETSVOORSTEL

**betreffende de beperking en de
controle van de verkiezingsuitgaven voor
de verkiezing van het Europees Parlement**

WETSVOORSTEL

**betreffende de beperking en de controle van
de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing
van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad,
de Brusselse Hoofdstedelijke Raad
en de Raad van de Duitstalige
Gemeenschap**

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE ZAKEN EN
HET OPENBAAR AMBT (1)**

UITGEBRACHT DOOR DE HEER FEAUX

DAMES EN HEREN,

Nadat de plenaire vergadering op 29 maart 1994 de urgentie had aangenomen, heeft uw commissie de onderhavige wetsvoorstellen besproken tijdens haar vergaderingen van 30 maart, 12 en 18 april 1994.

(1) Samenstelling van de Commissie : zie blz. 2.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

Eu égard aux liens existant entre ces trois propositions de loi, la Commission a décidé, le 30 mars 1994, de les examiner conjointement.

Etant donné l'urgence, la Commission a entamé la discussion générale avant même de disposer des avis demandés par le président de la Chambre au Conseil d'Etat (voir également l'article 56,7 du règlement de la Chambre).

La Commission a ensuite pris connaissance d'un texte français officiel des trois avis du Conseil d'Etat.

En ce qui concerne l'article 7 de la proposition de loi n° 1378 relative aux dépenses électorales engagées pour les élections des Conseils, le Conseil d'Etat a fait observer qu'« en vertu de l'article 78 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, la disposition proposée doit être soumise, pour avis motivé préalable, au Conseil de la Communauté germanophone ».

A défaut de cet avis, toutes les références au Conseil de la Communauté germanophone ont été supprimées dans la proposition de loi, telle qu'elle a été adoptée le 18 avril 1994 par la Commission.

Le présent rapport a été lu et approuvé au cours de la réunion du 20 avril 1994.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Vankeirsbilck.

A. — Titulaires :		B. — Suppléants :	
C.V.P.	MM. Breyne, Tant, Van Eetvelt, Vankeirsbilck, Vanleenhove.	MM. Demuyt, Marsoul, Schuermans, Taylor, Van der Poorten, Van Peel.	
P.S.	MM. Dufour, Féaux, Harmegnies (M.), Namotte.	MM. Canon, Eerdeken, Henry, Janssens, Léonard.	
V.L.D.	MM. Beysen, Cortois, Pierco, Van houtte.	MM. Coveliers, Demeulenaere, Deswaene, Dewael, Taelman.	
S.P.	MM. Dielens, Peeters (L.), Schellens.	MM. Bourgois (M.), Sleenckx, Swennen, Vande Lanotte.	
P.R.L.	MM. Bertouille, Pivin.	MM. Hazette, Severin, Simonet.	
P.S.C.	MM. Detremmerie, Sénéca.	M. Charlier (Ph.), Mme de T'Serclaes, M. Hiance.	
Ecolo/Agalev	MM. Cheron, Viseur.	Mme Aelvoet, M. Detienne, Mme Dua.	
VI. Blok	M. Dewinter.	MM. De Man, Van den Eynde.	

Voir :

- 1376 - 93 / 94 :

- N° 1 : Proposition de loi de MM. L. Peeters, Cauwenberghs, Ph. Charlier, M. Harmegnies et Michel.
- Nos 2 à 4 : Amendements.

Voir aussi :

- N° 6 : Texte adopté par la Commission.

- 1379 - 93 / 94 :

- N° 1 : Proposition de loi de MM. M. Harmegnies, Michel, Ph. Charlier, Cauwenberghs et L. Peeters.
- Nos 2 à 4 : Amendements.

Voir aussi :

- N° 6 : Texte adopté par la Commission.

- 1378 - 93 / 94 :

- N° 1 : Proposition de loi de MM. Ph. Charlier, Cauwenberghs, Michel, L. Peeters et M. Harmegnies.
- Nos 2 et 3 : Amendements.

Voir aussi :

- N° 5 : Texte adopté par la Commission.

Gelet op hun onderlinge verbondenheid, heeft de Commissie op 30 maart 1994 beslist de drie wetsvoorstellen gezamenlijk te behandelen.

Ingevolge de urgentie werd de algemene bespreking aangevat alvorens de door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers gevraagde adviezen van de Raad van State beschikbaar waren (zie ook artikel 56,7 van het Kamerreglement).

Nadien nam de Commissie kennis van een frans-talige officiële tekst van de drie adviezen van de Raad van State.

Wat artikel 7 van het wetsvoorstel n° 1378 betreffende de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Raden betreft, werd er door de Raad van State op gewezen dat « de voorgestelde bepaling krachtens artikel 78 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap vooraf aan het met redenen omkleed advies van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap moet worden voorgelegd ».

Bij ontstentenis van dit advies, werden in het wetsvoorstel — zoals het op 18 april 1994 door de Commissie werd aangenomen — ten slotte alle verwijzingen naar de Raad van de Duitstalige Gemeenschap weggelaten.

Tijdens de vergadering van 20 april 1994 werd onderhavig verslag gelezen en goedgekeurd.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Vankeirsbilck.

A. — Vaste leden :		B. — Plaatsvervangers :	
C.V.P.	HH. Breyne, Tant, Van Eetvelt, Vankeirsbilck, Vanleenhove.	HH. Demuyt, Marsoul, Schuermans, Taylor, Van der Poorten, Van Peel.	
P.S.	HH. Dufour, Féaux, Harmegnies (M.), Namotte.	HH. Canon, Eerdeken, Henry, Janssens, Léonard.	
V.L.D.	HH. Beysen, Cortois, Pierco, Van houtte.	HH. Coveliers, Demeulenaere, Deswaene, Dewael, Taelman.	
S.P.	HH. Dielens, Peeters (L.), Schellens.	HH. Bourgois (M.), Sleenckx, Swennen, Vande Lanotte.	
P.R.L.	HH. Bertouille, Pivin.	HH. Hazette, Severin, Simonet.	
P.S.C.	HH. Detremmerie, Sénéca.	H. Charlier (Ph.), Mevr. de T'Serclaes, H. Hiance.	
Ecolo/Agalev	HH. Cheron, Viseur.	Mevr. Aelvoet, H. Detienne, Mevr. Dua.	
VI. Blok	H. Dewinter.	HH. De Man, Van den Eynde.	

Zie :

- 1376 - 93 / 94 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heren L. Peeters, Cauwenberghs, Ph. Charlier, M. Harmegnies en Michel.
- Nos 2 tot 4 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 6 : Tekst aangenomen door de Commissie.

- 1379 - 93 / 94 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heren M. Harmegnies, Michel, Ph. Charlier, Cauwenberghs en L. Peeters.
- Nos 2 tot 4 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 6 : Tekst aangenomen door de Commissie.

- 1378 - 93 / 94 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heren Ph. Charlier, Cauwenberghs, Michel, L. Peeters en M. Harmegnies.
- Nos 2 en 3 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 5 : Tekst aangenomen door de Commissie.

1. — EXPOSES INTRODUCTIFS DES AUTEURS DES PROPOSITIONS DE LOI

A. Proposition de loi de MM. L. Peeters, Cauwenberghs, Ph. Charlier, M. Harmegnies et Michel modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modifiant le Code électoral

En guise d'introduction, *M. L. Peeters* souhaite retracer l'historique des différentes propositions de loi qui ont été déposées et qui concernent la limitation et le contrôle des dépenses électorales.

1. LE GROUPE DE TRAVAIL « DEPENSES ELECTORALES ET COMPTABILITE OUVERTE DES PARTIS POLITIQUES »

1.1. Historique

En juin 1993, la Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques a chargé *un groupe de travail autonome* d'évaluer la loi du 4 juillet 1989.

Cette mission a été menée à bien par des représentants du CVP, du PS, du SP, du PRL et du PSC ainsi que, jusqu'à la mi-janvier 1994, par des représentants du groupe Ecolo-Agalev, les autres groupes représentés au sein de la Commission de contrôle n'ayant pas participé au groupe de travail. Le 17 mars dernier, les membres du groupe de travail sont arrivés à un accord concernant cinq propositions de loi, à savoir l'affinement et l'adaptation de la loi initiale du 4 juillet 1989, une réglementation relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen, les élections de l'ensemble des conseils et les élections provinciales et communales, ainsi qu'une procédure légale visant à vérifier la teneur des communications gouvernementales à l'échelon fédéral.

1.2. Objectifs :

Les objectifs poursuivis par le groupe de travail étaient les suivants :

1. La mise en œuvre du protocole conclu le 9 décembre 1992 entre les signataires de la proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques (voir aussi Doc. Chambre n° 808/1, 92/93).

Ce protocole était libellé comme suit :

« Les signataires de la proposition de loi précitée s'engagent à transformer un accord politique en propositions de loi et de décret et à insister pour que des mesures d'exécution soient prises en ce qui concerne :

— l'instauration d'une législation sur la limitation des dépenses électorales engagées pour les élec-

I. — TOELICHTINGEN DOOR DE AUTEURS VAN DE WETSVORSTELLEN

A. Wetsvoorstel van de heren L. Peeters, Cauwenberghs, Ph. Charlier, M. Harmegnies en Michel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen en tot wijziging van het kieswetboek

Ter inleiding wenst *de heer L. Peeters* de ontstaansgeschiedenis van de verschillende ingediende wetsvoorstellen in verband met de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven te schetsen.

1. SITUERING VAN DE WERKGROEP « VERKIEZINGSUITGAVEN EN OPEN BOEKHOUDING VAN DE POLITIEKE PARTIJEN »

1.1. Ontstaan

In juni 1993 belastte de Controlecommissie betreffende de verkiezingsuitgaven en de open boekhouding van de politieke partijen een *autonome werkgroep* met de evaluatie van de wet van 4 juli 1989.

Vertegenwoordigers van de CVP, PS, SP, PRL, PSC en tot midden januari 1994 ook van Agalev-Ecolo, — de andere in de Controlecommissie vertegenwoordigde fracties namen géén deel aan de werkzaamheden —, gingen de uitdaging aan. Zij bereikten op 17 maart laatstleden overeenstemming over vijf wetsvoorstellen namelijk een verdere verfijning en aanpassing van de oorspronkelijke wet van 4 juli 1989, een regeling inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen voor het Europees Parlement, voor de verkiezingen voor alle Raden en voor de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen, evenals een wettelijke procedure tot toetsing van federale regeringsmededelingen.

1.2. Doelstellingen :

Deze waren de volgende :

1. Uitvoering geven aan het op 9 december 1992 gesloten protocol tussen de ondertekenaars van het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen (zie ook Stuk Kamer n° 808/1, 92/93).

Dit protocol luidde als volgt :

« De ondertekenaars van bovengenoemd wetsvoorstel engageren zich om een politiek akkoord uit te voeren in voorstellen van wet en van decreet en aan te dringen op uitvoeringsmaatregelen met betrekking tot :

— de invoering van een wetgeving op de beperking van de verkiezingsuitgaven met betrekking tot

tions communales et l'élection du Parlement européen;

— la suppression de diverses formes de subventionnement des partis politiques ou de leurs centres de formation;

— l'adaptation de certains éléments de cette législation en fonction des réformes institutionnelles après adoption des dispositions légales et constitutionnelles prises en exécution de l'accord de la Saint-Michel. »

2. L'affinement des dispositions de la loi du 4 juillet 1989, telle qu'elle a été modifiée par les lois du 21 mai 1991 et du 18 juin 1993.

3. L'adaptation de certains éléments de la loi du 4 juillet 1989 en fonction des réformes institutionnelles (la révision de la Constitution du 5 mai 1993 et les lois du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat) et de la réduction du nombre de mandats électifs.

2. LIGNES DE FORCE DE LA PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 4 JUILLET 1989 RELATIVE A LA LIMITATION ET AU CONTROLE DES DEPENSES ELECTORALES AINSI QU'AU FINANCEMENT ET A LA COMPTABILITE OUVERTE DES PARTIS POLITIQUES ET MODIFIANT LE CODE ELECTORAL

2.1. Raisons de modifier la loi du 4 juillet 1989

Les réformes institutionnelles justifiaient une modification de la loi, et ce pour trois raisons :

1. la suppression de la simultanéité entre les élections pour les Chambres fédérales et les élections provinciales;

2. la diminution radicale du nombre de mandats à conférer directement à la Chambre des représentants (150 sièges au lieu de 212) et au Sénat (40 sièges au lieu de 106);

3. la redéfinition des circonscriptions électorales.

2.2. Modifications concrètes

1. Les montants que les *candidats* peuvent dépenser pour l'élection de la Chambre des représentants restent inchangés, contrairement à ceux qu'ils peuvent dépenser pour l'élection du Sénat.

de gemeenteraadsverkiezingen en de verkiezingen van het Europees Parlement;

— de afschaffing van diverse vormen van betoelaging van politieke partijen of hun vormingsdiensten;

— de aanpassing van onderdelen van deze wetgeving in functie van de hervorming van de instellingen na goedkeuring van de wettelijke en grondwettelijke bepalingen in uitvoering van het Sint-Michielsakkoord. »

2. Verdere verfijning van de wet van 4 juli 1989, zoals gewijzigd door de wetten van 21 mei 1991 en 18 juni 1993.

3. Aanpassing van onderdelen van de wet van 4 juli 1989 in functie van de hervorming der instellingen (wijziging van de Grondwet dd. 5 mei 1993 en de wetten van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur) en de vermindering van het aantal bij verkiezingen te begeven mandaten.

2. KRACHTLIJNEN VAN HET ALGEMENE WETSVOORSTEL TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 4 JULI 1989 BETREFFENDE DE BEPERKING EN DE CONTROLE VAN DE VERKIEZINGSUITGAVEN, DE FINANCIERING EN DE OPEN BOEKHOUDING VAN DE POLITIEKE PARTIJEN EN TOT WIJZIGING VAN HET KIESWETBOEK

2.1. Redenen tot wijziging van de wet van 4 juli 1989

Omville van de institutionele hervormingen was men om drie redenen genoodzaakt de wet te wijzigen :

1. de verkiezingen voor de federale Kamers en de provincieraadsverkiezingen worden niet langer gelijktijdig gehouden;

2. de drastische vermindering van het aantal rechtstreeks te begeven mandaten in de Kamer van volksvertegenwoordigers (150 in plaats van 212 zetels) en in de Senaat (40 in plaats van 106 zetels);

3. de hertekening van de kieskringen.

2.2. Concrete wijzigingen

1. De bedragen die *individuele kandidaten* mogen uitgeven voor de verkiezingen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers blijven in tegenstelling tot deze voor de Senaat ongewijzigd.

	Chambre. — Kamer.	Sénat. — Senaat.
Chacun des candidats placés en tête de liste conformément au nombre de mandats obtenus par leur liste lors des dernières élections et un candidat supplémentaire à désigner par le parti politique. — <i>Elk van de eerstgeplaatste kandidaten overeenkomstig het aantal behaalde mandaten bij de vorige verkiezingen en één bijkomende, door de politieke partij aan te duiden kandidaat</i>	500 000 francs/frank Majorés de 2 francs par électeur inscrit lors des précédentes élections pour les Chambres fédérales. — <i>Vermeerderd met 2 frank per ingeschreven kiezer tijdens de vorige verkiezingen van de federale Kamers.</i>	500 000 francs/frank Majorés de 1 franc par électeur inscrit lors des précédentes élections pour les Chambres fédérales. — <i>Vermeerderd met 1 frank per ingeschreven kiezer tijdens de vorige verkiezingen van de federale Kamers.</i>
Autres candidats effectifs et le candidat premier suppléant. — <i>Andere effectieve kandidaten en de kandidaat-eerste-opvolger</i>	200 000 francs/frank	400 000 francs/frank
Autres candidats suppléants. — <i>Andere kandidaat-opvolgers</i>	100 000 francs/frank	200 000 francs/frank

Une disposition transitoire a été insérée afin de procéder à cette réduction des dépenses dès les prochaines élections (article 16).

2. En cas d'élections simultanées pour les Chambres fédérales et pour les conseils de région ou de communauté ou pour le Parlement européen et pour les conseils de région et de communauté, un plafond de cinquante millions de francs est prévu pour l'ensemble des dépenses électorales du parti politique en question.

Le même principe s'applique aussi à la limitation des grands panneaux ou affiches publicitaires à caractère commercial. Les maxima de 600 panneaux d'une surface de plus de 4 m² ne peuvent donc être cumulés en aucun cas.

3. Le nombre de panneaux ou d'affiches publicitaires à caractère commercial d'une superficie de plus de 4 m² est limité à six cents. Les panneaux de 10 ou 16 m² disparaîtront donc dans une large mesure du paysage urbain. Les auteurs de la proposition recommandent en effet explicitement d'éviter une trop grande concentration géographique des panneaux publicitaires. Les partis et les candidats devront par ailleurs être en mesure de produire les factures afférentes à ces panneaux.

4. La période dite d'interdiction, c'est-à-dire pendant laquelle les dépenses sont imputées en tant que dépenses électorales, est fixée à trois mois.

5. Dans le cadre de la comptabilité ouverte, les partis politiques sont désormais tenus de déposer un bilan en même temps que leur rapport financier. En outre, il est précisé explicitement que le rapport financier sera rédigé conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

Enfin, les partis politiques ne se voient pas accorder de moyens financiers publics ou privés nouveaux ou complémentaires.

Pour le surplus, il est renvoyé aux développements de la proposition de loi (Doc. Chambre n° 1376/1, pp. 1 à 7).

*
* *

B. Proposition de loi de MM. M. Harmegnies, Michel, Ph. Charlier, Cauwenberghs et L. Peeters relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen

Selon M. M. Harmegnies, le dépôt de cette proposition répond à l'engagement, souscrit par les signataires de la proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 et qui prévoyait l'application de dispositions analogues en matière de limitation et de contrôle des dépenses électorales pour toutes les élections.

La proposition respecte les principes inscrits dans la loi de base en tenant compte des impératifs spécifiques de l'élection du Parlement européen et prévoit

Een overgangsbepaling wordt ingevoegd om deze vermindering van de uitgaven reeds bij de eerstvolgende verkiezing te realiseren (artikel 16).

2. Bij gelijktijdige verkiezingen voor de federale Kamers en voor de gewest- en gemeenschapsraden of voor de verkiezingen voor het Europees Parlement en voor de gewest- en gemeenschapsraden is er een bovengrens van vijftig miljoen frank voor alle verkiezingsuitgaven van de politieke partij samen.

Eenzelfde beginsel geldt ook wat betreft de beperking van de grote commerciële reclameborden of affiches. De maximum 600 borden boven de 4 m² mogen dus in geen enkel geval worden gecumuleerd.

3. Het aantal commerciële reclameborden of affiches wordt beperkt tot zeshonderd borden groter dan 4 m². Borden van 10 of 16 m² verdwijnen dus in belangrijke mate uit het straatbeeld. De aanbeveling tot het vermijden van een geografische overconcentratie van deze borden wordt immers uitdrukkelijk geformuleerd en bovendien zullen partijen en kandidaten hieromtrent hun facturen moeten kunnen voorleggen.

4. De zogenaamde sperperiode, dit is de periode waarin uitgaven als verkiezingsuitgaven worden aangerekend, wordt op drie maanden vastgesteld.

5. In het kader van de open boekhouding worden de politieke partijen voortaan verplicht om samen met een financieel verslag jaarlijks ook een balans neer te leggen en wordt nu uitdrukkelijk gesteld dat het financieel verslag zal worden opgemaakt met inachtneming van de bepalingen van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

Ten slotte worden er géén nieuwe of aanvullende publieke of private financiële middelen aan de politieke partijen toegekend.

Voor het overige mag verwezen worden naar de toelichting bij het wetsvoorstel (Stuk Kamer n° 1376/1, blz. 1 tot 7).

*
* *

B. Wetsvoorstel van de heren M. Harmegnies, Michel, Ph. Charlier, Cauwenberghs en L. Peeters betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europees Parlement

De heer M. Harmegnies stelt dat met de indiening van dit voorstel een verbintenis wordt nagekomen die de ondertekenaars van het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 hebben aangegaan. Dat wetsvoorstel strekt ertoe inzake de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven vergelijkbare bepalingen voor alle verkiezingen toe te passen.

Dit voorstel volgt de beginselen die in de basiswet werden ingeschreven, doch rekening houdend met de specifieke vereisten van de Europese verkiezingen.

des mesures pour les partis politiques et les candidats.

Les circonscriptions électorales étant identiques à celles du Sénat, un parallélisme a été établi quant aux montants.

1. LES MONTANTS

1.1. *Le parti*

* Un maximum de 50 millions de francs dont 25 % peuvent être rétrocédés aux candidats à raison de 10 % maximum par candidat.

* En dehors de ces 25 %, la campagne électorale peut aussi être axée sur un ou plusieurs candidats.

1.2. *Les candidats*

* — Pour les mandats sortants + un candidat effectif ou suppléant au choix : 500 000 francs + 1 franc par électeur inscrit.

— Pour les autres effectifs et le premier suppléant : 400 000 francs.

— Pour les autres suppléants : 200 000 francs.

* Possibilité de campagne en commun.

2. LES MODALITES

* Période de campagne électorale : 3 mois.

* La définition des dépenses de propagande électorale est reprise telle quelle de la loi du 4 juillet 1989.

* Obligation de déclarer les dépenses.

* En cas de plainte non fondée : amende de 50 francs à 500 francs.

* La procédure de rédaction des rapports et de contrôle des dépenses est identique à celle prévue pour les élections fédérales.

* *Interdictions*

— Pendant la période électorale :

— pas de distribution de cadeaux et de gadgets;

— un maximum de 600 panneaux de plus de 4 m².

— Aucun don d'entreprise quelle que soit la période.

3. SANCTIONS

3.1. *Le parti*

Perte de la dotation de 1 à 4 mois (compétence de la Commission de contrôle).

Het stelt maatregelen in uitzicht voor de politieke partijen en de kandidaten.

Aangezien de kieskringen dezelfde zijn als voor de Senaat, is voor de bedragen een parallelisme van kracht.

1. BEDRAGEN

1.1. *Partijen*

* Er wordt een maximumbedrag van 50 miljoen frank vastgesteld; 25 % mag aan de kandidaten worden overgedragen, met een maximum van 10 % per kandidaat.

* De verkiezingscampagne mag behalve die 25 % ook op één of meer kandidaten worden gericht.

1.2. *Kandidaten*

* — Voor de uittredende mandaten + een effectieve kandidaat of kandidaat-opvolger naar keuze : 500 000 frank + 1 frank per kiezer ingeschreven op de kiezerslijst.

— Voor de andere effectieve kandidaten en de eerste opvolger : 400 000 frank.

— Voor de andere opvolgers : 200 000 frank.

* Gemeenschappelijke campagnes zijn toegestaan.

2. NADERE UITVOERINGSBEPALINGEN

* Duur van de verkiezingscampagne : 3 maanden.

* De omschrijving van de uitgaven voor verkiezingspropaganda is letterlijk overgenomen uit de wet van 4 juli 1989.

* De uitgaven moeten worden aangegeven.

* Een ongegronde klacht wordt gestraft met geldboete van 50 frank tot 500 frank.

* De regels voor de redactie van de verslagen en de controle van de verkiezingsuitgaven zijn dezelfde als voor de federale verkiezingen.

* *Verbodsbepalingen*

— Gedurende de verkiezingscampagne mogen :

— geen geschenken noch gadgets worden verspreid;

— ten hoogste 600 reclameborden van meer dan 4 m² worden gebruikt.

— Schenkingen door ondernemingen zijn verboden, ongeacht de periode.

3. STRAFFEN

3.1. *Partijen*

Verlies van de dotatie gedurende 1 à 4 maanden (bevoegdheid van de Controlecommissie).

3.2. *Candidats*

Application de l'article 181 du Code électoral (sanction pénale).

*
* *

C. Proposition de loi de MM. Ph. Charlier, Cauwenberghs, Michel, L. Peeters et M. Harmegnies relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale et du Conseil de la Communauté germanophone

Cette proposition qui dans un souci de cohérence, est basée sur le même canevas que la législation du 4 juillet 1989 a, selon *M. L. Peeters*, co-auteur, le mérite d'exister avant même que les élections directes aient lieu dans les Régions wallonne et flamande.

En introduisant dès à présent des dispositions réglementaires, il faudra nécessairement prévoir des dispositions transitoires afin de déterminer le nombre de candidats qui seront autorisés à dépenser les montants maxima. Dans un esprit d'équité, les résultats obtenus lors des dernières élections pour la Chambre des représentants serviront de base tout en tenant compte d'éventuelles fusions d'arrondissements électoraux et de la spécificité de la circonscription de Hal-Vilvorde.

La proposition tient également compte de l'étendue géographique en modulant les montants maxima autorisés tant pour les partis que pour les candidats (voir ci-après).

Il y a lieu de noter qu'en cas d'élections simultanées avec d'autres niveaux de pouvoirs, les montants autorisés ne peuvent être cumulés.

Quant au contrôle du respect de la législation, la procédure est fixée. Elle aboutit à l'examen des rapports par la Commission de contrôle, qui, le cas échéant, peut déposer plainte auprès du Procureur du Roi.

Des sanctions sont prévues, tant pour les partis (suppression de 1 à 4 mois de la dotation) que pour les candidats (application de l'article 181 du Code électoral).

Si cette proposition est approuvée, elle complètera efficacement les dispositions existantes et sans être parfaite (car toujours susceptible d'être améliorée) elle favorisera le rapprochement du monde politique et du citoyen.

3.2. *Kandidaten*

Toepassing van artikel 181 van het Kieswetboek (strafrechtelijke sancties).

*
* *

C. Wetsvoorstel van de heren Ph. Charlier, Cauwenberghs, Michel, L. Peeters en M. Harmegnies betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Vlaamse raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap

Dit voorstel dat, om de samenhang niet te verbreken, opgebouwd is op hetzelfde stramien als de wet van 4 juli 1989, heeft volgens *de heer L. Peeters*, die het mede ingediend heeft, de verdienste te bestaan nog voordat de rechtstreekse verkiezingen in het Vlaamse en het Waalse Gewest plaatsvinden en dat moet worden beklemtoond.

De invoering van voorafgaande maatregelen impliceert ten andere de noodzaak van overgangsbepalingen om vast te stellen hoeveel kandidaten de maximumbedragen mogen uitgeven. Billijkheidshalve wordt daarbij uitgegaan van de uitslagen van de jongste verkiezingen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers terwijl ook rekening wordt gehouden met eventuele fusies van kiesarrondissementen en met de eigen kenmerken van het kiesarrondissement Halle-Vilvoorde.

Bovendien neemt het voorstel de geografische spreiding van de verkiezingen in aanmerking want daarvan hangt af hoeveel zowel de partijen als de kandidaten ten hoogste zullen mogen uitgeven (zie bijlage).

Als er tegelijkertijd verkiezingen voor andere bevoegdheidsechelons plaatsvinden, mogen de voor verkiezingspropaganda toegestane totale bedragen niet met het aantal geplande verkiezingen vermenigvuldigd worden.

Andere bepalingen leggen de procedure vast volgens welke de controle op de naleving van de wet zal verlopen. Die procedure wordt afgesloten met een onderzoek van alle verslagen door de controlecommissie die zo nodig klacht indient bij de procureur des Konings.

Zowel aan de partijen (intrekking van de dotatie voor een periode van 1 tot 4 maanden) als aan de kandidaten (toepassing van artikel 181 van het Kieswetboek) kunnen straffen worden opgelegd.

Wordt dit voorstel, dat niet volmaakt is aangezien het altijd voor verbetering vatbaar is, aangenomen, dan zal het de bestaande regeling efficiënt aanvullen en ertoe bijdragen dat de afstand tussen burger en politiek kleiner wordt.

Schéma des montants autorisés

Schema van de maximumbedragen

	Elections européennes — Europese verkiezingen	Elections législatives — Parlementsverkiezingen		Elections régionales/communautaires — Verkiezing van gemeenschaps- en gewestraden		
		Chambre — Kamer	Sénat — Senaat	Conseil Régional wallon (CRW) Conseil flamand (VR) — Vlaamse Raad (VR) Waalse Gewestraad (CRW)	Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale (CRB) — Brusselse Hoofdstedelijke Raad (BHR)	Conseil de la Com- munauté germanophone — Raad van de Duitstalige Gemeenschap
Nombres d'élus + 1 (*). — Aantal verkozenen + 1 (*).	500 000 francs. — 500 000 frank. + 1 franc/électeur.— + 1 frank/kiezer.	500 000 francs. — 500 000 frank. + 2 francs/électeur.— + 2 frank/kiezer.	500 000 francs. — 500 000 frank. + 1 franc/électeur.— + 1 frank/kiezer.	500 000 francs. — 500 000 frank. + 2 francs/électeur.— + 2 frank/kiezer.	500 000 francs. — 500 000 frank. + 1 franc/électeur.— + 1 frank/kiezer.	100 000 francs. — 100 000 frank. + 2 francs/électeur.— + 2 frank/kiezer.
(*) effectif ou supplé- ant. — (*) verkozene of plaatsvervanger.		(+ Disposition transitoi- re. — + Overgangsbe- paling.)	(+ Disposition transitoi- re. — + Overgangsbe- paling.)	(+ Disposition transitoi- re. — + Overgangsbe- paling.)		
Autres effectifs. — Ande- re verkozenen.	400 000 francs. — 400 000 frank.	200 000 francs. — 200 000 frank.	400 000 francs. — 400 000 frank.	200 000 francs. — 200 000 frank.	200 000 francs. — 200 000 frank.	50 000 francs. — 50 000 frank.
(*) si pas le « + 1 ». — (*) indien niet « + 1 ».	y compris 1 ^{er} suppléant. (*) — eerste plaats- vervanger inbegre- pen (*).	y compris 1 ^{er} suppléant. (*) — de eerste plaats- vervanger inbegre- pen (*).	y compris 1 ^{er} suppléant. (*) — de eerste plaats- vervanger inbegre- pen (*).	y compris 1 ^{er} suppléant. (*) — de eerste plaats- vervanger inbegre- pen (*).	y compris 1 ^{er} suppléant. (*) — de eerste plaats- vervanger inbegre- pen (*).	
Autres suppléants. — An- dere plaatsvervangers.	200 000 francs. — 200 000 frank.	100 000 francs. — 100 000 frank.	200 000 francs. — 200 000 frank.	100 000 francs. — 100 000 frank.	100 000 francs. — 100 000 frank.	
Parti. — Partij.	50 000 000 francs. — 50 000 000 frank.	50 000 000 francs. — 50 000 000 frank.		40 000 000 francs. — 40 000 000 frank.	9 000 000 francs. — 9 000 000 frank.	1 000 000 francs. — 1 000 000 frank.
	25 % possible aux candi- dats. — 25 % kan de kandidaten zelf worden aangerekend. 10 % maximum par candi- dat. — 10 % maxi- mum per kandidaat.	25 % possible aux candidats. — 25 % kan de kandida- ten zelf worden aangerekend. 10 % maximum par candidat. — 10 % maximum per kandidaat.		25 % possible aux candidats. — 25 % kan de kandidaten zelf worden aangerekend. 10 % maximum par candidat. — 10 % maximum per kandidaat.		

Remarque :

Si plusieurs élections ont lieu le même jour, les montants maximum ne sont pas cumulables.

Opmerking :

Indien op dezelfde dag verschillende verkiezingen worden gehouden, kunnen de maximumbe-
dragen niet worden gecumuleerd.

II. — DISCUSSION GENERALE

M. Viseur relève qu'en l'absence d'avis du Conseil d'Etat, l'application des mesures à l'examen se verra encore reportée d'autant. Pour ce qui concerne les élections européennes, il s'agira d'ailleurs de poudre aux yeux de l'électeur, puisque, dans le meilleur des cas, ces dispositions entreront en vigueur un mois, voire quinze jours avant lesdites élections. Durant ce délai devenu par la force des choses assez court, il ne sera à l'évidence plus possible de dépenser les montants autorisés. Par contre, pas mal d'argent aura déjà pu être engagé pour la campagne des européennes, sans qu'il entre pour autant en ligne de compte dans cette comptabilisation de ces dépenses. Il est, en effet, acquis que pour ce qui est du contrôle, on se basera sur la date des factures, si bien que tout ce qui aura été dépensé avant le jour où la loi entrera en vigueur échappera à ladite comptabilisation.

Plus largement, l'intervenant regrette qu'à propos de la limitation des dépenses électorales, on s'arrête finalement au milieu du gué. Alors que l'on semblait en bonne voie pour réduire drastiquement les dépenses extraordinaires autrefois engagées dans les campagnes électorales, on laisse passer ici l'occasion de revoir fondamentalement la loi du 4 juillet 1989. Aujourd'hui, en effet, on se contente de proposer des ajustements d'ordre technique, qui ne constituent pas de véritables avancées. De plus, non seulement on ne saisit pas l'occasion offerte mais on enregistre même certains reculs.

L'orateur songe ici tout particulièrement au fait qu'au lieu de pouvoir utiliser, pour les élections fédérales, 500 panneaux de 16 m², on pourra désormais faire usage de 600 panneaux de 4 m². On offre donc la possibilité de dépenser davantage pour un mode de propagande qui semble plus adéquat pour des produits commerciaux.

Comme il s'agit d'un support électoral assez cher, on pourrait de fait, en le supprimant ou en l'interdisant, réduire le coût maximal des campagnes.

Par ailleurs, il faut relever qu'on comptabilisait jusqu'à présent les dépenses électorales sur une période de douze mois, alors que l'on opte désormais pour un délai de trois mois.

M. Viseur met également en cause la composition de la Commission de contrôle des dépenses électorales, où siègent uniquement des parlementaires. Il plaide en faveur d'un contrôle extérieur. Il lui semble aussi qu'il serait plus judicieux d'indiquer l'origine des recettes des partis politiques et d'en fournir la destination.

Le membre relève encore que la législation à l'examen organise une zone d'ombre dans le financement des partis politiques, en leur permettant de dépenser davantage que la dotation qu'ils reçoivent. La tenta-

II. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Viseur merkt op dat door het uitblijven van het advies van de Raad van State de toepassing van de maatregelen andermaal zal worden vertraagd. Met betrekking tot de Europese verkiezingen wordt de kiezer eigenlijk zelfs zand in de ogen gestrooid, aangezien de beoogde bepalingen in het beste geval één maand of zelfs maar veertien dagen vóór die verkiezingen in werking zullen treden. De termijn is door omstandigheden dus vrij kort geworden en het spreekt vanzelf dat de toegestane bedragen binnen die periode niet zullen kunnen worden uitgegeven. Het is daarentegen wel mogelijk veel geld in de campagne voor de Europese verkiezingen te stoppen zonder dat dit als verkiezingsuitgaven wordt geboekt. Bij de controle wordt immers uitgegaan van de data van de facturen, zodat alle uitgaven die voor de datum van inwerkingtreding van de wet zijn gedaan, aan de boekhoudkundige controle ontsnappen.

Meer in het algemeen gezien betreurt spreker dat op het stuk van de beperking van de verkiezingsuitgaven uiteindelijk halverwege halt wordt gehouden. Men leek goed op weg om de waanzinnige uitgaven die vroeger voor de kiescampagnes werden gedaan, drastisch te beperken, maar laat nu de gelegenheid voorbijgaan om de wet van 4 juli 1989 grondig te herzien. Op dit ogenblik worden immers enkel technische wijzigingen voorgesteld, die geen werkelijke vooruitgang betekenen. Erger nog : op sommige gebieden gaat men er zelfs op achteruit.

Spreker denkt hierbij vooral aan het feit dat bij de federale verkiezingen niet langer 500 borden van 16 m² mogen worden gebruikt, maar wel 600 borden van 4 m². De mogelijkheid wordt dus geboden om meer uit te geven voor een reclametechniek die beter geschikt lijkt voor handelsartikelen.

Aangezien het daarbij gaat om tamelijk dure reclametechnieken, kunnen de maximumuitgaven voor de campagnes worden beperkt door dat soort reclame te schrappen of zelfs te verbieden.

Verder zij opgemerkt dat de verkiezingsuitgaven tot nu toe in aanmerking werden genomen over een periode van twaalf maanden, terwijl voortaan een termijn van drie maanden zal gelden.

De heer Viseur heeft eveneens bezwaar tegen de samenstelling van de Controlemissie betreffende de verkiezingsuitgaven : die commissie bestaat immers uitsluitend uit parlementsleden. Hij is voorstander van een externe controle. Hij vindt tevens dat het verantwoord zou zijn de herkomst van de inkomsten van een politieke partij en de bestemming van die middelen te vermelden.

Het lid merkt voorts op dat de voorliggende wetgeving een schemerzone doet ontstaan in de financiering van de politieke partijen, aangezien hen de mogelijkheid wordt geboden meer uit te geven dan de

tion reste donc grande de dénicher de l'argent ailleurs pour boucler les campagnes.

De plus, il paraît acquis que les partis bénéficiant des dotations les plus importantes auront tendance à dépenser le maximum autorisé pour leur campagne. Les autres partis risquent, pour ne pas demeurer en reste, de faire de même, alors qu'ils bénéficient de moins de moyens financiers.

L'orateur illustre ses propos par l'exemple suivant : le PS disposera, pour l'année 1993, de 87 millions de francs de dotation. S'il en dépense 50 millions de francs pour la campagne européenne, il lui restera alors 37 millions de francs à allouer à d'autres destinations. Si le PSC entend faire de même, il ne lui restera plus que 3 millions de francs, dans la mesure où sa dotation est de 53 millions de francs. Plus le plafond sera haut, plus les partis — même ceux qui en ont moins les moyens — auront tendance à vouloir dépenser le montant maximal autorisé pour ne pas demeurer en reste par rapport aux autres.

En conclusion, l'orateur regrette que l'on ne saisisse pas l'occasion d'améliorer la législation à l'examen. Les amendements qu'il déposera permettront d'encore ce faire.

*
* *

M. Pierco rappelle que le VLD est favorable à une limitation des dépenses électorales. Toutefois, il ne se range pas derrière les techniques proposées pour réaliser cet objectif. Il serait préférable de laisser ce choix à chaque candidat.

L'orateur s'étonne aussi que certaines techniques utilisées pour les élections au niveau fédéral ou régional ne soient plus autorisées, lorsqu'il s'agit d'élections communales ou provinciales.

Le membre songe ici, par exemple, aux spots électoraux dans les salles cinématographiques ou aux affiches commerciales de 4 m². Le choix n'est-il pas quelque peu arbitraire en la matière ? Il semble, en tout cas, que l'on s'acharne tout particulièrement sur tout support du circuit commercial.

M. Pierco relève lui aussi que le délai dans lequel sont comptabilisées les dépenses électorales passe à trois mois. Pour les élections européennes, on envisage, à titre transitoire, même deux mois, délai qui ne sera d'ores et déjà pas respecté.

Enfin, l'intervenant constate que les montants des dépenses électorales sont adaptés sur base de l'indice-pivot applicable au 1^{er} janvier 1994. Cela signifie concrètement que pour les prochaines campagnes, on devra dépenser moins qu'en 1991, alors que les coûts divers ont augmenté sensiblement. Est-ce là la volonté des auteurs de la proposition ?

*
* *

dotatie die ze ontvangen. De verleiding blijft dus bestaan om elders geld te zoeken om de campagnes te bekostigen.

Bovendien staat het zo goed als vast dat de partijen met de grootste dotatie geneigd zullen zijn voor hun campagne het toegestane maximumbedrag uit te geven. De andere partijen zullen niet willen achterblijven en zullen evenveel uitgeven, hoewel ze over minder financiële middelen beschikken.

Spreker illustreert dat met een voorbeeld : de PS beschikt voor 1993 over een dotatie van 87 miljoen frank. Gesteld dat die partij daarvan 50 miljoen frank uitgeeft voor de Europese campagne, dan houdt ze nog 37 miljoen frank over die ze aan wat anders kan besteden. Wanneer de PSC nu hetzelfde doet, rest haar nog slechts 3 miljoen frank, aangezien haar dotatie 53 miljoen frank bedraagt. Hoe hoger de bovengrens wordt gelegd, hoe sterker de neiging van de partijen zal zijn om het toegestane maximumbedrag uit te geven ten einde niet achter te blijven bij de andere partijen, zelfs al beschikken ze niet over de nodige financiële middelen.

Tot slot vindt spreker het jammer dat de gelegenheid niet te baat wordt genomen om de desbetreffende wetten te verbeteren. Hij zal amendementen indienen om dat alsnog te doen.

*
* *

De heer Pierco brengt in herinnering dat de VLD voorstander is van een beperking van de verkiezingsuitgaven. Zijn partij kan echter niet instemmen met de technieken die daartoe worden voorgesteld. Het verdient de voorkeur iedere kandidaat de vrije keuze te laten.

Het verwondert spreker ook dat bepaalde technieken voor de parlements- en gewestraadsverkiezingen niet zijn toegelaten voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen.

Het lid denkt hierbij onder meer aan verkiezingsspots in de bioscopen of aan de commerciële affiches van 4 m². Is de keuze die ter zake gemaakt wordt, niet enigszins willekeurig ? Het heeft er hoe dan ook de schijn van dat vooral de dragers uit de commerciële sector onder vuur liggen.

Ook de heer Pierco merkt op dat de termijn voor het in aanmerking nemen van verkiezingsuitgaven op drie maanden wordt gebracht. Voor de Europese verkiezingen wordt, als overgangsregeling, zelfs aan een termijn van twee maanden gedacht; die termijn kan nu al niet meer in acht worden genomen.

Tot slot constateert spreker dat de bedragen voor de verkiezingsuitgaven worden aangepast op grond van de spilindex die geldt op 1 januari 1994. Dat betekent concreet dat voor de komende campagnes minder kan worden uitgegeven dan in 1991, hoewel diverse kosten sindsdien aanzienlijk zijn gestegen. Is dat de bedoeling van de indieners van het voorstel ?

*
* *

M. Van Hauthem déplore le temps qu'il a fallu pour déposer puis discuter les présentes propositions de loi. Ainsi, les dispositions de la proposition de loi relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen auraient dû entrer en vigueur ce 12 avril 1994, alors qu'elles n'ont même pas encore été adoptées en Commission. Une fois de plus, la législation aura un caractère rétroactif. Dans la mesure où l'on s'affaire depuis assez longtemps autour de cette problématique, cela paraissait tout à fait évitable.

Pour ce qui est de la proposition n° 1376/1, l'intervenant fait observer qu'elle ne poursuit en rien la diminution des dépenses électorales. Bien au contraire, puisqu'on augmente encore le nombre de panneaux électoraux et que le délai de comptabilisation des dépenses électorales est ramené à trois mois. Pourquoi cette réduction de délai, si l'on tient effectivement à éviter les campagnes pré-électorales ? Est-ce encore crédible ?

Le membre constate encore que les limitations et les techniques autorisées varient en fonction du type d'élection. Il n'y a aucun souci d'uniformité, ce qui risque d'augmenter la confusion au niveau de l'opinion publique.

Enfin, l'orateur se réjouit de l'obligation faite désormais au réviseur d'établir chaque année un rapport financier pour le parti politique. Il rappelle que le groupe auquel il appartient avait déjà formulé cette proposition, lors de la modification en 1993 de la loi du 4 juillet 1989.

*
* *

M. Beysen est d'avis que cette problématique ô combien importante a fait l'objet d'une approche erronée et amateuriste. En fait, on a choisi en 1989 une mauvaise base de départ, si bien qu'il a fallu modifier, en cinq ans, à trois reprises cette législation. Une bonne législation doit, en effet, pouvoir perdurer.

L'intervenant relève aussi qu'on utilise une procédure d'urgence pour traiter les propositions à l'examen, alors qu'il était acquis depuis longtemps que 1994 contenait plusieurs échéances électorales. A la veille de la première de ces échéances, on veut maintenant forcer les choses en la matière. Il est d'ores et déjà à craindre qu'à l'issue des prochaines élections législatives, de nouvelles initiatives seront prises.

Le membre regrette qu'on ne tienne toujours pas compte des effets « secondaires » du financement des partis politiques et de la limitation des dépenses électorales. Tout est, en effet, focalisé sur les partis politiques, tandis que les groupes de pression proches de ces partis politiques échappent à tout contrôle. Ces groupes livrent pourtant souvent une contribution financière importante en leur faveur. Pourquoi ne pas saisir l'occasion offerte ici d'envisa-

De heer Van Hauthem betreurt dat het zoveel tijd heeft gevegd om deze wetsvoorstellen in te dienen en te bespreken. Zo moesten de bepalingen van het wetsvoorstel betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europees Parlement in werking treden op 12 april 1994, terwijl ze nog niet eens in commissie zijn aangenomen. Er zal dus nog maar eens een wet met terugwerkende kracht worden aangenomen. Dat had kunnen vermeden worden, aangezien die problemen al lange tijd aan de orde zijn.

Met betrekking tot het voorstel n° 1376/1 merkt het lid op dat daarin geen sprake is van een beperking van de verkiezingsuitgaven. Het tegendeel is zelfs waar, want het aantal reclameborden voor de verkiezingen wordt nog opgevoerd en de termijn voor het in aanmerking nemen van de verkiezingsuitgaven tot drie maanden teruggebracht. Waarom wordt die termijn eigenlijk ingekort als het werkelijk de bedoeling is pre-electorale campagnes te voorkomen ? Is dat nog geloofwaardig ?

Voorts constateert het lid dat de beperkingen en de toegestane technieken verschillen naar gelang van het soort van verkiezing. Aan eenvormigheid is blijkbaar niet gedacht, wat nog voor meer verwarring bij de publieke opinie kan zorgen.

Tot slot verheugt het spreker dat de revisor voortaan ieder jaar een financieel verslag ten behoeve van de politieke partij moet opstellen. Hij brengt in herinnering dat zijn fractie die verplichting reeds in 1993 had voorgesteld naar aanleiding van de herziening van de wet van 4 juli 1989.

*
* *

De heer Beysen vindt dat dit zeer belangrijke vraagstuk verkeerd en amateuristisch werd aangepakt. In 1989 had men een verkeerd uitgangspunt gekozen, zodat die wet op vijf jaar tijd driemaal moest worden gewijzigd. Een goed gemaakte wet behoort immers lang mee te gaan.

Voorts stipt spreker aan dat de ter tafel liggende voorstellen bij urgentie worden behandeld, ofschoon men al geruime tijd wist dat in 1994 verscheidene verkiezingen zouden worden gehouden. Aan de vooravond van de eerste stembusgang wil men de zaak forceren. Nu al is het niet ondenkbaar dat na de volgende parlementsverkiezingen nieuwe initiatieven worden genomen.

Het lid betreurt dat nog altijd geen rekening wordt gehouden met de « neveneffecten » van de financiering van de politieke partijen en de beperking van de verkiezingsuitgaven. Alle aandacht gaat immers naar de politieke partijen; de drukkingsgroepen die bij die politieke partijen aanleunen, worden daarentegen helemaal niet gecontroleerd, ofschoon ze de partijen vaak forse financiële steun verlenen. Waarom de gelegenheid niet te baat nemen om ook ter

ger une comptabilité ouverte et l'attribution d'une personnalité juridique à ces organismes ?

M. Beysen constate aussi qu'il s'agit d'une législation « à la tête du client ». En effet, ses dispositions varient en fonction du type d'élections, ce qui est source de confusion. Ainsi, des pratiques sont permises dans certaines campagnes électorales et pas dans d'autres, comme si l'on refusait d'appliquer une même logique jusqu'au bout.

De plus, il est quelque peu déplacé d'évoquer la « limitation » des dépenses électorales. En tout état de cause, ces dépenses demeurent encore toujours beaucoup trop élevées.

C'est ainsi que pour les élections européennes, il sera encore possible d'engager 50 millions de francs pour chaque parti. Par rapport à cela, le VLD a d'ores et déjà décidé de ne pas dépasser les 30 millions de francs. Pourquoi ceux qui ne jurent que par la « limitation » des dépenses électorales ne prennent-ils pas un engagement identique ?

Pour ce qui est des dépenses individuelles autorisées pour les candidats, pourquoi avoir prévu des montants différents selon la place qu'occupe le candidat sur la liste ? Ne déroge-t-on pas ici au principe d'égalité ? Pourquoi ne pas offrir des chances de départ identiques à tous les candidats ?

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique fait valoir que si un candidat n'accepte pas d'être positionné d'une certaine façon sur une liste, il lui est toujours loisible de créer sa propre liste. A ce moment, il peut engager autant de dépenses que chaque tête de liste. S'il accepte d'être sur la liste initiale, il doit alors accepter de subir la discipline de liste.

Le même intervenant estime dans ces conditions qu'il faut suivre cette même logique pour tous les types d'élections. Ainsi pour les élections provinciales et communales, chaque candidat peut dépenser un même montant. Pourquoi n'est-on pas davantage conséquent à ce sujet ?

A titre d'exemple, le membre signale que pour les élections communales, une liste qui se présente à Anvers pourra engager jusqu'à 21 millions de francs pour sa campagne. Dans ce cas, peut-on encore décemment parler de limiter les dépenses électorales ? Par le passé, aucune liste n'a jamais dépensé ne serait-ce que la moitié d'une telle somme.

M. Michel signale qu'il n'est possible à chaque liste que d'engager *trois francs* par électeur. A son sens, cela n'est guère exagéré pour des élections communales.

M. Beysen fait observer qu'à l'instar de ce qui s'est fait pour la limitation des dépenses électorales, on est parti d'une base de départ erronée pour le financement des partis politiques. Il rappelle qu'il ne peut se rallier à un système où les partis politiques sont financés quasi exclusivement par des fonds publics. Or, on a persévéré ici dans le même sens facile. De plus, si l'on accepte le principe d'une comptabilité ouverte des partis politiques, il est facile de voir d'où

zake met een open boekhouding te werken en die groepen rechtspersoonlijkheid te verlenen ?

De heer Beysen stelt ook vast dat dit een op maat gesneden wet is : afhankelijk van het soort verkiezingen fluctueren de voorschriften, wat tot verwarring zal leiden. Zo zijn bepaalde praktijken voor sommige verkiezingscampagnes wél toegestaan en voor andere niet, alsof men de zaken niet consequent wil door trekken.

Het is vervolgens ook enigszins misplaatst te gewagen van de « beperking » van de verkiezingsuitgaven omdat die in elk geval nog veel te hoog liggen.

Zo mag elke partij nog 50 miljoen frank uitgeven voor de Europese verkiezingen. In dat verband heeft de VLD al beslist de lat op 30 miljoen frank te leggen. Waarom gaan de voorstanders van de « beperking » van de verkiezingsuitgaven niet een dergelijke verbintenis aan ?

In verband met de uitgaven die de individuele kandidaten mogen doen, worden verschillende bedragen in uitzicht gesteld, naar gelang de plaats van de kandidaat. Waarom ? Wordt ter zake niet van het gelijkheidsbeginsel afgeweken ? Waarom krijgen de kandidaten geen identieke kansen aan de start ?

De minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken wijst erop dat in geval een kandidaat geen vrede kan nemen met zijn plaats op de lijst, hij nog altijd met een eigen lijst kan uitpakken. Op dat ogenblik mag hij evenveel uitgeven als de andere lijsttrekkers. Als hij er echter mee instemt op de oorspronkelijke lijst te staan, moet hij zich naar de lijstdiscipline plooien.

Dezelfde spreker vindt dat die redenering dan ook moet worden doorgetrokken tot alle verkiezingen. Voor de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen mogen alle kandidaten hetzelfde bedrag uitgeven. Waarom is men ook op dat vlak niet consequent ?

Het lid geeft een voorbeeld. Voor de gemeenteraadsverkiezingen mag een lijst in Antwerpen tot 21 miljoen frank voor haar campagne uittrekken. Kan men dan nog wel van een beperking van de verkiezingsuitgaven spreken ? In het verleden heeft geen enkele partij zelfs maar de helft van dat bedrag uitgegeven.

De heer Michel stipt aan dat elke lijst maar *drie frank* per kiezer mag uitgeven. Volgens hem is dat geenszins overdreven voor de gemeenteraadsverkiezingen.

De heer Beysen merkt op dat men net zoals bij de beperking van de verkiezingsuitgaven van een verkeerd uitgangspunt is vertrokken voor de financiering van de politieke partijen. Hij brengt in herinnering dat hij zich niet achter een regeling kan scharen waarbij de politieke partijen bijna uitsluitend met overheidsmiddelen worden gefinancierd. Er wordt echter opnieuw voor de gemakkelijkste oplossing gekozen. Wanneer de politieke partijen worden ver-

proviennent les fonds utilisés lors des campagnes électorales.

L'orateur est d'avis que ces mêmes partis doivent s'interroger sur le fait de savoir si, à terme, ils pourront continuer à faire appel aux deniers publics. Il ajoute que les propositions à l'examen ne contribuent en rien à rendre la politique plus crédible aux yeux des citoyens. Aucun d'entre eux ne sera d'ailleurs dupe des présentes mesures, notamment lorsqu'on verra les moyens qui seront consacrés aux campagnes européennes et communales. Il sera alors évident qu'il n'y a pas eu de véritable limitation des dépenses électorales.

M. Beysen se demande également comment le législateur opère le choix entre ce qui est licite et ce qui ne l'est pas, lors des différentes campagnes. Pourquoi telle technique publicitaire est-elle autorisée, tandis qu'une autre, tout à fait similaire, est interdite ? Si le membre concède de l'utilité — d'une autre façon toutefois de ce qui est proposé ici — de réduire les dépenses électorales, il lui semble assez arbitraire de déterminer les moyens que les candidats peuvent utiliser pour mener leur campagne. Ainsi, l'interdiction des panneaux électoraux de 20 m² semble relever quelque peu du fétichisme aux yeux d'aucuns, pour des motifs cependant assez divers.

Le Ministre fait observer que si l'intervenant entend vraiment prôner l'égalité des chances entre les différents candidats, il paraît anormal qu'il défende ce support qui, vu son coût, n'est accessible qu'à de très rares personnes. Il s'agit, au contraire, du symbole le plus évident des différences de moyens financiers entre les candidats.

Le même orateur ajoute qu'il y a peut-être également lieu de s'interroger sur l'impact réel de tels affichages. Il comprendrait, à la limite, mieux qu'on restreigne le nombre de ces panneaux mais n'admet guère qu'on les interdise pour certains types d'élections.

De plus, pourquoi accepter 600 de ces panneaux pour la campagne européenne et aucun pour les communales ? Quelle est la logique utilisée ici ? De fait, cette interdiction profite surtout aux candidats déjà connus du grand public, qui n'ont plus besoin d'un tel support pour assurer leur notoriété. Qu'en est-il cependant des nouveaux candidats ? Comment parviendront-ils désormais à se faire connaître ? Il semble que par cette mesure, on assure, en fin de compte, la protection des têtes de liste. Est-ce là l'intention véritable des auteurs des propositions de loi ?

Il paraît plus logique de laisser au candidat le soin de déterminer la façon dont il entend utiliser le montant qu'il peut consacrer à sa campagne.

En conclusion, le membre s'interroge également sur la réduction du délai durant lequel sont comptabilisées les dépenses électorales. Pour les élections européennes, on passe désormais à un délai de deux

plicht een open boekhouding te voeren, kan evenwel gemakkelijk de herkomst worden nagegaan van de middelen die voor de verkiezingscampagnes worden gebruikt.

Spreker is van oordeel dat de partijen zich zelf moeten bezinnen over de vraag of ze op lange termijn een beroep kunnen doen op overheidsmiddelen. Hij voegt daaraan toe dat de voorliggende voorstellen de politiek in de ogen van de burgers niet geloofwaardiger maken. Geen enkele burger zal trouwens nog in deze maatregelen geloven wanneer hij ziet hoeveel geld aan de campagnes voor de Europese en de gemeenteraadsverkiezingen wordt besteed. Dan zal duidelijk blijken dat de verkiezingsuitgaven helemaal niet zijn beperkt.

De heer Beysen vraagt zich tevens af op welke grond de wetgever het onderscheid maakt tussen de middelen die bij de verschillende campagnes al of niet zijn toegestaan. Waarom is een bepaalde reclametechniek toegestaan en wordt een andere, volstrekt gelijksoortige techniek verboden ? Het lid erkent dat de verkiezingsuitgaven moeten worden beperkt — weliswaar op een andere manier dan hier wordt voorgesteld —, maar vindt dat vrij arbitrair wordt beslist welke middelen de kandidaten bij hun campagnes mogen gebruiken. Zo heeft het verbod op het gebruik van verkiezingsaffiches van 20 m² volgens sommigen en weliswaar om verschillende redenen nogal fetisjistische trekjes.

De minister vindt het nogal eigenaardig dat spreker iedere kandidaat gelijke kansen wil bieden en tegelijk een drager verdedigt die wegens de hoge kosten slechts door enkele schaarse personen kan worden gebruikt. Die affiches zijn immers het symbool bij uitstek van de verschillen in financiële middelen tussen de kandidaten.

Dezelfde spreker voegt er aan toe dat ook bij de werkelijke weerslag van dergelijke affiches vragen kunnen worden gesteld. Hij kan in het uiterste geval nog begrijpen dat het aantal affiches wordt beperkt, maar kan er niet mee akkoord gaan dat ze voor bepaalde verkiezingen worden verboden.

Waarom mogen voor de Europese campagnes trouwens 600 van die borden worden gebruikt en zijn ze voor de gemeenteraadsverkiezingen verboden ? Welke logica zit daar achter ? Dat verbod komt immers uitsluitend ten goede aan de kandidaten die bij het grote publiek al bekend zijn en geen dergelijke dragers nodig hebben om hun bekendheid te waarborgen. Hoe zit het echter met de nieuwe kandidaten ? Hoe kunnen zij voortaan bekendheid verwerven ? Het lijkt er op dat die maatregel per slot van rekening de lijsttrekkers beschermt. Is dat de werkelijke bedoeling van de indieners van het voorstel ?

Het lijkt logischer dat de kandidaat kan kiezen hoe hij het toegestane bedrag voor zijn campagne besteedt.

Tot slot heeft het lid vragen bij de verkorting van de termijn binnen welke uitgaven als verkiezingsuitgaven in aanmerking worden genomen. Voor de Europese verkiezingen wordt die termijn voortaan op

mois. Par rapport au douze juin prochain, ce délai court donc presque symboliquement alors qu'aucun texte de loi n'existe encore. Mieux, le Conseil d'Etat ne s'est pas encore prononcé sur le contenu des propositions. Quelle crédibilité accorder à de telles démarches ? Comment entrevoir une application sérieuse de la future législation ? Le législateur peut-il sérieusement envisager de voter une loi dont-il sait, à l'avance, qu'elle ne pourra être appliquée de façon conséquente ? N'est-ce pas, à la limite, de la provocation ?

L'intervenant est d'avis que depuis 1989, en légiférant en cette matière de façon rapide et désordonnée, on a rendu un mauvais service à la politique et aux candidats.

En effet, on n'a jamais parlé autant de financement des campagnes électorales que depuis que cette législation existe. L'image de l'homme politique n'en est, en général, pas sortie grandie.

M. Beysen émet le souhait qu'à l'issue des prochaines campagnes électorales, les différents groupes politiques puissent sereinement et sans arrière-pensées reprendre, sous un autre angle, l'ensemble de cette discussion. Alors, il sera peut-être possible d'envisager une véritable limitation des dépenses électorales. Il importe, en effet, que les partis et leurs candidats puissent, de façon réfléchie, décider librement de la façon dont ils entendent consacrer les moyens financiers qu'ils peuvent engager, lors d'une campagne électorale.

*
* *

M. Michel déclare regretter le côté excessif de l'intervention précédente. Il relève le caractère contradictoire et incohérent de certains arguments utilisés par l'orateur. Il semble, à vrai dire, que pour d'aucuns le concept éthique soit à géométrie variable.

Ainsi, aux yeux de certains, il est, au nom de la liberté, tout à fait normal de continuer à recevoir des dons d'entreprises privées, tandis que le recours à l'argent public, pourtant nécessaire à assurer la démocratie, serait condamnable. Comment justifier une telle logique ?

L'orateur estime que les lois de 1989 et de 1993 constituent des avancées plus que significatives concernant la transparence et de la moralisation de la vie politique. Les auteurs des présentes propositions ont également voulu continuer à privilégier le débat d'idées au détriment des moyens parfois tapageurs mais finalement très artificiels, qui étaient jusqu'à présent utilisés dans les campagnes électorales. Ceux-ci menaient d'ailleurs souvent à des dérives médiatiques très excessives.

deux maanden gebracht. Aangezien die verkiezingen op 12 juni plaatsvinden, is die termijn eigenlijk al in werking getreden, zonder dat ter zake ook maar één wettekst bestaat. Erger nog, de Raad van State heeft over de voorstellen nog altijd geen advies verstrekt. Zijn dergelijke maatregelen nog geloofwaardig ? Hoe kan de op stapel staande wet ernstig worden toegepast ? Kan de wetgever een wet aannemen waarvan bij voorbaat geweten is dat ze nooit consequent kan worden toegepast ? Komt dat eigenlijk niet neer op een provocatie ?

Spreker is van oordeel dat men de politieke wereld en de kandidaten een slechte dienst heeft bewezen door sinds 1989 ter zake overhaast en chaotisch wetgevend werk te leveren.

Er is immers nooit zo veel gesproken over financiering van de verkiezingscampagnes als sedert het bestaan van deze wetgeving. Het imago van de politici is er doorgaans niet beter uit naar voren gekomen.

De heer Beysen spreekt de wens uit dat de politieke fracties na afloop van de komende verkiezingscampagnes de hele discussie op serene wijze en zonder bijgedachten onder een andere gezichtshoek kunnen hervatten. Dan wordt het wellicht mogelijk om de verkiezingsuitgaven daadwerkelijk te beperken. Het is immers zaak dat de partijen en hun kandidaten buiten de verkiezingsstrijd weldoordacht en vrijelijk kunnen beslissen hoe zij de financiële middelen die zij kunnen vrijmaken, willen besteden.

*
* *

De heer Michel betreurt de vaagheid van het door de vorige spreker gehouden betoog. Hij wijst erop dat sommige van diens argumenten tegenstrijdig en onsamenvattend zijn. Het lijkt er in feite op dat het ethische aspect voor sommigen verschillende gedaanten kan aannemen.

Zo achten sommigen het in naam van de vrijheid moreel volkomen aanvaardbaar dat de partijen giften van particuliere ondernemingen blijven ontvangen, terwijl zij de toevlucht tot overheidsgeld, dat nochtans noodzakelijk is voor het garanderen van de democratie, veroordelen. Hoe is een dergelijke redenering te verantwoorden ?

Spreker is van oordeel dat de wetten van 1989 en 1993 een veelbetekenende stap zetten naar meer doorzichtigheid en het verhogen van het morele gehalte van het politieke bedrijf. De indieners van de voorliggende voorstellen beogen tevens het voeren van fundamentele discussies tijdens verkiezingscampagnes te bevorderen, in plaats van de vaak opzichtige, maar per slot van rekening zeer kunstmatige middelen die tot nog toe in de campagnes werden gebruikt. Een en ander heeft overigens in vele gevallen tot excessen in de media geleid.

Qu'est-ce, en effet, que la démocratie sinon la confrontation entre des idées ? Celle-ci sera désormais plus loyale, puisque dépourvue de certains artifices.

L'intervenant rejette aussi l'argument selon lequel ces propositions auraient été déposées sans conviction et en fonction de considérations partisans. La volonté de tous les participants a, au contraire, été d'enfin clarifier le jeu. Il faut rappeler que la discussion fut d'ailleurs ouverte à tous les partis. D'entrée de jeu, certains d'entre eux ont opposé un refus borné.

Quant aux groupes écologistes, le membre indique qu'ils ont certes participé au début de la discussion mais qu'ils ont rapidement eu le sentiment que les propositions n'iraient pas assez loin. De ce fait, ils se sont retirés aussitôt. Toutefois, les avancées proposées ici vont nettement plus loin que celles qui furent formulées en 1989 et 1993 et qui ont à l'époque bénéficié de l'assentiment des Verts. Où est ici la logique ?

En fait, il y a lieu de rappeler qu'une élection démocratique doit permettre au citoyen d'opter pour un projet et une vision de la société et pour un programme. Comment pourrait-on présenter ceux-ci, au niveau d'un parti, sans recourir à une campagne électorale minimale ? Il est donc clair que limiter les dépenses électorales ne peut, en aucune façon, aboutir à museler complètement les partis. Pour les partis d'opposition, ces montants certes minimaux doivent également être suffisants pour rétablir le caractère légal de la compétition entre ceux qui occupent le pouvoir — de faire connaître leurs idées et leur programme et disposent donc de davantage de moyens de faire connaître leurs idées et leur programme — et ceux qui siègent dans l'opposition.

Pour le reste, il est également acquis que ces propositions sont le fruit de négociations politiques et qu'ils constituent, dès lors, un consensus. Il est même probable que dans certains aspects, des partis négociateurs auraient souhaité aller encore plus loin.

En ce qui concerne les grands panneaux électoraux, M. Michel concède qu'ils constituent souvent le côté le plus voyant et le plus tapageur des campagnes, alors que leur contenu politique est souvent assez faible. Sans doute faudra-t-il ultérieurement rouvrir la discussion sur le fait de savoir si ces panneaux — même réduits — ont encore une utilité pour n'importe quel type de campagne électorale. On pourra alors probablement uniformiser quelque peu la législation en la matière.

Par ailleurs, qui peut désormais encore prétendre qu'un gadget apporte quelque chose au niveau du contenu d'une campagne électorale ? Il est essentiel

Démocratie est immers niets anders dan de confrontatie van ideeën. Een en ander zal voortaan een eerlijker verloop kennen, aangezien sommige kunstgrepen worden geweerd.

Voorts betreurt spreker dat als argument naar voren is gebracht dat aan deze voorstellen geen echte overtuigingen, doch wel partijpolitieke overwegingen ten grondslag liggen. Alle deelnemers hebben er daarentegen naar gestreefd de zaken duidelijker te maken. De discussie stond overigens open voor alle partijen. Van meet af aan hebben sommige onder hen vanuit een bekrompen zienswijze hun weigering uitgesproken.

Ten aanzien van de groene fracties geeft spreker te kennen dat zij aanvankelijk weliswaar aan de discussie hebben deelgenomen, maar al spoedig de indruk hadden dat de voorstellen naar hun mening niet ver genoeg gingen. Daarom hebben zij zich onverwijld teruggetrokken. De in dit verband voorgestelde voortgang reikt evenwel veel verder dan die welke met de voorstellen van 1989 en 1993 werd gemaakt en die alle groenen destijds overigens hebben ondersteund. Waar zit hier de logica ?

Er moet worden herinnerd aan het feit dat democratische verkiezingen de burgers de mogelijkheid moeten bieden voor een maatschappijvisie, een toekomstproject en een partijprogramma te kiezen. Hoe kan een partij daarmee naar buiten treden zonder een minimale verkiezingscampagne te voeren ? Het is dan ook duidelijk dat de beperking van de verkiezingsuitgaven er hoe dan ook niet mag op neerkomen dat de partijen volledig worden gemuilkorfd. De oppositiepartijen moeten met deze weliswaar minimale bedragen ook kunnen volstaan om de verkiezingsstrijd tussen de partijen die aan de macht zijn en per definitie over meer middelen beschikken om hun ideeën en programma bekendheid te geven, en de leden van de oppositie opnieuw een wettelijk karakter te verlenen.

Daarnaast is het ook een uitgemaakte zaak dat die voorstellen het resultaat zijn van politieke onderhandelingen zodat men derhalve van een consensus mag spreken. Het is zelfs niet uitgesloten dat de partijen die over die voorstellen onderhandelden inzake bepaalde facetten daarvan nog verder wensen te gaan.

Met betrekking tot de grote verkiezingsreclameborden geeft de heer Michel toe dat die vaak het meest schreeuwerige en opvallende aspect van de verkiezingscampagnes vormen, hoewel de politieke inhoud ervan vaak niet veel om het lijf heeft. Men zou achteraf misschien een nieuwe discussie moeten openen over de vraag of de reclameborden — ook al hebben ze beperkte afmetingen — voor om het even welke verkiezingscampagne nog wel enig nut hebben, waarna de desbetreffende wetgeving wellicht enigszins gestandaardiseerd zou kunnen worden.

Wie kan overigens nog beweren dat een verkiezingsgadget het publiek wijzer maakt over de inhoud van de verkiezingscampagne ? Het is in het belang

de ramener le débat électoral au niveau des idées, ce qui est de l'intérêt de tous les partis.

Enfin, pour ce qui est du coût des campagnes électorales dans les grandes villes, le membre rappelle qu'auparavant, il était permis de dépenser tout ce que l'on voulait. A l'intérieur même d'une liste, il existait des écarts particulièrement criants. Désormais, on pourra engager 3 francs par électeur. Est-ce excessif pour l'informer correctement sur le contenu du programme d'un parti ? Où se situe ici la véritable provocation ?

En conclusion, M. Michel précise que ces initiatives sont de nature à contribuer à résoudre sainement un problème important, qui a été trop longtemps empreint d'une forte hypocrisie politique. Même si la législation ne sera certes pas parfaite, elle est de nature à renforcer également, ne serait-ce qu'au niveau communal, une future égalité des candidats. Celle-ci sera totale, le jour où l'effet dévolutif de la case de tête aura enfin été supprimé ou neutralisé.

*
* *

M. Cauwenberghs rappelle que les présentes propositions ont fait l'objet de très longues discussions entre les différents partis signataires. Il indique que le groupe de travail, issu de la Commission de contrôle des dépenses électorales, était ouvert à tous et notamment à ceux qui décrivent le travail important qui y a été livré. Quelles sont d'ailleurs les propositions de ces mêmes groupes en la matière ?

Quant à ce qui est de l'utilisation de normes diverses selon le type d'élections, l'intervenant estime qu'elles vont de soi, puisqu'il s'agit notamment déjà souvent de circonscriptions électorales différentes. Chaque type d'élection a donc judicieusement fait l'objet d'une approche particulière.

*
* *

M. L. Peeters rappelle que la Commission de contrôle des dépenses électorales a chargé un groupe de travail d'étudier l'extension du champ d'application de la loi du 4 juillet 1989. Les présentes propositions respectent d'ailleurs l'esprit du protocole du 9 décembre 1992, auquel souscrivent les signataires de la proposition de loi, qui deviendra la loi du 18 juin 1993, modifiant la loi du 4 juillet 1989 précitée.

Chaque parti a donc effectivement eu l'occasion de prendre ses responsabilités à cet égard. Ceux qui

van alle partijen volstrekt noodzakelijk dat de verkiezingsstrijd opnieuw op het vlak van de ideeën zou worden gevoerd.

In verband met de kosten van de verkiezingscampagnes in de grote steden herinnert het lid er ten slotte aan dat, terwijl die kosten vroeger onbeperkt waren en binnen een zelfde lijst zelfs zeer fors konden verschillen, ze voortaan niet meer dan drie frank per kiezer zullen mogen bedragen. Men kan zich afvragen of dat bedrag buitensporig is om de kiezer behoorlijk over de inhoud van het programma van een partij voor te lichten en wat daar eigenlijk provocerend aan is.

Ter afronding merkt de heer Michel op dat die initiatieven kunnen bijdragen tot de oplossing van een gewichtig probleem dat al te lang met een forse dosis politieke schijnheiligheid benaderd werd. De ontworpen wet mag dan wel niet volmaakt zijn, toch is ze van die aard dat ze, al was het maar op gemeentelijk vlak, de kandidaten in de toekomst gelijke kansen kan bieden. Die gelijkheid zal volledig zijn wanneer de devolutieve gevolgen van het stembak bovenaan op de lijst eindelijk afgeschaft of geneutraliseerd zullen zijn.

*
* *

De heer Cauwenberghs herinnert eraan dat aan de ingediende voorstellen zeer lange besprekingen zijn voorafgegaan tussen de diverse partijen die ze ondertekend hebben. Hij wijst erop dat de uit de Commissie voor de controle op de verkiezingsuitgaven ontstane werkgroep voor iedereen openstond en met name voor degenen die voor het belangrijke werk dat daar verricht werd thans geen goed woord meer over hebben. Het lid is ten andere benieuwd naar de alternatieve voorstellen van diezelfde fracties.

Met betrekking tot het hanteren van uiteenlopende normen naar gelang van het soort verkiezingen meent spreker dat zoiets des te meer vanzelfsprekend is daar men a priori reeds vaak met verschillende kieskringen te maken heeft. Ieder type van verkiezing werd dan ook op een oordeelkundige wijze apart benaderd.

*
* *

De heer L. Peeters brengt in herinnering dat de Controlemcommissie betreffende de verkiezingsuitgaven een werkgroep heeft belast met het onderzoek van de uitbreiding van het toepassingsgebied van de wet van 4 juli 1989. De voorliggende voorstellen eerbiedigen trouwens de geest van het protocol van 9 december 1992 dat is onderschreven door de indieners van het wetsvoorstel dat de wet van 18 juni 1993 tot wijziging van voornoemde wet van 4 juli 1989 is geworden.

Iedere partij heeft dus werkelijk de gelegenheid gehad ter zake haar verantwoordelijkheid op zich te

aujourd'hui se montrent les plus critiques n'ont pas assisté à une seule des nombreuses réunions de travail, auxquelles ils furent cependant convoqués. Quelle est d'ailleurs l'alternative que le VLD propose en la matière ? Prône-t-il encore toujours un financement des partis politiques par des fonds issus du monde des entreprises ? De même, le Vlaams Blok, qui critique le caractère tardif de ces mesures, n'en présente aucune autre.

L'intervenant rappelle aussi que les Verts ont quitté la table des discussions, au moment où l'on évoquait les montants maximaux qui peuvent être engagés. Il indique que rien n'empêche les partis et les candidats d'aller nettement en-deçà de ces montants; cela est même tout à fait souhaitable. Il fallait, en tout cas, imposer un maximum pour empêcher certaines dérives que l'on a connues dans le cadre de campagnes électorales précédentes. Pour ce qui est des élections communales, il a d'ailleurs été tenu compte des positions écologistes, dans le cadre de la proposition de loi qui a été rédigée. Le manque de soutien des Verts par rapport aux présentes initiatives est, dès lors, d'autant plus regrettable.

M. L. Peeters est d'avis que les partis signataires des différentes propositions doivent, dès à présent, s'engager moralement à respecter l'esprit et la lettre des propositions pour les élections à venir, dans l'attente qu'elles deviennent effectivement loi.

Par rapport au contenu desdites propositions, l'orateur tient à faire observer que l'index auquel il sera fait référence ne sera plus celui de 1989 mais bien celui du 1^{er} janvier 1994. Dans le cas contraire, on aurait à l'évidence eu à faire face à une augmentation des dépenses électorales. Désormais, la limitation de ces dépenses se mesurera également en termes réels.

Pour le reste, cette législation connaît un processus évolutif. Le législateur a choisi, en la matière, d'emprunter une voie inédite, que semblent d'ailleurs vouloir emprunter également certains pays voisins. Le financement public doit, en effet, pouvoir garantir l'indépendance des partis à l'égard de pressions diverses.

En réponse à un des intervenants précédents, le membre fait valoir que l'interdiction des dons faits par les entreprises concerne également les groupes de pression, dans la mesure où ils bénéficient eux aussi de la personnalité juridique.

Enfin, l'orateur souligne le défi devant lequel était placé le groupe de travail pour ce qui est de la limitation des dépenses électorales dans les différents types d'élections (fédérales, régionales, provinciales, communales, européennes, ...). Le résultat est appréciable, même si la discussion fut longue et difficile.

Il faut aussi souligner, en ce qui concerne la comparabilité ouverte des partis politiques, que ceux-ci seront traités de la même façon que les autres entreprises. A l'instar de celles-ci, ils devront donc présenter

nemen. Degenen die vandaag het meest kritiek uiten, hebben niet één van de talrijke vergaderingen van de werkgroep bijgewoond, terwijl ze daarop nochtans waren uitgenodigd. Welke alternatieve oplossing stelt de VLD ter zake trouwens voor ? Beveelt die partij nog altijd een financiering van de partijen met financiële middelen uit de bedrijfswereld aan ? Het Vlaams Blok zegt wel dat de maatregelen te laat komen, maar stelt evenmin een oplossing voor.

Spreker herinnert er tevens aan dat de groenen de gesprekstafel hebben verlaten toen de toegestane maximumbedragen ter sprake kwamen. Hij wijst erop dat niets de partijen en de kandidaten belet om ver onder die bedragen te blijven, meer nog, het is zelfs wenselijk dat ze dat doen. Er moest in ieder geval een maximum worden opgelegd om bepaalde ontsporingen te voorkomen die zich bij vorige verkiezingscampagnes hebben voorgedaan. Met betrekking tot de gemeenteraadsverkiezingen is bij de redactie van het wetsvoorstel trouwens rekening gehouden met de standpunten van de groenen. Het gebrek aan steun van de groenen voor de voorliggende initiatieven is daardoor des te schrijnender.

De heer L. Peeters is de mening toegedaan dat de partijen die de diverse voorstellen ondertekend hebben zich van nu af aan moreel moeten verbinden om die voorstellen, in afwachting dat ze feitelijk wet worden, reeds bij de komende verkiezingen naar de geest en naar de letter na te leven.

Met betrekking tot de inhoud van diezelfde voorstellen merkt spreker op dat de index waarnaar verwezen zal worden niet langer die van 1989, maar die van 1 januari 1994 zal zijn. Was dat niet het geval geweest dan had men vanzelfsprekend het hoofd moeten bieden aan een stijging van de verkiezingsuitgaven. De beperking van die uitgaven zal voortaan ook in reële termen worden gemeten.

Overigens is die wetgeving voor ontwikkeling vatbaar en heeft de wetgever op dat vlak een originele weg gekozen die naar het schijnt ook sommige buurlanden zouden willen opgaan. De overheidsfinanciering dient immers te voorkomen dat de partijen aan allerlei soorten pressie bloot zouden staan.

In antwoord op een vraag van een vorige spreker merkt het lid op dat het aan de bedrijven opgelegde verbod om giften te doen ook geldt voor drukkingsgroepen voor zover die rechtspersoonlijkheid bezitten.

Ter afronding benadrukt spreker dat de beperking van de verkiezingsuitgaven voor de verschillende soorten verkiezingen (federale verkiezingen, gewestraads-, provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen, Europese verkiezingen) voor de werkgroep een reuzetaak geweest is en dat het resultaat van de desbetreffende discussies, niettegenstaande de lange duur en de moeilijke aard ervan, de moeite waard is.

In verband met de open boekhouding van de politieke partijen dient eveneens te worden beklemtoond dat die partijen op precies dezelfde wijze als de overige bedrijven behandeld zullen worden en dat ze, naar

des comptes annuels, un bilan et un état du patrimoine. On atteint donc ici la pleine transparence qui, aux yeux de l'intervenant, doit aller de pair avec le financement public dont bénéficient ces mêmes partis.

*
* *

M. M. Harmegnies souligne que son parti est tout à fait favorable à développer une législation qui tend à moraliser le rapport de la politique et de l'argent. Il rappelle qu'il avait, avec son collègue du Sénat M. Goovaerts, présenté au nom de la Commission de contrôle, le premier rapport de contrôle des élections faisant suite à la loi du 4 juillet 1989. Il en fût de même après l'examen des rapports financiers 1992 (Rapport de MM. Michel et Bartholomeeussen). Les conclusions de ces rapports, qui intégraient un certain nombre de remarques et d'observations furent approuvées par tous les groupes politiques.

Il fait observer que cette matière est sous-tendue par une logique évolutive, parce que les techniques en matière d'ingénierie politique et en matière de publicité évoluent constamment.

En conclusion, l'intervenant souligne que les auteurs des propositions ont souhaité parvenir à un texte aussi unique que possible tout en tenant compte de la spécificité de chacune des élections et du mode électoral.

M. Dufour félicite les auteurs des différentes propositions mais regrette que celles-ci soient présentées aussi tardivement.

M. Charlier rappelle que depuis 1988, le groupe PSC a participé aux activités du groupe de travail, animé par la volonté d'aboutir à une législation en matière de contrôle des dépenses électorales et du financement. Cette législation existe et, même si elle n'est pas parfaite, peut être testée et modifiée pour l'adapter à l'évolution du système.

Si l'intervenant regrette que certains groupes de l'opposition ne participent pas ou ne participent plus aux activités du groupe de travail, il se réjouit par contre que le PRL y ait participé activement, dès le départ et soit cosignataire des différentes propositions de loi déposées en cette matière.

Il précise que la proposition relative aux élections communales et provinciales est particulière parce qu'elle veut tenir compte de la spécificité propre à ce type d'élection.

Mais la législation proposée ne présente pas un caractère définitif puisqu'elle est susceptible d'être adaptée et améliorée au vu des prochaines élections.

En conclusion, l'orateur estime que si les dispositions contenues dans les différentes propositions

het voorbeeld van die bedrijven, dus jaarrekeningen, een balans en een staat van hun vermogen zullen moeten voorleggen. Op die manier komt men tot een volledige doorzichtigheid die volgens spreker gepaard moet gaan met de openbare financiering waarop diezelfde partijen aanspraak maken.

*
* *

De heer M. Harmegnies benadrukt dat zijn partij haar volledige steun toezegt aan het voornemen om een wet tot stand te brengen waarmee wordt beoogd de relatie tussen politiek en geld een hoger moreel gehalte te verlenen. Hij herinnert eraan dat hij tezamen met zijn collega uit de Senaat, de heer Goovaerts, op grond van de wet van 4 juli 1989 namens de controlecommissie het eerste verslag inzake verkiezingscontrole had voorgesteld. Zulks is eveneens het geval geweest voor het onderzoek van de financiële verslagen 1992 (Verslag van de heren Michel en Bartholomeeussen). De conclusies van deze verslagen, waarin een aantal opmerkingen en kanttekingen waren opgenomen, werden door alle politieke fracties goedgekeurd.

Hij wijst erop dat het uitgangspunt is dat deze materie zich verder zal ontwikkelen doordat de technieken inzake politieke engineering en reclame voortdurend evolueren.

Tot besluit onderstreept spreker dat de indieners van de wetsvoorstellen een zo eenvormig mogelijke tekst hebben willen uitwerken, weliswaar rekening houdend met het specifieke karakter van de respectieve verkiezingen en stemwijzen.

De heer Dufour feliciteert de indieners van de diverse wetsvoorstellen, maar betreurt dat deze voorstellen zo laat werden ingediend.

De heer Charlier brengt in herinnering dat de PSC-fractie sinds 1988 aan alle werkzaamheden van de werkgroep heeft deelgenomen met het doel een wetgeving inzake verkiezingsuitgaven en partijfinanciering tot stand te brengen. Deze wetgeving bestaat en is weliswaar niet perfect, maar zij kan worden getoetst en aan de ontwikkelingen van het systeem aangepast.

Ofschoon spreker betreurt dat sommige oppositiefracties niet of niet langer deelnemen aan de werkzaamheden van de werkgroep, verheugt het hem dat de PRL van meetaf in deze werkgroep actief is geweest en verscheidene van de terzake ingediende wetsvoorstellen heeft medeondertekend.

Hij preciseert dat het wetsvoorstel betreffende de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen bijzonder is, doordat het rekening houdt met de specifieke kenmerken van die verkiezingen.

De voorgestelde wetgeving is evenwel niet definitief, aangezien ze in het vooruitzicht van de volgende verkiezingen nog kan worden aangepast en verbeterd.

Tot besluit is spreker van oordeel dat de correcte toepassing van de bepalingen van de desbetreffende

sont appliquées correctement, elles favoriseront indéniablement le rapprochement du politique et du citoyen.

M. Viseur fait remarquer que son groupe a voté favorablement, si ce n'est avec une certaine réticence, les dispositions de la loi du 4 juillet 1989 et des modifications successives parce qu'il estimait percevoir, à chaque occasion, une amélioration du système.

Or, il ne lui paraît pas qu'actuellement une avancée significative soit réalisée. Bien au contraire, il constate une évolution plutôt négative puisque, par exemple, le nombre de panneaux publicitaires limités auparavant à 500 passe à 600.

En outre, le plafond de 50 millions de francs pour la limitation des dépenses électorales et des engagements financiers est encore trop élevé. C'est une incitation, par aspiration vers le haut, à dépenser plus, même pour les partis qui n'en avaient pas l'intention.

M. Beysen fait remarquer que son groupe n'est absolument pas opposé à la limitation des dépenses électorales, mais, au contraire, favorable à la détermination d'un montant fixe pour les dépenses relatives à l'organisation d'élections. Les rapports des discussions approfondies tenues en 1989 et en 1991 prouvent à suffisance que son groupe est prêt à présenter des alternatives.

L'alternative est simple, à savoir une réglementation succincte mais précise, comprenant moins de limitations que la législation proposée.

C'est ainsi que la campagne électorale du VLD pour les élections européennes sera limitée à 30 millions de francs soit 1 million de francs par candidat.

L'intervenant estime que le plafond pourrait éventuellement être ramené à 25 millions de francs comme proposé par l'amendement n° 1 (Doc. n° 1379/2) de MM. Viseur et Geysels. Cependant les engagements pris par son parti pour les prochaines élections ne permettront pas de se limiter à ce montant.

Si un montant équivalent semble pouvoir être fixé pour les élections législatives, il conviendrait de déterminer le montant des élections communales et provinciales au prorata de l'importance des communes et des provinces.

L'intervenant relève que l'un des objectifs des auteurs serait d'éviter à certains de faire des dépenses exorbitantes.

Au cours des années 1960-1970 des campagnes extravagantes, inspirées du modèle américain, ont, effectivement, été menées. Cependant, les dépenses y afférentes n'ont jamais été analysées au franc près comme cela se fait actuellement. De plus, sans réglementation aucune, un processus évolutif s'est réalisé et les excès de cette période se sont auto-régularisés.

De la discussion qui précède, il peut néanmoins rencontrer son collègue M. Michel sur deux points : la limitation des panneaux d'affichage à 20 m² et la

wetsvoorstellen er onmiskenbaar toe zal leiden dat de kloof tussen burger en politiek nauwer wordt.

De heer Viseur wijst erop dat zijn fractie de wet van 4 juli 1989 en de daaropvolgende wijzigingen, zij het met enige terughoudendheid, heeft aangenomen, omdat zij telkens van mening was dat het bestaande systeem erdoor werd verbeterd.

Met deze voorstellen daarentegen, wordt naar zijn mening geen betekenisvolle vooruitgang geboekt. Integendeel, hij constateert dat de zaken veeleer ongunstig evolueren, aangezien bijvoorbeeld het aantal toegestane reclameborden dat tevoren tot 500 was beperkt, nu tot 600 wordt opgetrokken.

Bovendien is het maximum van 50 miljoen frank voor de beperking van de verkiezingsuitgaven en de financiële verbintenissen nog veel te hoog. Een en ander zet de partijen, ook die welke niet zoveel zouden willen uitgeven, ertoe aan om tegen elkaar op nog meer geld te besteden.

De heer Beysen stipt aan dat zijn fractie zich geenszins tegen de beperking van de verkiezingsuitgaven kant, maar voor de uitgaven die verkiezingen met zich meebrengen, integendeel een vast bedrag ingesteld wil zien. Uit de verslagen van de grondige besprekingen die in 1989 en 1991 plaatsvonden, blijkt overduidelijk dat zijn fractie bereid is alternatieven aan te reiken.

Er bestaat een eenvoudig alternatief : de regelgeving moet bondig maar precies zijn, met minder beperkingen dan in de ontworpen wet.

Voor de Europese verkiezingen zal de verkiezingscampagne van de VLD ten hoogste 30 miljoen frank kosten, wat neerkomt op 1 miljoen frank per kandidaat.

Volgens spreker kan het maximumbedrag eventueel tot 25 miljoen frank worden verminderd, zoals voorgesteld bij amendement n° 1 van de heren Viseur en Geysels (Stuk n° 1379/2), maar de verbintenissen die zijn partij voor de komende stembusgang heeft aangegaan, maken het echter niet mogelijk het bij dat bedrag te houden.

Voor de parlementsverkiezingen kan wellicht een soortgelijk bedrag worden vastgelegd, maar voor de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen behoort het bedrag te worden bepaald afhankelijk van de omvang van de provincie, respectievelijk gemeente.

Spreker wijst erop dat de indieners zich onder meer tot doel stellen te verhinderen dat sommigen buitensporige uitgaven zouden doen.

In de periode 1960-1970 werden naar Amerikaans voorbeeld inderdaad extravagante campagnes gevoerd. De uitgaven van die campagnes werden evenwel nooit tot op de frank gecontroleerd zoals dat thans het geval is. Bovendien heeft zich — zonder enige regelgeving — een evolutie voltrokken en de excessen uit die periode verdwenen vanzelf.

Na deze discussie kan hij zich toch op twee punten bij de heer Michel aansluiten, met name de beperking van de afmetingen van de reclameborden tot

volonté de tendre à l'équivalence des chances entre les candidats en neutralisant les effets du vote en case de tête.

L'orateur fait encore observer que le fait de viser dans la législation presque exclusivement un support de la campagne électorale, en l'occurrence l'affichage donne une image déformée du problème.

En effet, à titre d'exemple, si un parti ou un candidat fait imprimer et distribuer un dépliant dans un arrondissement électoral du type de celui d'Anvers, il ne peut le réaliser pour un coût inférieur à 3 millions de francs. Or, ce support publicitaire n'est pas réglementé.

Finalement, l'intervenant se déclare peu enclin à voter une législation caduque dès le départ, pour laquelle les auteurs de la proposition demandent d'ores et déjà un engagement moral en vue des élections européennes. Il convient plutôt de faire en sorte de ne pas loucher le coche pour les prochaines élections communales.

M. Dewinter déclare que son parti est non seulement favorable à la limitation et au contrôle des dépenses électorales mais partisan de plus de limitations encore. Il ne votera néanmoins pas les propositions.

Il estime hypocrite que les groupes politiques qui ont participé au groupe de travail de la Commission de contrôle et qui disposaient donc d'une connaissance préalable, placent tout le monde devant le fait accompli en imposant, juste avant les élections, une législation contraignante relative aux engagements alors que ces mêmes partis ont, depuis des mois, entamé une campagne électorale à laquelle ils ont déjà consacré plusieurs dizaines de millions de francs.

Certaines des limitations imposées sont arbitraires par exemple l'affichage sur 20 m² serait autorisé pour les élections européennes mais interdit pour les élections communales. Ou encore, l'affichage est limité alors que les annonces dans les journaux et les magazines sont illimitées.

Finalement, l'intervenant dénonce ceux qui énoncent de grands principes en matière de limitation de dépenses électorales mais cherchent, dès avant que la législation ne soit votée, des moyens de la contourner.

maximaal 20 m² en de vaste wil om de kandidaten gelijke kansen te geven via het neutraliseren van de stemmen bovenaan op de lijst.

Voorts wijst spreker erop dat het feit dat in de wetgeving nagenoeg alleen bedoeld wordt op de materiële dragers van verkiezingscampagnes, en in voorkomend geval op het aanplakken van affiches, een vertekend beeld van de problematiek geeft.

Een partij of een kandidaat die in een kiesarrondissement als dat van Antwerpen bijvoorbeeld een folder laat verspreiden, kan zulks niet doen voor minder dan 3 miljoen frank. Een dergelijke reclameactie is evenwel niet toegestaan.

Tot slot geeft spreker te kennen er weinig voor te voelen zijn goedkeuring te verlenen aan een van meetaf gammele wetgeving, waarbij de indieners van het wetsvoorstel nu al een morele verbintenis vragen voor de Europese verkiezingen. Het is daarentegen belangrijker de boot van de komende gemeenteraadsverkiezingen niet te missen.

De heer Dewinter laat weten dat zijn partij niet alleen voorstander is van de huidige beperking van de verkiezingsuitgaven, maar tevens pleit voor nog verder reikende beperkingen. Niettemin zal hij voor de voorstellen stemmen.

Naar zijn mening getuigt het van hypocrisie dat de politieke fracties die aan de werkzaamheden van de werkgroep van de Controlecommissie hebben deelgenomen en derhalve over voorkennis beschikten, al de overige fracties voor een voldongen feit plaatsen en net vóór de verkiezingen een wetgeving opleggen die de mogelijkheden tot het aangaan van verbintenissen beperkt, terwijl de betrokken partijen al sedert vele maanden hun verkiezingscampagne hebben ingezet en daaraan al vele tientallen miljoenen frank hebben besteed.

Sommige van de opgelegde beperkingen zijn willekeurig, zoals bijvoorbeeld het feit dat alleen voor de Europese verkiezingen gebruik kan worden gemaakt van affiches van 20 m², terwijl dat voor de gemeenteraadsverkiezingen verboden is. Een ander voorbeeld is het feit dat de mogelijkheid om gebruik te maken van affiches wordt beperkt, terwijl geen beperkingen gelden voor het plaatsen van advertenties in kranten en weekbladen.

Tot slot klaagt spreker degenen aan die op het stuk van de beperking van de verkiezingsuitgaven grote principes hanteren, terwijl zij nog vóór de desbetreffende wet is aangenomen op zoek gaan naar middelen om deze wet te omzeilen.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PROPOSITION DE LOI N° 1376

Article 1^{er}

M. Viseur propose de remplacer, dans le texte français, les mots « élections pour les Chambres fédérales » par les mots « élections des Chambres fédérales ».

La Commission marque son accord sur cette correction technique.

Art. 2

L'amendement n° 4 de MM. Viseur et Geysels tend à remplacer le 4° de l'article 1^{er} de la loi du 4 juillet 1989, qui détermine la composition de la Commission de contrôle. Les auteurs sont partisans d'une commission composée paritairement de membres francophones et néerlandophones de la Cour des comptes.

M. Viseur fait observer qu'il n'est pas normal que les contrôleurs et les contrôlés soient les mêmes personnes. La Commission de contrôle est en effet composée exclusivement d'élus, qui sont eux-mêmes candidats aux élections.

En ordre subsidiaire (*amendement n° 5*), les mêmes auteurs proposent une composition alternative. La Commission de contrôle serait composée paritairement de membres de la Chambre des représentants et du Sénat, ainsi que d'un conseiller francophone et d'un conseiller néerlandophone de la Cour des comptes, désignés par leurs pairs et serait présidée par les présidents de la Chambre des représentants et du Sénat.

Le ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique fait observer que les députés et les sénateurs vérifient aussi eux-mêmes leurs pouvoirs. A cet effet, des commissions sont formées, qui vérifient notamment la régularité de l'élection. Dans ce cas aussi, les mêmes personnes sont juge et partie.

De plus, la Cour des comptes est une émanation du pouvoir législatif, de sorte que cette Cour ne peut pas non plus être considérée comme tout à fait indépendante à l'égard de ce pouvoir.

M. Viseur estime que l'introduction d'un élément extérieur dans la Commission de contrôle donnera une garantie supplémentaire d'objectivité.

A ceux qui pourraient objecter qu'il serait ainsi dérogé au principe de la souveraineté de la représentation, l'intervenant fait observer que le dernier mot appartiendra toujours aux parlementaires siégeant au sein de la Commission.

Enfin, le renforcement de l'indépendance de la Commission au niveau de sa composition contribuerait également à restaurer la confiance du citoyen dans la politique.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING VAN HET WETSVOORSTEL N° 1376

Artikel 1

De heer Viseur stelt voor in de Franse tekst de woorden « élections pour les Chambres fédérales » te vervangen door de woorden « élections des Chambres fédérales ».

De Commissie stemt met deze tekstverbetering in.

Art. 2

Amendement n° 4 van de heren Viseur en Geysels strekt ertoe het 4° van artikel 1 van de wet van 4 juli 1989, dat de samenstelling van de Controlecommissie bepaalt, te vervangen. De indieners zijn voorstander van een commissie paritair samengesteld uit Nederlandstalige en Franstalige leden van het Rekenhof.

De heer Viseur wijst erop dat het niet normaal is dat controleurs en gecontroleerden dezelfde personen zijn. Thans bestaat de Controlecommissie uitsluitend uit verkozenen, die zelf kandidaat zijn voor de verkiezingen.

In bijkomende orde stellen *dezelfde auteurs* bij *amendement n° 5* een alternatieve samenstelling voor. De Controlecommissie zou paritair worden samengesteld uit leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat, alsmede uit een Nederlandstalige en een Franstalige raadsheer in het Rekenhof aangewezen door hun ambtgenoten, onder het voorzitterschap van de voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat.

De minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken wijst erop dat Kamerleden en Senatoren ook zelf oordelen over hun geloofsbrieven. Daartoe worden commissies gevormd die onder meer de regelmatigheid van de verkiezing nagaan. Ook in dat geval zijn dezelfde personen rechter en partij.

Voorts is het Rekenhof een emanatie van de wetgevende macht, zodat ook dat Hof niet kan worden beschouwd als zijnde volkomen onafhankelijk ten aanzien van die macht.

De heer Viseur is van mening dat door mensen van buitenaf in de Controlecommissie op te nemen een bijkomende waarborg inzake objectiviteit wordt ingevoerd.

Men zou de stelling kunnen verdedigen dat aldus afbreuk zou worden gedaan aan het beginsel van de soevereiniteit van de volksvertegenwoordiging. De parlamentsleden in de Controlecommissie behouden echter het laatste woord.

Een meer onafhankelijke samenstelling zou er ten slotte ook toe bijdragen het vertrouwen van de burger in de politiek te herstellen.

L'amendement n° 4 est retiré.

Au nom des auteurs de la proposition à l'examen, *M. Peeters* déclare vouloir conserver la composition initialement prévue, c'est-à-dire celle d'une commission parlementaire mixte.

La Commission de contrôle est investie d'une mission légale, travaille dans le respect d'un règlement d'ordre intérieur et a prouvé par le passé qu'elle fonctionnait bien.

S'il est vrai que la Cour des comptes est un instrument utile pour contrôler le pouvoir exécutif, il n'en reste pas moins que ses membres sont nommés par la Chambre. Il n'est dès lors pas souhaitable que la Cour reprenne les missions de contrôle de la Commission.

M. Van Hauthem fait observer que, par le passé, son groupe a également proposé de confier les contrôles à la Cour des comptes, ce qui se justifierait d'autant plus que tous les partis représentés au Parlement ne sont pas représentés au sein de la Commission de contrôle.

Art. 3

M. Viseur propose de corriger le texte français de cet article et de remplacer, comme cela a été fait à l'article 1^{er}, les mots « *pour les élections pour les Chambres législatives* » par les mots « *pour les élections des Chambres législatives* ».

La Commission adopte cette correction de texte.

Art. 4

Répondant au ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, *M. Peeters* confirme, au nom des auteurs de la proposition de loi à l'examen, que le troisième alinéa du § 1^{er} de l'article 2 proposé de la loi du 4 juillet 1989 signifie que les 25 % qui peuvent être imputés aux candidats sont portés en déduction des 50 millions de francs visés au premier alinéa.

La Commission décide d'insérer cette explication dans le rapport.

L'amendement n° 1 de *MM. Viseur et Geysels* tend à réduire de moitié le montant maximum des dépenses électorales des partis au niveau fédéral.

Plus ce montant sera élevé, plus les partis seront enclins à dépenser plus qu'ils ne peuvent payer afin de ne pas être en reste par rapport aux autres partis.

Fondamentalement, il ne s'agit pas de se demander, en matière de dépenses électorales, si des progrès ont été enregistrés par rapport aux années '80; la question est de savoir de quels montants un parti doit pouvoir disposer afin que le citoyen soit informé de son programme.

En répondant à cette question, il ne faut perdre de vue que les partis font connaître leurs positions tout

Amendement n° 4 wordt ingetrokken.

De heer Peeters verklaart namens de indieners van het wetsvoorstel de oorspronkelijke samenstelling, zijnde die van een gemengde parlementaire commissie, te willen behouden.

De controlecommissie heeft een wettelijke opdracht, werkt volgens een huishoudelijk reglement en heeft in het verleden bewezen goed te functioneren.

Het Rekenhof is weliswaar een nuttig instrument om de uitvoerende macht te controleren, maar zijn leden worden benoemd door de Kamer. Het is derhalve niet aangewezen dat het Hof de controletaken van de Controlecommissie zou overnemen.

De heer Van Hauthem merkt op dat zijn fractie in het verleden ook reeds heeft voorgesteld de controles aan het Rekenhof op te dragen, te meer daar thans niet alle in het Parlement vertegenwoordigde politieke partijen van de Controlecommissie deel uitmaken.

Art. 3

De heer Viseur stelt voor om zoals in artikel 1 ook hier de Franse tekst te verbeteren en de woorden « *pour les élections pour les Chambres législatives* » te vervangen door de woorden « *pour les élections des Chambres législatives* ».

De Commissie neemt die tekstverbetering aan.

Art. 4

In antwoord op een vraag van de minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken bevestigt *de heer Peeters* namens de indieners van het wetsvoorstel dat dat het derde lid van § 1 van het voorgestelde artikel 2 van de wet van 4 juli 1989 zo moet worden begrepen dat de 25 % die de kandidaten kan worden aangerekend in mindering komt van de vijftig miljoen frank bedoeld in het eerste lid.

De Commissie beslist deze verklaring op te nemen in het verslag.

Bij amendement n° 1 van de heren *Viseur en Geysels* wordt voorgesteld het maximumbedrag dat de partijen op federaal vlak aan verkiezingsuitgaven mogen besteden, te halveren.

Hoe hoger dat bedrag, hoe meer partijen geneigd zullen zijn meer uit te geven dan zij kunnen betalen om gelijke tred te houden met de andere.

De fundamentele vraag die moet worden gesteld is niet of op het stuk van de verkiezingsuitgaven vooruitgang werd geboekt in vergelijking met de jaren '80, maar wel over welke bedragen de partijen moeten kunnen beschikken om de burger in staat te stellen van de verschillende partijprogramma's kennis te nemen.

Bij het beantwoorden van die vraag moet er rekening mee worden gehouden dat ook via de media

au long de l'année par le biais des média et qu'en période de campagne électorale, des débats supplémentaires sont organisés, qui ne coûtent rien aux partis.

Au cours de cette période, la propagande électorale bénéficie en outre de tarifs postaux préférentiels.

L'interdiction d'utiliser des moyens de propagande trop onéreux (à l'exception toutefois de grandes affiches), prévue par la proposition de loi à l'examen, permettra également de limiter les dépenses.

Enfin, il convient de souligner que le citoyen est surtout choqué par les dépenses de propagande qui n'ont aucun rapport avec l'enjeu des élections.

L'amendement n° 6 de MM. Viseur et Geysels vise aussi à réduire de moitié les autres montants figurant à l'article 2 proposé.

L'amendement n° 7 de M. Viseur vise à apporter une correction technique à l'article 2, § 1^{er}, deuxième alinéa, proposé. Les mots « Sans préjudice des dispositions qui précèdent » doivent être remplacés par les mots « Nonobstant les dispositions qui précèdent », étant donné que le deuxième alinéa constitue une dérogation au premier.

Le même auteur présente également un amendement (n° 8) visant à apporter une autre correction technique.

Parlant au nom des auteurs de la proposition de loi, *M. Peeters* souscrit à ces deux amendements.

MM. Viseur et Geysels proposent ensuite par voie d'amendement (n° 11) de compléter le § 5 de l'article 2 proposé.

Lorsque plusieurs candidats d'une même liste s'associent pour leur propagande électorale, ils doivent déterminer préalablement et par écrit la part des dépenses qui sera imputée à leurs quotas respectifs.

M. Viseur souligne que le texte n'oblige pas les candidats à répartir ces dépenses proportionnellement à leurs quotas de dépenses respectifs. Certains candidats pourraient ainsi *de facto* largement dépasser leur quota personnel. L'amendement vise à prévenir de tels abus.

M. Peeters s'oppose aux amendements tendant à réduire de moitié les montants prévus par la proposition de loi. Il souligne qu'il s'agit de montants maximums, qui doivent avant tout permettre de lutter contre certains excès. De nombreux partis ont d'ailleurs déjà déclaré qu'ils ne dépenseraient pas de telles sommes.

*
* *

M. Peeters et consorts présentent un amendement (n° 13) tendant à ajouter un § 6 prévoyant que si, lorsque plusieurs élections ont lieu le même jour, un candidat se présente sur plus d'une liste, les différents montants maximums prévus pour les candidats déterminés ne peuvent être additionnés.

partijstandpunten worden bekendgemaakt, het hele jaar door, en dat tijdens de verkiezingsperiode extra debatten worden georganiseerd, zonder dat die de partijen iets kosten.

Tijdens die periode gelden bovendien voordelige posttarieven voor verkiezingspropaganda.

Het verbod dat het voorliggende voorstel voorstelt op het gebruik van al te dure propagandamiddelen (met uitzondering evenwel van de grote affiches), zal eveneens de uitgaven drukken.

Ten slotte moet erop worden gewezen dat wat de burger vooral afkeer inboezemt is dat geld wordt verspild aan propaganda die met de inzet van de verkiezingen geen uitstaans heeft.

Amendement n° 6 van de heren Viseur en Geysels strekt ertoe ook de andere bedragen in het voorgestelde artikel 2 te halveren.

Amendement n° 7 van de heer Viseur stelt een technische verbetering voor in het voorgestelde artikel 2, § 1, tweede lid. De woorden « Onverminderd de voorgaande bepalingen » dienen te worden vervangen door de woorden « Niettegenstaande de voorgaande bepalingen », aangezien het tweede lid een afwijking vormt op het eerste.

Dezelfde auteur heeft eveneens een amendement n° 8 ingediend waarmee ook een taalkundige verbetering wordt aangebracht.

De heer Peeters stemt namens de indieners van het wetsvoorstel met deze laatste twee amendementen in.

Bij amendement n° 11 stellen de heren *Viseur en Geysels* vervolgens een aanvulling voor van § 5 van het voorgestelde artikel 2.

Wanneer verscheidene kandidaten van een zelfde lijst zich verenigen voor het voeren van hun verkiezingspropaganda, moeten zij vooraf schriftelijk vastleggen welk gedeelte van de uitgaven met hun respectief quotum moet worden verrekend.

De heer Viseur wijst erop dat de tekst de kandidaten niet verplicht die uitgaven te verrekenen in verhouding tot hun respectief uitgavenquotum. Bepaalde kandidaten zouden hun persoonlijk quotum zo *de facto* ruimschoots kunnen overschrijden. Het amendement wil dat onmogelijk maken.

De heer Peeters kant zich tegen de amendementen tot halvering van de bedragen waarin het wetsvoorstel voorziet. Hij onderstreept dat het gaat om maximumbedragen. Het is vooral de bedoeling om aan de hand daarvan bepaalde uitwassen te bestrijden. Tal van partijen hebben trouwens verklaard dat zij minder zullen uitgeven.

*
* *

De heer Peeters c.s. heeft een amendement n° 13 ingediend, dat strekt tot toevoeging van een § 6, volgens welke in geval van gelijktijdige verkiezingen, wanneer een kandidaat op meer dan één lijst staat, de verschillende maximumbedragen voor de individuele kandidaten niet mogen worden samengevoegd.

M. Peeters souligne que l'amendement est conforme à la philosophie de la proposition de loi. Le principe qui s'applique en l'occurrence aux candidats déterminés est déjà énoncé au § 1^{er} en ce qui concerne les partis politiques.

M. Breyne propose d'apporter une correction technique au texte du § 5. Le mot « quota » doit être remplacé par le mot « quotum ».

La Commission marque son accord sur cette correction technique.

*
* *

L'amendement n° 16 de M. Beysen et consorts tend à ramener à trente millions de francs le montant maximum de cinquante millions de francs prévu au § 1^{er} de l'article 2 proposé.

Le même auteur présente également un amendement n° 17 tendant à remplacer le § 2 par une disposition prévoyant qu'en ce qui concerne la Chambre des représentants, le total des dépenses et des engagements financiers afférents à la propagande électorale des candidats déterminés, ne peut excéder 500 000 francs et à reprendre la même disposition au § 3 en ce qui concerne le Sénat, le montant maximum étant toutefois porté à un million de francs.

M. Beysen renvoie à l'avis que le Conseil d'Etat a rendu sur cette proposition de loi et dans lequel, se basant sur une argumentation bien étayée, il souligne l'importance d'accorder des chances égales à tous les candidats. L'intervenant estime dès lors que les auteurs de la proposition de loi auraient tout intérêt à tenir compte de cet avis.

L'amendement n° 17 vise à concrétiser cette égalité de chances en imposant à tous les candidats un même montant maximum pour les dépenses électorales. La différence prévue au niveau des montants entre la Chambre des représentants et le Sénat se justifie du fait que l'arrondissement électoral est plus étendu pour l'élection du Sénat.

L'intervenant souligne que, présentant en outre l'avantage d'être fort simple, le système proposé sera immédiatement compris par les candidats et les électeurs, de sorte qu'aucune instruction particulière ne sera nécessaire.

En ce qui concerne le montant qui est proposé par la voie de l'amendement n° 16, l'intervenant précise qu'un autre chiffre aurait tout aussi bien pu être retenu si des engagements n'avaient pas déjà été pris en vue des élections européennes.

M. Beysen fait observer que si l'on acceptait les propositions qui bénéficient notamment de son soutien, chaque liste pourrait dépenser 58 millions de francs au maximum. La proposition de loi autorise quant à elle un montant de quelque 80 millions de francs.

De heer Peeters verklaart dat het amendement aansluit bij de filosofie van het wetsvoorstel. Het beginsel dat hier op de individuele kandidaten wordt toegepast was reeds in § 1 ingeschreven voor de politieke partijen.

De heer Breyne stelt een taalverbetering voor in § 5. Het woord « quota » dient te worden vervangen door het woord « quotum ».

De Commissie stemt met die tekstverbetering in.

*
* *

Amendement n° 16 van de heer Beysen c.s. strekt ertoe het maximumbedrag van vijftig miljoen frank, vastgesteld in § 1 van het voorgestelde artikel 2 te vervangen door een maximumbedrag van dertig miljoen frank.

Tevens stelt *dezelfde auteur* bij amendement n° 17 voor § 2 te vervangen door een bepaling naar luid waarvan het totaal van de uitgaven en de financiële verbintenissen voor de verkiezingspropaganda van individuele kandidaten voor de verkiezingen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers niet meer mag bedragen dan 500 000 frank, en in § 3 dezelfde bepaling op te nemen voor de Senaat, waarbij het maximumbedrag evenwel wordt opgetrokken tot 1 000 000 frank.

De heer Beysen verwijst naar het advies van de Raad van State over dit wetsvoorstel, dat het belang onderstreept van gelijke kansen voor alle kandidaten en dit vrij grondig argumenteert. De indieners van het wetsvoorstel zouden er, aldus spreker, goed aan doen dit advies ter harte te nemen.

Amendement n° 17 strekt ertoe het beginsel van gelijke kansen gestalte te geven door aan alle kandidaten een zelfde maximumbedrag voor hun individuele verkiezingsuitgaven op te leggen. Het onderscheid dat daarbij wordt gemaakt tussen het bedrag voor de verkiezingen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers en dat voor de Senaat is gerechtvaardigd, omdat de kieskring in het tweede geval groter is.

Spreker wijst erop dat de eenvoud van de voorgestelde regeling bovendien het voordeel biedt voor de kandidaten en voor de kiezers onmiddellijk duidelijk te zijn, zodat geen bijzondere onderrichtingen nodig zijn.

Met betrekking tot het bedrag dat wordt voorgesteld bij amendement n° 16, verklaart spreker dat dit ook een ander cijfer had kunnen zijn, ware het niet dat reeds verbintenissen werden aangegaan met het oog op de Europese verkiezingen.

De heer Beysen wijst erop dat, wanneer men de mede door hem gesteunde voorstellen zou aanvaarden, elke lijst maximaal 58 miljoen frank zou mogen uitgeven. Het wetsvoorstel zal daarentegen leiden tot een cijfer van ongeveer 80 miljoen frank.

En guise de conclusion, l'intervenant demande que l'on accorde toute l'attention requise à l'amendement n° 17, qui est conforme aux recommandations du Conseil d'Etat, sans quoi on ne pourra que constater après les élections du 12 juin que le régime proposé (qui s'applique également, *mutatis mutandis*, à l'élection du Parlement européen) par les auteurs n'aura pas permis de réduire réellement les dépenses.

Le ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique estime que l'avis du Conseil d'Etat concerne l'opportunité plutôt que la légalité.

Si la proposition de loi à l'examen enfreint le principe d'égalité, on pourrait en dire autant de nombreuses autres dispositions comparables de la légalisation électorale, à propos desquelles le Conseil pourtant a rendu un avis favorable par le passé et qui sont appliquées depuis des années. Ainsi, une liste doit avoir recueilli un nombre déterminée de voix dans un arrondissement pour pouvoir participer à la répartition complémentaire des sièges, le système d'Hondt n'est pas neutre quant à ses effets pour les petits partis et les conditions fixées pour obtenir un numéro national ne sont pas identiques pour toutes les listes.

L'avis du Conseil d'Etat est donc particulièrement contestable sur ce point.

M. Beysen ne partage pas le point de vue du ministre. Il estime qu'il est inadmissible qu'un avis du Conseil d'Etat soit suivi ou non selon que cela convient ou non au ministre. L'avis attire l'attention sur un principe fondamental qui est d'autant plus fondamental qu'il s'agit d'une candidature à une fonction publique.

Les inégalités que la législation renferme actuellement ne peuvent en outre servir d'arguments, d'autant qu'il s'agit en l'occurrence d'une loi relativement récente.

M. Michel souligne que la proposition de loi à l'examen est le résultat d'un accord politique. Personnellement, il est partisan de la neutralisation des effets du vote de liste. Cette neutralisation nécessitera, lorsque ses propositions de loi en la matière auront été votées, une adaptation des montants maximums prévus pour les candidats, pour lesquels on devra appliquer un seul et même montant.

Comme le ministre, l'intervenant estime que le Conseil d'Etat exprime une préférence politique plutôt qu'un avis strictement juridique.

Il est en tout cas faux de prétendre que la proposition de loi à l'examen accentue encore les inégalités entre les partis et les candidats.

En ce qui concerne les montants, il convient de souligner que les partis et les candidats doivent disposer d'un minimum de moyens pour faire connaître leur vision de la société, leur programme et leurs projets concrets, faute de quoi, l'inertie menacerait.

Ter afronding van zijn betoog vraagt spreker amendement n° 17 dat in overeenstemming is met de aanbevelingen van de Raad van State, ernstig in overweging te nemen. Zo niet, dan zal men vaststellen na de verkiezingen van 12 juni dat de thans door de indieners voorgestelde regeling (die immers *mutatis mutandis* ook geldt voor de verkiezing van het Europese Parlement) *de facto* niet zal hebben geleid tot minder uitgaven.

De minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken is van oordeel dat het advies van de Raad van State veeleer een opportuniteits- dan wel een legaliteitsadvies is.

Als het zo is dat het wetsvoorstel het gelijkheidsbeginsel schendt, dan kan meteen worden gewezen op tal van andere vergelijkbare bepalingen in de kieswetgeving waarover de Raad in het verleden nochtans gunstig adviseerde. Zij worden reeds jaren toegepast. Zo moet een lijst in een arrondissement een bepaald aantal stemmen hebben behaald om tot de aanvullende zetelverdeling te worden toegelaten, is het stelsel d'Hondt niet neutraal wat de gevolgen voor de kleine partijen betreft en zijn de voorwaarden om een nationaal lijstnummer te krijgen niet voor alle lijsten gelijk.

Het advies van de Raad van State is op dat punt dus bijzonder aanvechtbaar.

De heer Beysen deelt de mening van de minister niet. Het gaat volgens hem niet op dat een advies van de Raad van State al dan niet wordt gevolgd naar gelang het de minister goed uitkomt. Het advies wijst op een fundamenteel beginsel dat des te fundamenteeler is wanneer het gaat om het kandideren naar een openbare functie.

Men kan bovendien geen argument putten uit de bestaande ongelijkheden van de wetgeving, te meer daar hier een betrekkelijk jonge wet wordt gewijzigd.

De heer Michel wijst erop dat het wetsvoorstel een resultaat is van een politiek akkoord. Persoonlijk is hij voorstander van de neutralisering van de gevolgen van de stem bovenaan op een lijst. Dat zal, wanneer zijn wetsvoorstellen ter zake worden aangenomen, nopen tot een aanpassing van de maximumbedragen voor de kandidaten, voor wie dan één zelfde bedrag zal moeten gelden.

Spreker is het er met de minister over eens dat het advies van de Raad van State eerder een politieke voorkeur uitspreekt dan een strict juridisch advies verstrekt.

In elk geval kan niet worden gesteld dat ongelijkheden tussen partijen en kandidaten door dit voorstel nog worden aangescherpt.

Wat de bedragen betreft, moet er worden op gewezen dat de partijen en de kandidaten over een minimum aan middelen moeten beschikken om hun maatschappijvisie, hun programma en hun concrete plannen uit te dragen. Doet men dat niet, dan dreigt de inertie.

L'intervenant souligne, à cet égard, que la presse ne peut assumer cette mission d'information, parce que l'objectivité nécessaire à cet effet lui fait souvent défaut.

M. L. Peeters signale qu'il convient d'éviter tout malentendu. Le texte proposé se situe dans le droit fil de la proposition initiale qui a débouché sur la loi du 4 juillet 1989.

Les seules modifications apportées concernent d'une part les montants des dépenses et engagements financiers afférents à la propagande électorale et d'autre part les circonscriptions électorales qui seront dorénavant différentes à la Chambre et au Sénat.

Par ailleurs, l'objection du Conseil d'Etat déduite de l'inégalité entre candidats peut être écartée pour le motif que l'article 4 prévoit expressément que des candidats peuvent s'associer pour mener leur campagne électorale afin de favoriser la cohérence entre les candidats sur une liste.

Par ailleurs, si l'on devait adopter les montants prévus par l'amendement n° 17 de *M. Beysen* et consorts on obtiendrait en fait un montant global supérieur à celui retenu par le texte proposé.

Enfin, cette proposition de loi a sa signification pleine et entière étant donné qu'elle sera applicable à tous les candidats qui participeront aux prochaines élections législatives.

M. Viseur signale qu'il n'a jamais préconisé une réduction tendant à zéro des dépenses électorales. Il souhaite simplement indiquer que le montant plafond de cinquante millions en matière de dépenses électorales est beaucoup trop élevé. En effet, via les médias habituels, les partis ont déjà eu l'occasion, avant la période de propagande électorale proprement dite, de faire connaître leurs idées et leurs prises de position à l'électeur.

Le parti Ecolo a par le passé réussi à mener des campagnes moins onéreuses que celles des autres partis. Or ce n'est pas pour cette raison que le message politique d'Ecolo est moins connu que celui des autres partis.

L'orateur se demande par ailleurs en quoi consiste « l'indice-pivot applicable au 1^{er} janvier 1994 » dont question au § 4. S'agit-il de l'indice-pivot de « l'indice-santé » des prix à la consommation ou celui spécifique aux coûts de production des médias publicitaires ?

M. Pierco relève que la présente proposition de loi constitue pour l'essentiel une adaptation technique de la loi du 4 juillet 1989, telle que modifiée par les lois du 21 mai 1991 et du 18 juin 1993.

Or ces lois n'avaient pas fait l'objet d'un avis (sur demande) du Conseil d'Etat.

Néanmoins le le Conseil d'Etat aurait pu, s'il avait été saisi pour avis lors de l'élaboration de la loi de 1989, formuler les mêmes objections déduites de l'inégalité des candidats. En effet, lors des élections législatives du 24 novembre 1991, les nouveaux candidats (jeunes et femmes essentiellement) ne pou-

In dat verband onderstreept spreker dat de pers die informatietaak niet kan overnemen. Zij legt daartoe vaak niet de nodige objectiviteit aan de dag.

De heer L. Peeters wijst erop dat misverstanden moeten worden voorkomen. De voorgestelde tekst sluit nauw aan bij het oorspronkelijke voorstel dat uitmondde in de wet van 4 juli 1989.

De enige wijzigingen die worden aangebracht hebben enerzijds betrekking op de bedragen van de uitgaven en financiële verbintenissen voor verkiezingspropaganda en anderzijds op de kiesdistricten die voortaan niet meer dezelfde zullen zijn voor Kamer en Senaat.

Het bezwaar van de Raad van State over de ongelijke behandeling van kandidaten is onterecht, aangezien artikel 4 uitdrukkelijk bepaalt dat kandidaten samen campagne mogen voeren om de samenhang tussen de kandidaten van een zelfde lijst in de hand te werken.

Bij goedkeuring van de bedragen waarin amendement n° 17 van de heer *Beysen* c.s. voorziet, zou het totale bedrag trouwens hoger liggen dan dat van het voorstel.

De volle betekenis van dit wetsvoorstel wordt duidelijk als we beseffen dat het zal worden toegepast op alle kandidaten die aan de komende parlementsverkiezingen deelnemen.

De heer Viseur merkt op dat het nooit zijn bedoeling is geweest de verkiezingsuitgaven tot nul te reduceren. Alleen vindt hij vijftig miljoen een veel te groot bedrag om aan verkiezingen te spenderen. De gewone media bieden de kandidaten immers al vóór de periode waarin echt campagne wordt gevoerd de gelegenheid om de kiezer uit te leggen wat hun ideeën en standpunten inhouden.

Ecolo is er vroeger in geslaagd veel goedkoper campagne te voeren dan de andere partijen. Het politieke gedachtengoed van de partij is daarom niet minder bekend dan dat van de overige partijen.

Spreker vraagt zich bovendien af wat hij dient te verstaan onder de « spilindex die van kracht is op 1 januari 1994 », waarvan sprake in § 4. Is dat de spilindex van de zogenaamde « gezondheidsindex » van de consumptieprijzen, dan wel de index die specifiek geldt voor de produktiekosten van de reclamemedia ?

De heer Pierco verklaart dat dit wetsvoorstel in hoofdzaak een technische aanpassing is van de wet van 4 juli 1989, zoals gewijzigd bij de wetten van 21 mei 1991 en 18 juni 1993.

Voor die wetten werd het advies van de Raad van State evenwel niet gevraagd.

Dat belet niet dat de Raad van State dezelfde bezwaren in verband met de ongelijke behandeling van de kandidaten had kunnen opperen, indien hem om advies over de wet van 1989 was gevraagd. Tijdens de verkiezingen van 24 november 1991 hebben de nieuwe kandidaten (vooral jongeren en vrouwen)

vaient consentir que des dépenses électorales moins élevées par rapport à celles des autres candidats, alors qu'ils auraient dû précisément pouvoir compter sur un soutien financier plus important. La présente proposition institutionnalise donc les rapports de force existants entre partis et candidats.

Par ailleurs, *M. Pierco* indique que si suite à l'amendement n° 17 de *M. Beysen* et consorts, certains candidats étaient sans doute amenés à dépenser plus tandis que d'autres moins, il n'en demeure pas moins, en toute hypothèse, que conformément à l'amendement n° 16 des mêmes auteurs le montant global des dépenses électorales autorisées par parti est ramené de 50 à 30 millions de francs.

En outre, la neutralisation des effets du vote en case de tête permettrait non seulement de donner les mêmes chances à tous les candidats mais également des moyens financiers identiques.

Or, il ne convient pas, notamment dans un souci de démocratie élémentaire, de faire une distinction, en matière de dépenses électorales autorisées, entre les nouveaux candidats et les anciens, ces derniers bénéficiant d'une expérience certaine et d'une réputation acquise qu'ils n'ont plus à défendre, à la différence précisément des premiers.

En réponse à *M. Viseur*, *M. Michel* signale que l'indice-pivot dont question au § 4 de l'article 2 est celui spécifique aux coûts de production des médias publicitaires : il reprend une série de coûts spécifiques dans le domaine de la publicité (prix du papier d'imprimerie, des produits audiovisuels, et cetera). Cet indice a déjà été utilisé lors des élections législatives du 24 novembre 1991.

Le ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique confirme ces propos et indique que la formule déterminant l'adaptation des montants des dépenses électorales à la variation des coûts de production des médias publicitaires, est fixée par l'arrêté royal du 10 octobre 1991 d'exécution de l'article 2, § 4, de la loi du 4 juillet 1989 (*Moniteur belge* du 18 octobre 1991).

Le ministre précise toutefois que les montants des dépenses électorales en vigueur pour les prochaines élections législatives sont ceux qui figurent dans la présente proposition. L'indexation de ces montants ne sera pas encore effectuée lors des prochaines élections législatives.

La Commission se rallie à ce point de vue.

M. Michel indique qu'on a notamment du tenir compte des variations des coûts du papier d'imprimerie en raison de la crainte d'une augmentation sensible annoncée de ces coûts suite à l'instauration des écotaxes dans le domaine du papier.

M. L. Peeters relève que la non-application de cette indexation spécifique pour les prochaines élections législatives constitue un des aspects les plus importants de la limitation des dépenses électorales visée par la présente proposition.

immers minder kosten kunnen inbrengen dan de overige kandidaten, hoewel precies zij meer financiële ondersteuning nodig hadden. Dit voorstel bekrachtigt dus eigenlijk de bestaande krachtsverhouding tussen partijen en kandidaten.

Voorts wijst *de heer Pierco* erop dat amendement n° 17 van de heer Beysen c.s. inderdaad misschien bepaalde kandidaten ertoe zal aanzetten meer uit te geven, terwijl anderen dan weer minder zullen spenderen. Dat belet niet dat, overeenkomstig het door dezelfde indieners ingediende amendement n° 16, het totale bedrag dat elke partij aan verkiezingen mag uitgeven hoe dan ook van 50 op 30 miljoen frank wordt gebracht.

Bovendien biedt de neutralisering van de stem bovenaan de lijst niet alleen gelijke kansen, maar ook precies evenveel financiële middelen aan alle kandidaten.

In een democratie is het echter wel uitgesloten dat een onderscheid zou worden gemaakt tussen de toegestane verkiezingsuitgaven van nieuwe kandidaten en die van oudgedienden. Laatstgenoemden beschikken trouwens over een zekere ervaring en hoeven hun reputatie niet meer waar te maken, in tegenstelling tot de nieuwelingen.

De heer Michel antwoordt de heer Viseur dat de spilindex waarvan sprake in § 4 van artikel 2 de specifieke index voor de produktiekosten van de reclamemedia is : die index omvat een aantal specifieke kosten voor reclame (prijs van papier en drukwerk, van audiovisuele produkten enz.) en werd al toegepast tijdens de parlementsverkiezingen van 24 november 1991.

De minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken bevestigt de woorden van vorige spreker en wijst er nog op dat de formule voor de aanpassing van de bedragen van de verkiezingsuitgaven aan de schommelingen van de produktiekosten van de reclamemedia werd vastgelegd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 1991 tot uitvoering van artikel 2, § 4, van de wet van 4 juli 1989 (*Belgisch Staatsblad* van 18 oktober 1991).

De minister verduidelijkt dat voor de volgende parlementsverkiezingen evenwel de bedragen zullen gelden die in dit voorstel zijn opgenomen. Voor die verkiezingen zullen de bedragen dus nog niet worden geïndexeerd.

De Commissie is het eens met deze zienswijze.

De heer Michel merkt op dat men onder meer rekening heeft moeten houden met de schommelingen in de prijs van het papier voor drukwerk, aangezien was aangekondigd dat na de invoering van de milieutaks op papier een aanzienlijke prijsstijging te vrezen zou vallen.

De heer L. Peeters wijst erop dat het feit dat de uitgaven voor de komende verkiezingen niet aan de specifieke index worden aangepast, een van de belangrijkste aspecten is van de manier waarop dit voorstel de verkiezingsuitgaven beperkt.

En effet, l'application pure et simple de la formule d'indexation précitée aurait déjà conduit en 1991 à un montant total de dépenses électorales autorisées de 54,5 millions de francs et en 1994 à un montant avoisinant les 60 millions de francs.

Le montant global de 50 millions retenu par le texte proposé représente donc une diminution de 10 millions de francs.

M. Pierco s'interroge dès lors sur la signification de la date du 1^{er} janvier 1994, retenue pour la fixation de l'indice-pivot spécifique aux coûts de production des médias publicitaires.

M. L. Peeters répond qu'il en est ainsi parce que l'indexation ne jouera qu'à partir du 1^{er} janvier 1994. Si elle avait déjà joué avant cette date, le montant total des dépenses autorisées aurait déjà été porté dans les faits à 60 millions de francs.

M. Viseur se demande ce qu'il advient en matière d'imputation des dépenses électorales au candidat concerné en ce qui concerne les élections du Sénat.

Par ailleurs, doit-on déduire du § 2, 4° (Chambre des représentants) et du § 3, 4° (Sénat) que le montant global des dépenses autorisées est fixé à 500 000 francs pour le seul candidat d'un parti politique qui n'a obtenu aucun mandat ou qui n'a pas présenté de liste?

MM. M. Harmegnies et Michel indiquent que l'attribution des dépenses électorales au candidat concerné ne peut être imputée sur ses dépenses autorisées à l'échelon de son arrondissement électoral, mais bien sur les dépenses autorisées pour son parti, dans le cadre des limitations prévues.

M. Michel et L. Peeters indiquent ensuite qu'aux termes du texte proposé, un candidat d'un parti politique qui n'a obtenu aucun mandat ou qui n'a pas présenté de liste lors des dernières élections, peut dépenser 500 000 francs au maximum majorés de deux francs (Chambre) ou d'un franc (Sénat) par électeur inscrit, comme prévu respectivement aux §§ 2 et 3.

Les autres candidats de ce même parti sont soumis aux dispositions des 2° et 3° du § 2 pour la Chambre et aux dispositions des 2° et 3° du § 3 pour le Sénat. Il est par conséquent plus cohérent de placer les 4° des § 2 et 3 après les 1° des § 2 et 3; les 2° et 3° des § 2 et 3 devenant respectivement les 3° et 4° des mêmes paragraphes.

La Commission marque son accord sur cette correction d'ordre technique.

M. Van Hauthem se demande si la discussion relative aux montants plafonds et à l'indice-pivot prévus à cet article est transposable *mutatis mutandis* aux élections européennes.

M. Beysen réaffirme qu'aux termes des § 2 et 3 proposés, les candidats du parti politique n'ayant obtenu aucun mandat ou n'ayant pas présenté de liste lors des dernières élections sont victimes d'une

De onverkorte toepassing van voornoemde indexeringsformule op de verkiezingen van 1991 zou de uitgaven toen al op een totaal van 54,5 miljoen frank hebben gebracht. In 1994 zou dat bedrag al in de buurt van 60 miljoen frank hebben gelegen.

Het in dit voorstel vastgelegde bedrag van 50 miljoen frank houdt dus een daling met 10 miljoen frank in.

De heer Pierco vraagt zich vervolgens af wat nog de betekenis is van de datum van 1 januari 1994 die is vastgelegd voor de vaststelling van de specifieke spilindex voor de produktiekosten van de reclamemedia.

De heer L. Peeters antwoordt dat die datum inhoudt dat de indexering pas vanaf 1 januari 1994 wordt toegepast. Was dat al eerder gebeurd, dan was het totale bedrag van de toegestane uitgaven ondertussen al opgelopen tot 60 miljoen frank.

De heer Viseur wenst te vernemen hoe het zit met de verrekening van de verkiezingsuitgaven van de kandidaten voor de Senaat.

Voorts wil hij weten of uit § 2, 4° (Kamer van volksvertegenwoordigers) en uit § 3, 4° (Senaat) moet worden geconcludeerd dat het totale bedrag van de toegestane uitgaven 500 000 frank bedraagt voor de enige kandidaat van een politieke partij die bij de laatste verkiezingen geen enkel mandaat wist te behalen of geen lijst had voorgedragen.

De heren M. Harmegnies en Michel wijzen erop dat de toewijzing van de verkiezingsuitgaven aan de betrokken kandidaat niet mag worden verrekend op de uitgaven die hij in zijn kieskring mag doen, wel op de uitgaven die zijn partij binnen de voorgeschreven beperkingen mag doen.

De heren Michel en L. Peeters merken vervolgens op dat, naar luid van de voorgestelde tekst, één kandidaat van een politieke partij die bij de laatste verkiezingen geen mandaat wist te behalen of geen lijst had voorgedragen, ten hoogste 500 000 frank mag uitgeven, vermeerderd met 2 frank (Kamer) of met 1 frank (Senaat) per kiezer zoals bepaald in § 2, respectievelijk § 3.

De andere kandidaten van die partij moeten zich voegen naar de bepalingen van § 2, 2°, en 3°, voor de Kamer en de bepalingen van § 3, 2°, en 3°, voor de Senaat. Er kan bijgevolg meer samenhang in de tekst worden gebracht door de tekst van het 4° van de paragrafen 2 en 3 achter het 1° van die paragrafen te plaatsen; het 2° en het 3° van de paragrafen 2 en 3 worden dan respectievelijk het 3° en het 4° van die paragrafen.

De Commissie stemt in met die technische verbetering.

De heer Van Hauthem vraagt zich af of de bespreking betreffende de maximumbedragen en de spilindex die in dit artikel zijn bepaald *mutatis mutandis* kan worden getransponeerd naar de Europese verkiezingen.

De heer Beysen herhaalt dat de voorgestelde paragrafen 2 en 3 tot gevolg hebben dat de kandidaten van een politieke partij die bij de laatste verkiezingen geen mandaat behaalden of geen lijst hadden

inégalité flagrante par rapport aux candidats d'autres partis.

L'orateur souligne ensuite l'extrême difficulté, sur le plan de la compréhension, de la formule de calcul de l'indice relatif aux coûts de production des médias publicitaires. Il ne voit pas la nécessité de prévoir une formule spécifique qui diffère de la formule ordinaire de l'index : les variations des coûts de production des médias publicitaires ne sont-ils pas, en toute hypothèse, comptabilisés dans l'indice normal des prix à la consommation ?

M. L. Peeters répond que cette formule spécifique de l'index était déjà prévue dans la loi de 1989 et fut maintenue telle quelle malgré les modifications successives de cette loi en 1991 et 1993.

Art. 5

L'amendement n° 23 de MM. Viseur et Geysels vise à remplacer le 1° de la disposition proposée par la disposition suivante :

« 1° au § 1^{er}, apporter les modifications suivantes :

a) le mot « douze » est à chaque fois remplacé par le mot « six »;

b) ajouter un alinéa libellé comme suit :

« Toutefois, lorsque la période visée à l'alinéa précédent chevauche la période de comptabilisation des dépenses de propagande électorale relative à un scrutin ayant lieu à une autre date, celle qui concerne la deuxième élection commence le lendemain de la première ». ».

M. Viseur indique que le présent amendement vise à ramener de douze à six mois, au lieu de trois, la période pendant laquelle les dépenses de propagande électorale sont prises en compte pour l'application de la loi lors des renouvellements ordinaires des Chambres fédérales.

Une période de trois mois, telle que la proposition de loi l'envisage, est en effet beaucoup trop courte lorsqu'il s'agit de campagnes programmées de longue date, comme en l'espèce, lors des renouvellements ordinaires des Chambres fédérales. La fixation d'une telle durée aurait pour conséquence de réduire le champ temporel du contrôle des dépenses électorales. Elle permettrait de réaliser, dans les mois qui précèdent, d'importantes dépenses ou engagements financiers qui ne seront pas considérés comme dépenses de propagande électorale, alors qu'ils sont effectués en prévision de la campagne qui s'annonce.

Sous peine de vider la loi d'une grande partie de sa force, la période à prendre en considération ne peut être inférieure à six mois. On en reviendrait ainsi à la durée initialement prévue par la loi dans sa version originelle. Si les auteurs de la proposition de loi souhaitent réduire la période de douze mois actuellement fixée dans la loi en vigueur, il ne peut néanmoins être question d'effectuer une marche arrière

voorgedragen, duidelijk niet dezelfde kansen hebben dan de kandidaten van andere partijen.

Spreker onderstreept vervolgens dat de formule voor de berekening van de index betreffende de produktiekosten van de reclametechnieken zeer moeilijk te begrijpen is. Volgens hem is het niet nodig een specifieke formule te gebruiken die verschilt van de gewone formule voor de indexberekening : de variaties van de produktiekosten van de reclametechnieken worden toch altijd verrekend in het normale indexcijfer van de consumptieprijzen ?

De heer L. Peeters antwoordt dat die specifieke indexformule reeds is bepaald in de wet van 1989 en dat ze is behouden, ondanks de wijzigingen van die wet in 1991 en 1993.

Art. 5

Amendement n° 23 van de heren Viseur en Geysels strekt ertoe het 1° van de voorgestelde bepaling te vervangen als volgt :

« 1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord « twaalf » wordt telkens vervangen door het woord « zes »;

b) er wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt : « Wanneer de in het vorige lid bedoelde periode evenwel een overlapping vormt met de periode die in aanmerking komt voor de berekening van de uitgaven voor de verkiezingspropaganda voor een verkiezing die op een andere datum valt, begint de periode voor de tweede verkiezing te lopen de dag na de eerste ». ».

De heer Viseur licht toe dat het amendement ertoe strekt bij de gewone hernieuwing van de federale Kamers de periode waarin de uitgaven voor verkiezingspropaganda in aanmerking komen voor de toepassing van de wet, van twaalf op zes maanden te brengen, in plaats van drie maanden.

Een periode van drie maanden, zoals het wetsvoorstel in uitzicht stelt, is immers veel te kort bij campagnes die lang op voorhand zijn gepland, zoals met name bij de gewone hernieuwing van de federale Kamers. In geval een dergelijke duur wordt vastgesteld, zou dat ertoe leiden dat de termijn voor de controle van de verkiezingsuitgaven al te zeer wordt beperkt. Dat biedt de mogelijkheid om in de voorafgaande maanden aanzienlijke uitgaven te doen of verbintenissen aan te gaan die niet als uitgaven voor verkiezingspropaganda worden aangemerkt, ofschoon ze geschieden ter voorbereiding van de op handen zijnde campagne.

De periode die in aanmerking komt moet minstens zes maanden bedragen, omdat de wet anders een groot deel van haar slagkracht verliest. Op die manier keert men uiteindelijk terug tot de termijn die in de oorspronkelijke versie van de wet in uitzicht was gesteld. Wanneer de indieners van het wetsvoorstel de thans krachtens de wet vigerende periode van twaalf maanden willen inkorten, mag het echter niet

telle qu'on en reviendrait à une situation moins contraignante que celle prévue à l'origine.

En outre, afin d'éviter les chevauchements de périodes de comptabilisation des dépenses de propagande électorale relatives à des scrutins différents ayant lieu à des dates rapprochées, il est proposé d'ajouter un nouvel alinéa précisant que, dans ce cas, la période de référence relative à la seconde élection commence le lendemain du premier scrutin. Dans cette hypothèse, en effet, le principe de non-cumul des plafonds de dépenses en cas d'élection simultanée, tel que défini à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi, n'est pas applicable.

M. Beysen indique qu'il peut pour une grande part souscrire aux observations de *M. Viseur*, étant donné que le texte proposé donne l'impression que ses auteurs entendent fixer la période de prise en considération des dépenses électorales en fonction des prochaines échéances électorales.

Or ces derniers mois, certains partis ont organisé des pré-campagnes et engagé des dépenses à cet effet. Si la période de douze mois initialement prévue avait été maintenue, ces dépenses en question auraient pu être comptabilisées pour l'application de la loi du 4 juillet 1983. Le délai de six mois proposé par l'amendement n° 23 de *MM. Viseur* et *Geysels* paraît, dans cette perspective, plus raisonnable.

M. Michel signale que la période de trois mois a essentiellement été prévue pour éviter le chevauchement des délais de comptabilisation des dépenses électorales relatives à des scrutins différents ayant lieu à des dates rapprochées.

Ce chevauchement rendrait le contrôle des dépenses quasi impossible. Par ailleurs, si un délai de six mois avait été choisi, il eût été d'une part trop difficile d'effectuer le contrôle exhaustif de toutes les dérives ou irrégularités qui auraient pu se présenter dans cette période et d'autre part, l'action normale des partis politiques aurait été entravée.

M. Viseur déduit de l'argumentation de *M. Michel* qu'il y aura de nombreuses publicités électorales en général et d'autres pratiques actuellement interdites par la loi qui pourront se dérouler dans une période très sensible.

M. Michel répond qu'il ne croit pas à la naïveté de certains politiques qui mèneraient massivement campagne dans une période se situant entre les six à trois mois précédant la date des élections. Cela signifierait alors que le parti considéré dépenserait un maximum d'argent qu'il ne pourrait plus, à moins de disposer d'une fortune considérable, dépenser durant la période subséquente (c'est-à-dire durant les trois mois qui précèdent les élections).

Par ailleurs, l'orateur relève qu'il est excessivement difficile de considérer que l'électeur est extrêmement sensible au message politique des partis six

de bedoeling zijn een stap terug te zetten om uiteindelijk met een minder strenge regelgeving te komen dan oorspronkelijk was bepaald.

Voorts wordt voorgesteld een nieuw lid toe te voegen teneinde overlappingsen te voorkomen van de periodes die in aanmerking komen voor de berekening van de uitgaven voor de verkiezingspropaganda voor verkiezingen die kort na elkaar worden gehouden. Het nieuwe lid bepaalt dat de referentieperiode die betrekking heeft op de tweede verkiezing, begint te lopen de dag na de eerste verkiezing. In dergelijke gevallen is het principe van de niet-cumulatie van de maximumbedragen voor gelijktijdige verkiezing, zoals bepaald in artikel 2, § 1, tweede lid, van de wet, immers niet van toepassing.

De heer Beysen kan voor een groot gedeelte instemmen met de opmerkingen van *de heer Viseur*. Hij vindt ook dat de voorgestelde tekst de indruk geeft dat de indieners de periode voor de inaanmerkingneming van de verkiezingsuitgaven willen afstemmen op de komende verkiezingen.

De laatste maanden hebben bepaalde partijen evenwel al pre-electorale campagnes gehouden en daartoe uitgaven gedaan. Wanneer de oorspronkelijk bepaalde periode van twaalf maanden behouden was gebleven, hadden die uitgaven overeenkomstig de wet van 4 juli 1989 als verkiezingsuitgaven in aanmerking moeten worden genomen. De termijn van zes maanden voorgesteld in het amendement n° 23 van de heren *Viseur* en *Geysels* lijkt in dit verband redelijker.

De heer Michel merkt op dat eigenlijk voor een periode van drie maanden is gekozen om te voorkomen dat de termijnen voor de inaanmerkingneming van uitgaven voor verschillende, snel opeenvolgende verkiezingen elkaar zouden overlappen.

Die overlapping zou de controle van de uitgaven bijna onmogelijk maken. Wanneer voor een termijn van zes maanden zou zijn gekozen, zou het te moeilijk zijn geweest om een volledige controle van alle ontsporingen of onregelmatigheden van die periode uit te voeren en bovendien zou de normale werking van de politieke partijen worden belemmerd.

De heer Viseur leidt uit de argumenten van *de heer Michel* af dat er in een gevoelige periode over het algemeen veel verkiezingsreclame zal worden gevoerd en dat er praktijken kunnen worden aangenomen die thans bij wet verboden zijn.

De heer Michel antwoordt dat hij niet gelooft dat bepaalde politici zo naïef zijn een grote campagne te voeren tijdens de periode van zes tot drie maanden vóór de datum van de verkiezingen. Dat zou betekenen dat de betrokken partij in die periode enorm veel geld zou uitgeven. Behalve indien de partij over een aanzienlijk fortuin beschikt, kan ze dat geld dus niet meer uitgeven tijdens de daaropvolgende periode (dat wil zeggen tijdens de drie maanden die de verkiezingen voorafgaan).

Spreker merkt voorts op dat bezwaarlijk kan worden aangenomen dat de kiezer zes maanden voor de datum van de verkiezingen zeer gevoelig is voor de

mois avant les élections. Il est déjà très difficile de motiver les électeurs un mois avant celles-ci.

Enfin, le parti qui mènerait massivement campagne dans la période se situant entre les six à trois mois précédant les élections court le risque d'être sanctionné par l'effet excessif et tapageur de sa campagne.

M. Pierco peut comprendre les difficultés techniques inhérentes à la comptabilisation des dépenses relatives aux élections se déroulant à des dates rapprochées. Néanmoins il ne comprend pas pourquoi à la suite du contrôle des dépenses afférentes aux élections législatives du 24 novembre 1991, il a été décidé, en 1993, de fixer la période à prendre en considération, à douze mois au lieu de six. Le contrôle des dépenses électorales en était par la même devenu d'autant plus difficile.

L'orateur ne comprend pas davantage pourquoi aux termes du texte proposé et sans aucune explication à cet égard dans les développements, le délai de comptabilisation des dépenses est ramené à trois mois. Les raisons ne paraissent pas tellement techniques mais plutôt liées à la volonté d'autoriser certains candidats fortunés à engager des pré-campagnes électorales.

Pour ces motifs, *M. Beysen et consorts* présentent l'amendement n° 18 qui vise à supprimer le 1° de la disposition proposée.

M. Viseur constate également l'existence actuelle de pré-campagnes électorales qui ont commencé au-delà des 3 mois précédant les élections européennes du 12 juin 1994. Il fait ensuite observer que le délai considéré de 3 mois ne vise, aux termes du texte proposé, pas seulement la comptabilisation des dépenses électorales mais également la clarification des campagnes électorales c'est-à-dire tout ce qui a trait à l'interdiction de la distribution des gadgets et à l'interdiction des communications gouvernementales.

M. L. Peeters souligne qu'en 1993, la loi du 4 juillet 1989 ne s'appliquait qu'aux seules élections législatives et la période considérée de 12 mois, alors prévue, était parfaitement contrôlable.

Il plaide dès lors pour le maintien de l'article 5 de la proposition de loi, dans le but d'un contrôle efficace des dépenses électorales.

M. Michel relève qu'il ne faut pas oublier que la loi du 18 juin 1993 a apporté deux modifications essentielles à la loi de 1989; à savoir la suppression des dons fiscalement déductibles et l'interdiction des dons de personnes morales aux candidats et aux partis politiques.

Les partis politiques devront donc prélever sur leur dotation annuelle pour se constituer des réserves en vue du financement de leurs campagnes électorales. Dès lors, sauf irrégularités, on connaît les montants dont ils disposent. Les montants de financement public en faveur des partis sont suffisants

politieke boodschap van de partijen. Het is al moeilijk om de kiezers één maand voor de verkiezingen te motiveren.

Tot slot lopen de partijen die tijdens de periode van zes tot drie maanden vóór de verkiezingen campagne voeren het gevaar dat een uitgebreide en schreeuwelijke reclamecampagne een omgekeerd effect heeft.

De heer Pierco begrijpt dat de inaanmerkingneming van de uitgaven voor snel opeenvolgende verkiezingen met technische problemen gepaard kan gaan. Hij begrijpt evenwel niet waarom na de controle van de uitgaven voor de parlementsverkiezingen van 24 november 1991 in 1993 is beslist om de periode voor de inaanmerkingneming van de uitgaven op twaalf maanden te brengen in plaats van zes maanden. De controle van de verkiezingsuitgaven is daardoor nog moeilijker geworden.

Spreker begrijpt evenmin waarom de termijn overeenkomstig de voorgestelde tekst, zonder enige uitleg in de toelichting, op drie maanden wordt gebracht. Dat gebeurt blijkbaar niet om technische redenen, maar veeleer om bepaalde gefortuneerde kandidaten de mogelijkheid te bieden een pre-electorale campagne te voeren.

Om die reden dient *de heer Beysen c.s.* amendement n° 18 in dat ertoe strekt het 1° van de voorgestelde bepaling weg te laten.

De heer Viseur stelt tevens vast dat thans reeds een soort voorverkiezingscampagne aan de gang is en zulks nog vóór het begin van de termijn van drie maanden die aan de Europese verkiezingen van 12 juni 1994 voorafgaat. Vervolgens merkt het lid op dat de in aanmerking genomen termijn van drie maanden blijkens de voorgestelde tekst niet alleen betrekking heeft op de boekhouding van de verkiezingsuitgaven, maar tevens tot doel heeft meer duidelijkheid te brengen in de verkiezingscampagnes en dat die tekst dus ook geldt voor al wat betrekking heeft op het verbod om gadgets uit te delen en regeringsmededelingen te doen.

De heer L. Peeters benadrukt dat de wet van 4 juli 1989 in 1993 alleen van toepassing was op de parlementsverkiezingen en dat de destijds opgelegde periode van 12 maanden perfect verifieerbaar was.

Met het oog op een efficiënte controle op de verkiezingsuitgaven pleit het lid derhalve voor het behoud van artikel 5 van het wetsvoorstel.

Volgens *de heer Michel* mag men niet vergeten dat de wet van 18 juni 1993 in de wet van 1989 twee zeer belangrijke wijzigingen heeft aangebracht, met name de afschaffing van de fiscaal aftrekbare giften en het aan rechtspersonen opgelegde verbod om giften te doen aan kandidaten en politieke partijen.

De politieke partijen zullen van hun jaarlijkse dotaties dus bedragen moeten afnemen om reserves aan te leggen die voor de financiering van hun verkiezingscampagnes moeten dienen. Tenzij onregelmatigheden worden begaan zijn de bedragen die de partijen kunnen uitgeven bijgevolg bekend. Wat de

mais pas excessifs vu le nombre élevé d'élections en Belgique.

Les partis politiques seront donc, là également, limités dans leurs dépenses par les montants relativement peu élevés qu'ils pourront économiser sur leur financement public.

Le risque des dépenses électorales excessives est donc sensiblement moins important depuis la double modification introduite par la loi du 18 juin 1993.

M. Viseur ne voit aucune objection à ce que ces dépenses soient comptabilisées durant la période de six mois précédant la date des élections, même si le risque des dépenses excessives est moins grand.

M. Michel réplique que dans ce cas, l'on assisterait à un contrôle qui paralyserait tellement l'action des partis, que ce contrôle n'existerait plus du tout.

Art. 6

L'amendement n° 24 de *MM. Viseur et Geysels* vise, au 1° de la disposition proposée, à remplacer la phrase liminaire par la disposition suivante :

« Pendant les périodes visées à l'article 4, § 1^{er}, les partis politiques et les candidats ainsi que les tiers qui souhaitent faire de la propagande pour des partis politiques ou des candidats : ».

M. Viseur indique que cet amendement, qui est la conséquence logique de celui des mêmes auteurs afférent à l'article 5 de la proposition de loi, vise à aligner, non de manière séparée, mais par référence expresse, la durée pendant laquelle sont applicables les limitations et interdictions prévues à l'article 5, § 1^{er}, de la loi, sur la période pendant laquelle les dépenses de propagande électorale sont prises en compte en vertu de l'article 4, § 1^{er}, de ladite loi.

L'amendement n° 3 des mêmes auteurs, vise à remplacer le 2° de la disposition proposée par ce qui suit :

« 2° le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° ne peuvent utiliser aucun panneau ou affiche publicitaire de plus de 4 m² ».

Cet amendement tend enfin à supprimer le 3° de la disposition proposée.

M. Viseur indique que les panneaux publicitaires, destinés à la propagande en faveur des candidats, constituent le prototype même de la « politique-savonnette » dont il convient de s'écarter pour revenir à des messages plus authentiques. Comme par ailleurs ce type de publicité est particulièrement onéreux et qu'il convient de limiter drastiquement les dépenses électorales, il est préférable d'interdire purement et simplement cette forme de propagande.

overheid voor de financiering van de politieke partijen uitgeeft is toereikend maar, gezien het grote aantal verkiezingen die in België worden gehouden, niet overdreven.

De politieke partijen zullen dus ook daar hun uitgaven beperkt zien omwille van de eerder geringe bedragen die zij op hun overheidsfinanciering zullen kunnen besparen.

Sinds de bij de wet van 18 juni 1993 ingevoerde dubbele wijziging is het gevaar van buitensporige verkiezingsuitgaven derhalve aanzienlijk afgenomen.

De heer Viseur heeft er geen bezwaar tegen dat die uitgaven geboekt zouden worden tijdens de periode van zes maanden die aan de verkiezingsdatum voorafgaat, zelfs al is het risico van overdreven uitgaven minder groot.

De heer Michel brengt daartegen in dat in dat geval controles zullen worden uitgeoefend die de werking van de partijen dermate zouden verlammen dat er van die controles niets meer zou overblijven.

Art. 6

Amendement n° 24 van de heren *Viseur en Geysels* strekt ertoe in het 1° van de voorgestelde bepaling de aanhef te vervangen door de volgende bepaling:

« Tijdens de periodes bedoeld in artikel 4, § 1, mogen de politieke partijen en de kandidaten, evenals derden die propaganda wensen te maken voor politieke partijen of kandidaten : ».

De heer Viseur zegt dat dit amendement, het logische uitvloeisel van het amendement van dezelfde indieners op artikel 5 van het wetsvoorstel is en ertoe strekt de termijn gedurende welke de beperkingen en de verbodsbepalingen bepaald bij artikel 5, § 1, van de wet van toepassing zijn, niet afzonderlijk, maar door een uitdrukkelijke verwijzing in overeenstemming te brengen met de periode tijdens welke uitgaven voor verkiezingspropaganda in aanmerking worden genomen overeenkomstig artikel 4, § 1, van voornoemde wet.

Amendement n° 3 van dezelfde indieners wil het 2° van de voorgestelde bepaling vervangen door wat volgt :

« 2° het 1° wordt vervangen als volgt : « 1° geen gebruik maken van reclameborden of affiches groter dan 4 m² ».

Dit amendement strekt er tot slot toe het 3° van de voorgestelde bepaling weg te laten.

Volgens *de heer Viseur* zijn de reclameborden met propaganda voor de kandidaten net de prototypes van de barnumreclame die moet worden uitgebannen om opnieuw tot een meer betekenisvolle boodschap te komen. Aangezien dat soort reclame bovendien erg duur is en de verkiezingsuitgaven drastisch moeten worden beperkt, verdient het de voorkeur die vorm van propaganda zonder meer af te schaffen.

M. Van Hauthem indique que le texte initial de la loi du 4 juillet 1989 prévoyait une limitation en ce qui concerne les envois électoraux au tarif postal réduit. Cette limitation a été supprimée par la loi du 18 juin 1993. Toutefois la réglementation de la Poste continue à se référer au texte de loi initial.

M. L. Peeters fait observer que cette limitation a été supprimée en 1993, étant donné que suite à l'adoption de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques autonomes, la réglementation en la matière doit dorénavant être prise exclusivement par la Poste, entreprise publique autonome. La brochure distribuée par la Poste fait toujours état de la limitation en matière d'envois électoraux au tarif réduit, limitation qui n'existe plus légalement au sens strict. C'est pourquoi, l'orateur indique qu'il a écrit au Vice-premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques pour lui signaler la chose. La Poste devra donc adopter une réglementation spécifique en matière d'envois électoraux.

Le ministre de l'Intérieur fait observer que l'article 6 de la proposition de loi ne modifie pas les dispositions de l'article 5, § 2 de la loi du 4 juillet 1989, qui prévoit la fixation par le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, des règles générales qui régissent l'apposition d'affiches électorales et l'organisation des caravanes motorisées.

Art. 7

L'amendement n° 19 de M. Beysen et consorts vise à supprimer cet article.

M. Beysen fait observer, à la suite de l'avis du Conseil d'Etat en ce sens, qu'il ressort des dispositions proposées qu'en cas d'utilisation de plus de six cents panneaux ou d'affiches publicitaires d'une surface de 4 m² ou plus, une double sanction serait applicable, d'une part, la perte, pour le parti politique, du droit à la dotation prévu à l'article 15 de la loi de 1989 et, d'autre part, la sanction pénale prévue à l'article 14 (*nouveau*) de la loi, tandis qu'en cas de distribution de cadeaux ou de gadgets, seule la sanction pénale prévue par l'article 14 (*nouveau*) frapperait l'auteur de l'infraction.

L'orateur ne voit pas la justification d'une telle distinction selon les procédés de campagne électorale utilisés.

M. Viseur se rallie à ces observations.

M. Michel signale que cet article 7 de la proposition de loi a pour but d'éviter que le parti en tant que tel aie à souffrir d'une sanction disproportionnée suite à des actions isolées abusives de la part de candidats éloignés de la direction du parti. Il est en effet impossible à un parti d'empêcher à un candidat éloigné de distribuer de manière intempestive des

De heer Van Hauthem wijst erop dat de oorspronkelijke tekst van de wet van 4 juli 1989 voorzag in een beperking inzake de verzending van verkiezingsdrukwerk tegen een verminderd posttarief. De wet van 18 juni 1993 heeft die beperking ongedaan gemaakt, maar de reglementering van De Post verwijst nu nog naar de oorspronkelijke wettekst.

De heer L. Peeters stipt aan dat die beperking in 1993 werd opgeheven : ten gevolge van de goedkeuring van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, is de desbetreffende reglementering voortaan een exclusieve aangelegenheid van De Post, een autonoom overheidsbedrijf. De door De Post verdeelde brochure heeft het nog steeds over beperkingen in verband met het verzenden van verkiezingsdrukwerk tegen een verminderd posttarief; strikt genomen zijn er geen wettelijke beperkingen meer. Spreker heeft derhalve een brief geschreven naar de vice-eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven om hem op dat aspect te attenderen. De Post behoort inzake het verzenden van verkiezingsdrukwerk derhalve een specifieke reglementering goed te keuren.

De minister van Binnenlandse Zaken wijst erop dat artikel 6 van het wetsvoorstel de bepalingen van artikel 5, § 2, van de wet van 4 juli 1989 niet wijzigt. Die § 2 stelt dat « de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit de algemene regels bepaalt inzake de modaliteiten betreffende het aanbrengen van verkiezingsaffiches en het organiseren van gemotoriseerde optochten ».

Art. 7

Amendement n° 19 van de heer Beysen c.s. strekt ertoe dit artikel weg te laten.

Volgens *de heer Beysen* leidt het advies van de Raad van State ter zake tot de conclusie dat uit de bepalingen blijkt dat het gebruik van meer dan zeshonderd reclameborden of affiches met een oppervlakte van 4 m² of meer dubbel kan worden bestraft. Enerzijds verliest de politieke partij het recht op de dotatie waarvan sprake in artikel 15 en anderzijds kan ook de straf zoals bedoeld in artikel 14 (*nieuw*) van de wet worden opgelegd. Als sprake is van het uitdelen van cadeaus of gadgets, wordt alleen de overtreders op grond van artikel 14 (*nieuw*) gestraft.

Spreker acht een dergelijk onderscheid naar gelang van de manier waarop campagne werd gevoerd, niet gewettigd.

De heer Viseur deelt die mening.

De heer Michel wijst erop dat artikel 7 van het wetsvoorstel wil voorkomen dat de partij als dusdanig buiten alle verhoudingen zou worden gestraft voor het individuele misbruik dat wordt gepleegd door kandidaten die ver van de partijleiding af staan. Geen enkele partij kan immers beletten dat een verre kandidaat zich niet houdt aan de regels voor bij-

gadgets par exemple. Seul le candidat considéré sera donc pénalement sanctionné.

Art. 8

L'amendement n° 25 de MM. Viseur et Geysels vise, au 4° de la disposition proposée, à supprimer les mots « dans les trois mois précédant la date des élections ».

M. Viseur indique que le 4° proposé à l'article 14, § 1^{er}, de la loi, dispose que les contrevenants aux dispositions de l'article 5 de ladite loi pourront faire l'objet des sanctions pénales prévues à l'article 181 du Code électoral.

Dans la mesure où l'article 5 indique lui-même la période pendant laquelle les limitations et interdictions qu'il édicte doivent être respectées, il est inutile que la disposition pénale qui y est assortie répète la période considérée.

D'inutile, l'indication de cette période dans la disposition pénale devient même inappropriée, si elle n'est pas en parfaite concordance avec la disposition de principe. Tel est le cas en l'espèce, puisque l'article 5 de la loi prévoit deux hypothèses de période selon que le renouvellement des Chambres fédérales est ordinaire ou consécutif à une dissolution anticipée, alors que le 4° proposé n'envisage que la première de ces deux hypothèses. Cette discordance pourrait avoir pour conséquence absurde qu'en cas de renouvellement extraordinaire, quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 dans la cinquantaine de jours qui précèdent la dissolution des Chambres, serait susceptible de sanctions pénales, alors que l'article 5 n'inclut pas cette période dans son champ d'application temporel.

Pour éviter toute insécurité juridique de ce type, il y a lieu de supprimer toute indication de durée au 4° proposé, la référence à l'article 5 qui y est faite permettant, selon l'hypothèse rencontrée, de déterminer avec précision la période à prendre en considération.

M. Michel indique que dans un souci de sécurité juridique, il peut souscrire à cet amendement.

Art. 9

L'amendement n° 15 de M. L. Peeters et consorts vise à remplacer, à la dernière phrase du texte proposé, les mots « sera puni de la même amende » par les mots « encourra la même peine ».

M. L. Peeters indique que cet amendement tend à rencontrer les observations du Conseil d'Etat sur ce point.

Compte tenu du dépôt de cet amendement, *l'amendement n° 20 de M. Beysen et consorts* ayant le même objet, est retiré.

voorbeeld het uitdelen van gadgets. Alleen de betrokken kandidaat wordt dus gestraft.

Art. 8

Amendement n° 25 van de heren Viseur en Geysels strekt ertoe in het 4° van de voorgestelde bepaling de woorden « tijdens de drie maanden die aan de datum van de verkiezingen voorafgaan » weg te laten.

De heer Viseur wijst erop dat het voorgestelde 4° van artikel 14, § 1, van de wet bepaalt dat de overtreders van de bepalingen van artikel 5 van voornoemde wet gestraft worden met de straffen gesteld in artikel 181 van het Kieswetboek.

Aangezien artikel 5 zelf de periode bepaalt tijdens welke de beperkingen en de verbodsbepalingen die het voorschrijft, moeten worden nageleefd, is het niet nodig dat de betrokken periode nog eens wordt herhaald in de strafbepaling waarnaar het artikel verwijst.

De vermelding van die periode in de strafbepaling is niet alleen overbodig, maar is zelfs ongepast wanneer ze niet volkomen overeenstemt met de beginselbepaling. Dat is hier het geval, aangezien artikel 5 van de wet twee periodes bepaalt naar gelang het gaat om een gewone vernieuwing van de federale Kamers of om een vernieuwing na een vervroegde ontbinding, terwijl het voorgestelde 4° alleen met het eerste geval rekening houdt. Dat gebrek aan overeenstemming kan tot absurd gevolg hebben dat in geval van een buitengewone vernieuwing een ieder die binnen vijftig dagen voor de ontbinding van de Kamers de bepalingen van artikel 5 heeft overtreden, toch kan worden gestraft, terwijl artikel 5 in zijn toepassingsgebied die periode niet vermeldt.

Om een dergelijke rechtsonzekerheid te voorkomen, moet iedere tijdsbepaling in het voorgestelde 4° worden weggelaten, aangezien door de aangebrachte verwijzing naar artikel 5 nauwkeurig de periode kan worden bepaald die naar gelang van het geval in aanmerking moet worden genomen.

De heer Michel onderschrijft de strekking van dat amendement omdat het de rechtszekerheid ten goede komt.

Art. 9

Amendement n° 15 van de heer L. Peeters c.s. strekt ertoe in de laatste zin van de voorgestelde tekst de woorden « wordt met dezelfde geldboete gestraft » te vervangen door de woorden « wordt met dezelfde sanctie gestraft ».

De heer L. Peeters merkt op dat het amendement rekening houdt met de opmerkingen van de Raad van State over die aangelegenheid.

Als gevolg van dat amendement wordt *amendement n° 20 van de heer Beysen c.s.* over hetzelfde onderwerp ingetrokken.

L'amendement n° 14 de M. L. Peeters et consorts vise à apporter les modifications suivantes à la disposition proposée :

1. a. Au 1°, première phrase, entre les mots « à des partis politiques, » et « à des candidats et à des mandataires politiques », insérer les mots « à des listes, »;

b. Au même 1°, deuxième phrase, remplacer les mots « du parti politique au nom duquel ils sont candidats », par les mots « du parti politique ou de la liste au nom desquels ils sont candidats »;

2. a. Au 2°, première phrase, entre les mots « à un parti politique, à l'une de ses composantes — quelle que soit sa forme juridique — » et les mots « à un candidat ou », insérer les mots « , à une liste, »;

b. Au même 2°, deuxième phrase, entre les mots « pour compte d'un parti politique, » et « d'un candidat », insérer les mots « d'une liste, ».

M. L. Peeters signale que cet amendement a pour but d'étendre le champ d'application de l'article 16bis de la loi de 1989 (relatif aux dons en faveur des partis politiques) à toutes les listes de candidats, en ce compris celles qui n'émanent pas d'un parti politique structuré en tant que tel.

Il s'agit en l'occurrence d'éviter toute interprétation déloyale et d'empêcher d'éluder cet article 16bis.

A une question de *M. Van Hauthem* en ce sens, *M. L. Peeters* signale que cet article 16bis n'a pas trait aux dépenses électorales en tant que telles.

M. Beysen se demande ce qu'on entend concrètement par « liste ». En outre, à partir de quand cet article 16bis leur est applicable ?

M. L. Peeters signale que toute liste qui se présente aux électeurs est visée par cet article 16bis, même celle où figure un seul candidat.

Par ailleurs, les dispositions initiales de l'article 16bis sont en vigueur depuis le mois d'août 1993; les dispositions proposées par l'amendement sont, quant à elles, d'application le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, conformément à l'article 17 du texte proposé.

Art. 10

MM. Beysen et Pierco introduisent un amendement (n° 21) tendant à imposer de déposer annuellement un bilan, en plus du rapport financier.

Les auteurs de la proposition n'ont apporté cette précision que dans le seul exposé des motifs.

M. Beysen souligne que, selon le Conseil d'Etat, « cette intention d'exiger le dépôt à la fois d'un rapport financier et d'un bilan devrait apparaître plus explicitement dans le texte proposé ».

Amendement n° 14 van de heer L. Peeters c.s. strekt ertoe de voorgestelde bepaling als volgt te wijzigen :

1. a. In 1°, eerste lid, in de eerste zin, tussen de woorden « aan politieke partijen, » en « kandidaten en politieke mandatarissen » het woord « lijsten, » invoegen;

b. In de tweede zin van 1°, tussen de woorden « van de politieke partij » en « waarvoor zij kandideren » de woorden « of lijst » invoegen;

2. a. In 2°, vierde lid, in de eerste zin tussen de woorden « aan een politieke partij, een van haar componenten — ongeacht zijn rechtsvorm, — » en « een kandidaat of » de woorden « een lijst, » invoegen;

b. In de tweede zin van 2°, tussen de woorden « voor rekening van een politieke partij, » en « een kandidaat » de woorden « een lijst, » invoegen.

De heer L. Peeters wijst erop dat dit amendement het toepassingsgebied van artikel 16bis van de wet van 1989 (over de schenkingen aan politieke partijen) wil uitbreiden tot alle kandidatenlijsten, inclusief die welke niet door een gestructureerde politieke partij zelf werden opgesteld.

Elke vorm van oneerlijke interpretatie of ontwijking van artikel 16bis wordt hiermee voorkomen.

Op een vraag hierover van *de heer Van Hauthem* antwoordt *de heer L. Peeters* dat artikel 16bis geen betrekking heeft op de verkiezingsuitgaven als dusdanig.

De heer Beysen vraagt zich af wat concreet onder « lijst » dient te worden verstaan. Voorts wil hij ook weten wanneer artikel 16bis op die lijsten van toepassing is.

De heer L. Peeters verklaart dat elke lijst die aan de kiezer wordt voorgedragen onder artikel 16bis ressorteert, ook die waarop maar één kandidaat voorkomt.

De oorspronkelijke bepalingen van artikel 16bis zijn trouwens al sinds augustus 1993 van toepassing. De in het amendement voorgestelde bepalingen treden daarentegen pas in werking op de dag waarop onderhavige wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, overeenkomstig artikel 17 van de voorgestelde tekst.

Art. 10

De heren Beysen en Pierco dienen een amendement (n° 21) in waarbij aan de bedrijfsrevisor de verplichting wordt opgelegd om naast het financiële verslag een balans op te maken.

De indieners van het voorstel hebben die precisering alleen in de toelichting aangebracht.

De heer Beysen benadrukt dat volgens de Raad van State « die bedoeling om te eisen dat tegelijkertijd een financieel verslag en een balans worden opge maakt, uitdrukkelijker in de voorgestelde tekst geformuleerd zou moeten worden ».

M. L. Peeters répond que l'article 10 en proposition, en se référant expressément aux dispositions de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, exige en fait davantage que les seuls dépôts d'un rapport financier et d'un bilan. Il estime dès lors souhaitable de maintenir la formulation proposée, car elle rend applicable à la comptabilité des partis politiques l'ensemble des dispositions existantes relatives à la comptabilité des entreprises.

Un second amendement (n° 2) est proposé par *MM. Viseur et Geysels*. Il vise à imposer la mention dans le rapport de l'origine de toutes les recettes et de la destination de toutes les dépenses.

M. Viseur fait observer que les dépenses annuelles des partis seront dans la plupart des cas supérieures aux recettes provenant de leur dotation publique.

Il déclare que, dans un souci de transparence, l'adoption de cet amendement est fondamentale.

M. L. Peeters répond que cette question est réglée par les dispositions de la loi du 17 juillet 1975, déjà citée, à laquelle l'article 10 en proposition fait référence. Comme pour les entreprises, une enquête sur l'origine des fonds pourra être demandée.

M. Viseur estime que le souci de transparence des auteurs de l'amendement n° 2 n'est pas rencontré par la référence à la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. Dans le cadre des dispositions de cette législation, il sera en effet mentionné que certains montants résultent de dons, mais sans préciser la provenance de ces dons. Quant à la possibilité de demander une enquête sur l'origine des dons, elle requiert une procédure judiciaire. Il serait préférable que l'origine soit mentionnée d'emblée.

M. L. Peeters fait observer que les dispositions prévues n'en apportent pas moins des garanties de transparence, sans mettre pour autant en danger le respect de la vie privée. Les partis politiques seront dorénavant soumis à la législation générale, sans pouvoir faire l'objet de dispositions particulières.

Art. 11

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation.

Art. 12 à 15

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

De heer L. Peeters antwoordt dat, aangezien artikel 10 van het voorstel uitdrukkelijk naar de bepalingen van de wet op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen verwijst, de in dat artikel gestelde eis in feite verder reikt dan de loutere indiening van een financieel verslag en van een balans. Hij acht het derhalve wenselijk de voorgestelde formulering te handhaven omdat die alle bestaande bepalingen in verband met de boekhouding van de ondernemingen op de boekhouding van de politieke partijen toepasselijk maakt.

Een tweede amendement (n° 2) wordt voorgesteld door *de heren Viseur en Geysels*. Het wil de verplichting opleggen dat in het verslag de herkomst van alle inkomsten en de bestemming van alle uitgaven zouden worden vermeld.

De heer Viseur merkt op dat de jaarlijkse uitgaven van de partijen in de meeste gevallen hoger zullen liggen dan de van hun dotatie afkomstige ontvangsten.

Voorts verklaart hij dat de goedkeuring van dit amendement van essentieel belang is om tot meer doorzichtigheid te komen.

De heer L. Peeters antwoordt dat die kwestie geregeld wordt door de bepalingen van de reeds aangehaalde wet van 17 juli 1975 waarnaar in artikel 10 van het voorstel wordt verwezen. Zoals dat ook voor de ondernemingen geldt, zal men om een onderzoek naar de herkomst van de fondsen mogen vragen.

De heer Viseur meent dat de verwijzing naar de boekhouding en naar de jaarrekeningen van de ondernemingen niet tegemoet komt aan de wens van de indieners van amendement n° 2 om tot een zo groot mogelijke doorzichtigheid te komen. In het raam van de bepalingen van de desbetreffende wet zal immers worden vermeld dat sommige bedragen afkomstig zijn van giften zonder dat de herkomst van die giften wordt aangegeven. Aangezien voor de mogelijkheid om een onderzoek naar de herkomst van de giften aan te vragen een gerechtelijke procedure vereist is, zou het verkieselijk zijn dat die herkomst van meet af aan vermeld wordt.

De heer L. Peeters merkt op dat de geplande bepalingen toch waarborgen bevatten om tot meer doorzichtigheid te komen zonder dat de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer daarom in gevaar gebracht wordt. Voor de politieke partijen zal voortaan de algemene wetgeving gelden en daar zullen geen bijzondere bepalingen aan te pas komen.

Art. 11

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 12 tot 15

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 16

MM. Beysen, Pierco et Van houtte déposent un amendement n° 22 qui tend à supprimer cet article.

M. Pierco précise que cet amendement constitue la conséquence logique de l'amendement n° 17 qu'il a déposé à l'article 4.

M. Viseur propose un amendement n° 10 qui vise à remplacer la phrase liminaire du deuxième alinéa par la disposition suivante :

« Pour l'application de l'article 2, § 2, 1°, et § 3, 1°, de la loi du 4 juillet 1989, tel que modifié par la présente loi, lors des premières élections pour la Chambre des représentants et le Sénat organisées après le 24 novembre 1991, il convient de lire ces dispositions comme suit : » (Doc. n° 1376/3).

L'auteur explique qu'il s'agit d'un amendement de pure forme. On ne peut en effet prévoir à l'alinéa premier que l'article 2, § 2, 1° et § 3, 1° ne sera pas d'application et à l'alinéa deux que cet article sera applicable moyennant certaines modifications. Par cet amendement, il propose dès lors une rédaction plus claire de la phrase liminaire.

M. Viseur dépose également un amendement n° 12 qui tend à apporter les modifications suivantes à l'alinéa deux :

« a) Au 1°, remplacer les mots « 500 000 francs, majorés de 2 francs par électeur inscrit », par les mots « 250 000 francs, majorés de 1 franc par électeur inscrit »;

b) Au 2°, remplacer les mots « 500 000 francs, majorés de 1 franc par électeur inscrit », par les mots « 250 000 francs, majorés de 0,5 franc par électeur inscrit » » (Doc. n° 1376/3).

M. Viseur fait valoir que dans la disposition transitoire aussi, les montants maxima des dépenses électorales fixés pour les candidats doivent être réduits de moitié.

Enfin, *M. Viseur* propose dans ce même alinéa, 1° et 2°, de remplacer chaque fois les mots « conformément au nombre de mandats » par les mots « à concurrence du nombre de mandats » (amendement n° 9, Doc. n° 1376/3). Il s'agit d'une simple correction de forme.

M. Michel marque son accord quant aux amendements n°s 9 et 10.

Art. 17

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation.

Art. 16

De heren Beysen, Pierco en Van houtte dienen een amendement n° 22 in, dat ertoe strekt dit artikel op te heffen.

De heer Pierco preciseert dat dit amendement het logische gevolg is van amendement n° 17, dat hij op artikel 4 heeft ingediend.

De heer Viseur stelt een amendement n° 10 voor dat in het tweede lid de inleidende volzin wil vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de toepassing van artikel 2, § 2, 1°, en § 3, 1°, van de wet van 4 juli 1989, zoals gewijzigd bij deze wet, moeten deze bepalingen bij de eerste verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat die na 24 november 1991 wordt gehouden, als volgt worden gelezen : » (Stuk n° 1376/3).

De indiener stelt dat het om een louter vormelijk amendement gaat. Het kan immers niet dat in het eerste lid wordt bepaald dat artikel 2, § 2, 1°, en § 3, 1°, niet van toepassing zal zijn en in het tweede lid dat dit artikel van toepassing is mits bepaalde wijzigingen worden aangebracht. Met dit amendement stelt hij dan ook een duidelijkere formulering van de inleidende volzin voor.

Ook *de heer Viseur* dient een amendement in (n° 12) dat ertoe strekt in het tweede lid de volgende wijzigingen aan te brengen :

« a) In het 1°, de woorden « 500 000 frank vermeerderd met 2 frank per tijdens de vorige verkiezingen voor de federale Kamers ingeschreven kiezer » vervangen door de woorden « 250 000 frank vermeerderd met 1 frank per tijdens de vorige verkiezingen voor de federale Kamers ingeschreven kiezer »;

b) In het 2°, de woorden « 500 000 frank vermeerderd met 1 frank per tijdens de vorige verkiezingen voor de federale Kamers ingeschreven kiezer » vervangen door de woorden « 250 000 frank vermeerderd met 0,5 frank per tijdens de vorige verkiezingen voor de federale Kamers ingeschreven kiezer » » (zie Stuk n° 1376/3).

De heer Viseur wijst erop dat ook de in de overgangsbepaling vastgestelde maxima voor de verkiezingsuitgaven van de kandidaten moeten worden gehalveerd.

Tot slot stelt *de heer Viseur* voor om in hetzelfde lid, 1° en 2°, de woorden « overeenkomstig het aantal mandaten » telkens te vervangen door de woorden « naar gelang van het aantal mandaten » (amendement n° 9, Stuk n° 1376/3). Het betreft hier een loutere vormverbetering.

De heer Michel stemt in met de amendementen n°s 9 en 10.

Art. 17

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

IV. — DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PROPOSITION DE LOI N° 1379

Article 1^{er}

M. Viseur fait remarquer que l'article 1^{er}, 2°, se réfère à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Ne faudrait-il pas compléter cette référence par les modifications que l'adoption de la proposition de loi n° 1376 modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modifiant le Code électoral, apportera à cette loi ainsi qu'à son intitulé ?

M. M. Harmegnies est d'avis qu'il y a lieu uniquement de faire référence à la législation de base. Ce n'est qu'ultérieurement qu'une coordination pourrait être envisagée.

Art. 2

MM. Beysen, Pierco et Van houtte déposent un amendement n° 11 qui vise à diminuer de cinquante à trente millions de francs le montant maximum des dépenses afférentes à la propagande électorale des partis politiques.

Quant à la justification de cet amendement, *M. Beysen* renvoie à la discussion de l'article 4 de la proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modifiant le Code électoral (III).

M. Beysen renvoie également à la discussion de cet article pour justifier le dépôt avec *MM. Pierco et Van houtte* d'un amendement n° 12 visant à remplacer le paragraphe 2 par ces termes :

« Le total des dépenses et des engagements financiers afférents à la propagande électorale des candidats déterminés ne peut excéder le montant de 1 000 000 de francs ».

M. Michel fait remarquer qu'au paragraphe deux, 1°, il est actuellement impossible de déterminer le nombre d'« électeurs inscrit lors de l'élection précédente du Parlement européen dans le collège électoral où le candidat se présente ».

Il dépose dès lors un amendement n° 19 qui remplace le 1° par la disposition suivante :

« 1° pour chacun des candidats placés en tête de liste conformément au nombre de mandats obtenus par leur liste lors des élections et pour un candidat supplémentaire à désigner par le parti politique : 500 000 francs, majorés de 1 franc par vote valable

IV. — BESPREKING VAN DE ARTIKELEN VAN HET WETSVOORSTEL N° 1379

Artikel 1

De heer Viseur merkt op dat artikel 1, 2°, verwijst naar de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Moet die verwijzing niet worden aangevuld met een verwijzing naar de wijzigingen die ingevolge de goedkeuring van het wetsvoorstel n° 1376 tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen en tot wijziging van het Kieswetboek in die wet, alsmede in het opschrift ervan worden aangebracht ?

De heer M. Harmegnies is van oordeel dat uitsluitend naar de basiswetgeving moet worden verwezen. Later kan aan een coördinatie van de wetten worden gedacht.

Art. 2

De heren Beysen, Pierco en Van houtte dienen een amendement n° 11 in dat ertoe strekt het maximumbedrag van de toegestane uitgaven voor verkiezingspropaganda van politieke partijen te verminderen van vijftig miljoen frank tot dertig miljoen frank.

Voor de verantwoording van dit amendement verwijst de heer Beysen naar de bespreking van artikel 4 van het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen en tot wijziging van het Kieswetboek (III).

De heer Beysen verwijst tevens naar de bespreking van dit artikel voor de verantwoording van het amendement n° 12 dat hij samen met de heren Pierco en Van houtte heeft ingediend en dat ertoe strekt paragraaf 2 te vervangen als volgt :

« Het totaal van de uitgaven en de financiële verbintenissen voor de verkiezingspropaganda van individuele kandidaten mag voor de verkiezingen niet meer bedragen dan 1 000 000 frank ».

De heer Michel merkt op dat onmogelijk een bedrag kan worden vastgesteld « per tijdens de vorige verkiezing voor het Europees Parlement ingeschreven kiezer in het kiescollege waar de kandidaat kandideert », zoals paragraaf 2, 1°, bepaalt.

Hij dient derhalve een amendement n° 19 in dat het 1° vervangt als volgt :

« 1° voor elk van de eerstgeplaatste kandidaten overeenkomstig het aantal mandaten, behaald door hun lijst bij de laatste verkiezingen en voor één bijkomende, door de politieke partij aan te wijzen kandidaat : 500 000 frank vermeerderd met 1 frank

exprimé lors des élections précédentes en faveur, respectivement du collège électoral francophone ou néerlandophone ».

L'amendement aura dès lors pour effet de diminuer le montant prévu par la proposition.

M. Beysen demande des précisions quant à la notion de « vote valable ». Par ailleurs, le montant majoré ne pourra être connu qu'après les élections.

M. Michel précise qu'il y a lieu de tenir compte du nombre de votes valablement émis lors des élections précédentes.

M. Viseur fait part de ses inquiétudes en ce qui concerne la Communauté germanophone vu qu'il n'y a pas encore eu d'élection pour le siège à attribuer à cette communauté. Le paragraphe 2, 4° est-il d'application ?

En réponse à cette préoccupation, *M. L. Peeters* propose de modifier l'ordre des alinéas, le 4° devenant le 2°, le 2° devenant le 3° et le 3° devenant le 4°. La même modification a été apportée à la proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modifiant le Code électoral (III).

MM. Viseur et Geysels déposent deux amendements de nature politique. Le premier tend dans une optique d'une réduction des dépenses électorales de remplacer au § 1^{er}, premier et quatrième alinéas, le montant de « 50 millions » par « 25 millions » (n° 1, Doc. n° 1379/2).

Afin que les campagnes électorales constituent davantage le champ de confrontation entre des idées qu'entre des personnalités, le second amendement vise à réduire de moitié les montants maxima de dépenses électorales fixés pour les candidats.

Il apporte au § 2 les modifications suivantes :

a) au 1°, remplacer les mots « 500 000 francs, majorés de 1 franc par électeur inscrit », par les mots « 250 000 francs, majorés de 0,5 franc par électeur inscrit »;

b) au 2°, remplacer les mots « 400 000 francs » par les mots « 200 000 francs »;

c) au 3°, remplacer les mots « 200 000 francs » par les mots « 100 000 francs ».

M. Viseur propose quant à lui deux corrections de forme :

— le remplacement des mots « sans préjudice des dispositions qui précèdent » par les mots « nonobstant les dispositions qui précèdent » au § 1^{er}, alinéa 4 (amendement n° 4, Doc. n° 1379/3);

— le remplacement des mots « conformément au nombre de mandats obtenus » par les mots « à concurrence du nombre des mandats obtenus » (amendement n° 5, Doc. n° 1379/3).

Enfin, *MM. Viseur et Geysels* déposent un amendement n° 6 qui vise à éviter que les candidats d'une

per geldige stem die bij de laatste verkiezingen voor het Nederlandse, respectievelijk Franse dan wel Duitse kiescollege werd uitgebracht ».

Het amendement vermindert derhalve het bedrag waarin het voorstel voorziet.

De heer Beysen vraagt nadere toelichtingen bij het begrip « geldige stem ». Voorts merkt hij op dat het verhoogde bedrag slechts na de verkiezingen bekend kan zijn.

De heer Michel preciseert dat rekening moet worden gehouden met het aantal geldig uitgebrachte stemmen tijdens de vorige verkiezingen.

De heer Viseur maakt zich zorgen over de Duitstalige Gemeenschap, omdat er nog geen verkiezingen zijn geweest voor de zetel die aan die gemeenschap toekomt. Is paragraaf 2, 4°, van toepassing ?

In antwoord daarop stelt *de heer L. Peeters* voor de volgorde van de leden te wijzigen : het 4° wordt het 2°, het 2° wordt het 3° en het 3° wordt het 4°. Dezelfde wijziging is aangebracht in het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen en tot wijziging van het Kieswetboek (III).

De heren Viseur en Geysels dienen twee amendementen van politieke aard in. Het eerste amendement wil de verkiezingsuitgaven beperken door in § 1, eerste en vierde lid, de woorden « 50 miljoen » telkens te vervangen door de woorden « 25 miljoen » (n° 1, Stuk n° 1379/2).

Opdat verkiezingscampagnes veeleer een confrontatie van ideeën dan van personen zouden zijn, beoogt het tweede amendement de voorgestelde maximumbedragen voor verkiezingsuitgaven van kandidaten met de helft terug te schroeven.

Het amendement brengt in § 2 de volgende wijzigingen aan :

a) in het 1°, de woorden « 500 000 frank vermeerderd met 1 frank per tijdens de vorige verkiezing voor het Europees Parlement ingeschreven kiezer » vervangen door de woorden « 250 000 frank vermeerderd met 0,5 frank per tijdens de vorige verkiezing voor het Europees Parlement ingeschreven kiezer »;

b) in het 2°, de woorden « 400 000 frank » vervangen door de woorden « 200 000 frank »;

c) in het 3°, de woorden « 200 000 frank » vervangen door de woorden « 100 000 frank ».

De heer Viseur stelt zijnerzijds twee formele verbeteringen voor :

— in § 1, vierde lid, de woorden « Onverminderd de voorgaande bepalingen » vervangen door de woorden « Niettegenstaande de voorgaande bepalingen » (amendement n° 4, Stuk n° 1379/3);

— de woorden « overeenkomstig het aantal mandaten » vervangen door de woorden « naar gelang van het aantal mandaten » (amendement n° 5, Stuk n° 1379/3).

Tot slot dienen *de heren Viseur en Geysels* een amendement n° 6 in, dat moet voorkomen dat kandi-

même liste qui s'associent pour leur campagne électorale ne se répartissent entre eux leurs dépenses électorales communes de manière discrétionnaire. Ils suggèrent dès lors de préciser que cette répartition doit être effectuée proportionnellement à leur plafond de dépenses respectif (Doc. n° 1379/3).

Les auteurs de la proposition de loi présentent un amendement n° 7 qui tend à insérer un nouveau paragraphe 3bis rédigé comme suit :

« Si, lorsque plusieurs élections ont lieu le même jour, un candidat se présente sur plus d'une liste, les montants maximums prévus par les lois des ... pour les candidats déterminés ne peuvent être additionnés. Seul le montant maximum le plus élevé est pris en considération. »

Un amendement identique a été déposé lors de la discussion de la proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modifiant le Code électoral (III)

Art. 3

M. Beysen fait observer que l'entrée en vigueur de cet article, fixée par l'article 11 à deux mois avant les élections du 12 juin 1994 n'est plus possible.

M. L. Peeters annonce le dépôt d'un amendement n° 10 à l'article 11 qui prévoit que les dispositions de la présente proposition entreront en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

Art. 4

MM. Beysen, Pierco et Van houtte déposent un amendement n° 13 visant à prolonger la période prise en considération de trois à douze mois.

Ils renvoient à la justification donnée lors de la discussion de la proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modifiant le Code électoral (III).

MM. Viseur et Geysels présentent un amendement n° 16 qui tend au paragraphe 1^{er} à apporter les modifications suivantes :

1° remplacer les mots « trois mois » par les mots « six mois »;

2° ajouter un alinéa libellé comme suit :

« Toutefois, lorsque la période visée à l'alinéa précédent chevauche la période de comptabilisation des dépenses de propagande électorale relative à un scrutin ayant lieu à une autre date, celle qui concerne la deuxième élection commence le lendemain de la première. »

daten van een zelfde lijst die samen verkiezingspropaganda voeren, hun gezamenlijke verkiezingsuitgaven naar eigen goeddunken zouden verdelen. Daarom moet uitdrukkelijk worden vermeld dat die verrekening in verhouding tot hun respectieve uitgavenplafonds moet gebeuren.

De indieners van het wetsvoorstel dienen een amendement n° 7 in, dat ertoe strekt een § 3bis (nieuw) in te voegen, luidend als volgt :

« Wanneer in geval van gelijktijdige verkiezingen een kandidaat op meer dan één lijst staat, dan mogen de in de wetten van ... bedoelde maximumbedragen voor de individuele kandidaten niet samengevoegd worden. Alleen het hoogste maximumbedrag is van tel. »

Een zelfde amendement werd ingediend bij de bespreking van het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen en tot wijziging van het Kieswetboek (III).

Art. 3

De heer Beysen stipt aan dat de bij artikel 11 bepaalde inwerkingtreding van dit artikel, te weten twee maanden vóór de verkiezingen van 12 juni 1994, onhaalbaar is geworden.

De heer L. Peeters deelt mee dat een amendement n° 10 op artikel 11 wordt ingediend, dat ertoe strekt de bepalingen van dit voorstel in werking te doen treden de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Art. 4

De heren Beysen, Pierco en Van houtte dienen een amendement n° 13 in, dat de periode die in aanmerking komt van 3 op 12 maanden wil brengen.

Ze verwijzen naar de verantwoording die werd gegeven tijdens de bespreking van het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen en tot wijziging van het Kieswetboek (III).

De heren Viseur en Geysels dienen een amendement n° 16 in, dat in § 1 de volgende wijzigingen wil aanbrengen :

1° de woorden « drie maanden » vervangen door de woorden « zes maanden »;

2° de paragraaf wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Wanneer de in het vorige lid bedoelde periode evenwel een overlapping vormt met de periode die in aanmerking komt voor de berekening van de uitgaven voor de verkiezingspropaganda voor een verkiezing die op een andere datum valt, begint de periode voor de tweede verkiezing te lopen de dag na de eerste. »

M. Viseur précise que le prolongement à six mois de la période à prendre en considération se justifie d'autant plus en ce qui concerne les élections européennes vu qu'elles ont lieu à date fixe.

M. Michel attire l'attention sur les difficultés que cet amendement fera naître. Comment pourra-t-on juger un parti qui, dans le délai en question mène une campagne à caractère général sans faire référence au débat européen ? La campagne rentre-t-elle dans le cadre des dépenses électorales ? L'appréciation sera très difficile.

La proposition en limitant à trois mois la période à prendre en considération réduit le nombre d'erreurs possibles.

Les auteurs de la proposition déposent un amendement n° 8 qui tend à remplacer le paragraphe 3 par ce qui suit :

« *La Commission de contrôle est chargée de contrôler toutes les communications des ministres, des secrétaires d'Etat, des membres des gouvernements de communauté ou de région, des membres des collèges visés à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, des secrétaires d'Etat régionaux visés à l'article 41 de la même loi spéciale et des membres de la députation permanente, destinées au public et auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou administrative.* » (Doc. n° 1379/4).

M. L. Peeters précise que seul l'alinéa 1^{er} est maintenu étant donné que les autres dispositions du paragraphe 3 ont été reprises dans une proposition de loi particulière déposée par MM. Cauwenberghs, Michel, M. Harmegnies, lui-même et Ph. Charlier et visant le contrôle des communications gouvernementales fédérales (Doc. n° 1384/1).

MM. Beysen, Pierco et Van houtte présentent un amendement n° 14 qui tend à compléter l'alinéa 3 du paragraphe 3 par ces termes :

« *L'intéressé sera tenu de rembourser ces frais au Trésor.* » (Doc. n° 1379/4).

M. L. Peeters fait valoir que la proposition de loi particulière susmentionnée règle cette hypothèse.

M. Beysen souhaite obtenir des éclaircissements en ce qui concerne le paragraphe 4 et en particulier en ce qui concerne la détermination du prix du marché. Qui fixe ce prix ?

M. L. Peeters renvoie à cet égard aux rapports relatifs à la discussion des propositions de loi de juillet 1989 et juin 1993. La présente proposition ne fait que reprendre les dispositions de ces propositions.

En ce qui concerne plus particulièrement la fixation du prix du marché, il appartiendra au juge de déterminer si les dépenses ont bien été imputées aux prix du marché.

De heer Viseur précise que la prolongation tot zes maanden van de periode die inzake de Europese verkiezingen in aanmerking komt, nog meer gerechtvaardigd is aangezien die stembusgang op een vaste datum doorgaat.

De heer Michel vestigt de aandacht op de moeilijkheden die dit amendement zal meebrengen. Hoe staat men tegenover een partij die in die periode een algemene campagne voert zonder enige verwijzing naar Europese aangelegenheden ? Valt die campagne onder de verkiezingsuitgaven ? Het wordt een hele klus die zaak te beoordelen.

Het voorstel, dat de periode die in aanmerking komt tot drie maanden beperkt, houdt het aantal vergissingen klein.

De indieners van het wetsvoorstel dienen een amendement n° 8 in, dat ertoe strekt § 3 te vervangen door wat volgt :

« *De Controlecommissie wordt belast met de toetsing van alle voor het publiek bestemde mededelingen van de ministers, de staatssecretarissen, de leden van een gemeenschaps- of gewestregering, de leden van de colleges bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, de gewestelijke staatssecretarissen bedoeld in artikel 41 van dezelfde bijzondere wet en de leden van de bestendige deputatie, waartoe deze niet op grond van een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling verplicht zijn.* » (Stuk n° 1379/4).

De heer L. Peeters précise que alleen het eerste lid wordt behouden aangezien de overige bepalingen van paragraaf 3 werden overgenomen in een apart wetsvoorstel betreffende het toezicht op de mededelingen van de federale regering dat de heren Cauwenberghs, Michel, M. Harmegnies, hijzelf en Ph. Charlier hebben ingediend (Stuk n° 1384/1).

De heren Beysen, Pierco en Van houtte dienen een amendement n° 14 in dat ertoe strekt het derde lid van § 3 aan te vullen als volgt :

« *Deze kosten dienen door de betrokkene aan de Schatkist teruggestort te worden.* » (Stuk n° 1379/4).

De heer L. Peeters wijst er op dat het voornoemd aparte wetsvoorstel een regeling voor die hypothese biedt.

De heer Beysen wenst nadere toelichting in verband met § 4, meer bepaald wat de vaststelling van de marktprijs betreft. Wie bepaalt die prijs ?

De heer L. Peeters verwijst in dat verband naar de verslagen van de bespreking van de wetsvoorstellen van juli 1989 en juni 1993. Het thans aan de orde zijnde voorstel neemt de bepalingen van die voorstellen alleen maar over.

Wat meer bepaald de vaststelling van de marktprijs betreft, zal de rechter moeten uitmaken of die uitgaven wel tegen marktprijs werden aangerekend.

Art. 5

MM. Viseur et Geysels déposent un amendement n° 2 visant à préciser que dans les trois mois précédant la date des élections, les candidats ne peuvent utiliser aucun panneau ou affiche publicitaire de plus de 4 m².

Les auteurs estiment qu'il est préférable d'interdire purement et simplement cette forme de propagande.

MM. Viseur et Geysels déposent un amendement n° 17 visant à référer au délai de 3 mois mentionné à l'article 4, § 1^{er}.

Cet amendement vise donc à aligner, non de manière séparée, mais par référence expresse, la durée pendant laquelle sont applicables les limitations et interdictions prévues à l'article 5, § 1^{er}, de la présente proposition de loi, sur la période pendant laquelle les dépenses de propagande électorale sont prises en compte en vertu de l'article 4, § 1^{er}.

M. L. Peeters précise que cet article concerne tous les affichages commerciaux, y compris les affichages électroniques et les enseignes lumineuses, ceci afin d'éviter des abus.

M. Beysen fait remarquer que les panneaux électroniques sont souvent divisés en trois parties. Il demande si la partie utilisée par le candidat est considérée comme un seul panneau ou comme un tiers seulement de ce panneau.

M. L. Peeters précise que l'article doit être interprété au sens le plus strict et qu'aucune division du panneau ne peut être tolérée.

M. Van Hauthem fait remarquer que la condition relative à la surface des panneaux, à savoir 4 m², est également valable pour les affichages électroniques.

Art. 6 et 11bis (nouveau)

M. Van Hauthem constate que cet article n'est pas applicable aux prochaines élections étant donné que les numéros de liste ont déjà été demandés.

Le ministre propose d'insérer une disposition transitoire à cet effet.

M. L. Peeters et consorts déposent en conséquence un amendement n° 22 visant à insérer un article 11bis. Cette disposition transitoire stipule que pour les prochaines élections, les partis qui ont déjà reçu leur numéro de liste déposent, trois jours après la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, une déclaration écrite mentionnant l'obligation de déclarer leurs dépenses électorales.

Art. 5

De heren Viseur en Geysels dienen een amendement n° 2 in waarin wordt aangegeven dat de kandidaten tijdens de periode van drie maanden die aan de verkiezingen voorafgaat geen gebruik mogen maken van reclameborden of affiches die groter zijn dan 4 m².

Volgens de auteurs zou het beter zijn die vorm van propaganda zonder meer te verbieden.

De heren Viseur en Geysels dienen een amendement n° 17 in dat ertoe strekt te verwijzen naar de termijn van 3 maanden waarvan in artikel 4, § 1, gewag wordt gemaakt.

Dit amendement strekt er dus toe de termijn gedurende welke de beperkingen en de verbodsbepalingen voorgeschreven bij artikel 5, § 1, van het wetsvoorstel van toepassing zijn, niet afzonderlijk, maar door een uitdrukkelijke verwijzing in overeenstemming te brengen met de periode tijdens welke de uitgaven voor verkiezingspropaganda overeenkomstig artikel 4, § 1, in aanmerking worden genomen.

De heer L. Peeters preciseert dat, ter voorkoming van misbruiken, dit artikel betrekking heeft op alle borden voor handelsreclame, met inbegrip van elektronische borden en lichtreclame.

De heer Beysen wijst erop dat elektronische borden vaak uit drie delen bestaan en hij wenst te vernemen of het door de kandidaat gebezigde gedeelte als één bord dan wel als slechts een derde van dat bord beschouwd wordt.

De heer L. Peeters antwoordt dat dit artikel in uiterst strikte zin geïnterpreteerd moet worden en geen opdeling van het bord kan worden toegestaan.

De heer Van Hauthem brengt onder de aandacht dat de toegestane maximumgrootte van de borden, met name 4 m², ook voor elektronische borden geldt.

Art. 6 en 11bis (nieuw)

De heer Van Hauthem constateert dat dit artikel niet van toepassing is op de aanstaande verkiezingen aangezien de lijstnummers voor die verkiezingen al werden toegewezen.

De minister stelt voor te dien einde een overgangsbepaling in te voegen.

De heer L. Peeters c.s. dient bijgevolg een amendement n° 22 in dat ertoe strekt een artikel 11bis in te voegen. In die overgangsbepaling wordt gesteld dat, met het oog op de aanstaande verkiezingen, de partijen die al hun lijstnummer gekregen hebben, binnen drie dagen na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, een schriftelijke verklaring moeten indienen met de vermelding dat ze verplicht zijn hun verkiezingsuitgaven aan te geven.

Art. 7 et 8

Les articles 7 et 8 n'appellent aucun commentaire.

Art. 9

M. Beysen et consorts déposent un amendement n° 15 visant à apporter une correction technique à l'article 9, conformément à une remarque du Conseil d'Etat.

Art. 10

MM. Viseur et Geysels déposent un amendement n° 18 visant à supprimer la mention du délai de trois mois précédant la date des élections.

Les auteurs estiment que toute indication de durée est inutile à cet article, étant donné que la référence à l'article 5 permet de déterminer avec précision la période à prendre en considération.

Art. 10bis (nouveau)

M. L. Peeters et consorts déposent un amendement n° 21 visant à insérer un article 10bis.

Pour leur justification, les auteurs se réfèrent à la discussion de la proposition de loi n° 1376, en ce qui concerne les dons.

L'amendement vise à éviter tout doute concernant l'interdiction des dons aux candidats et aux partis politiques en mentionnant les mêmes dispositions dans toutes les lois.

M. Michel souligne que cette interdiction était déjà prévue dans la loi actuelle. Le fait que cette disposition soit reprise dans la présente proposition ne peut donc en aucun cas laisser croire que la loi actuelle le permettait. L'amendement vise à insister sur cette interdiction en dissipant tout doute à son sujet.

Art. 11

M. L. Peeters et consorts déposent un amendement n° 10 qui précise que pour les élections du 12 juin 1994, le délai visé aux articles 3, 4, 5 et 10, § 1^{er}, 4°, commence à courir au jour de la publication de la loi au *Moniteur belge*.

M. Van Hauthem dépose un amendement n° 20 qui stipule que l'article ne s'applique pas aux élections de juin 1994.

Art. 7 en 8

Over de artikelen 7 en 8 worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 9

De heer Beysen c.s. dient een amendement n° 15 in, dat ertoe strekt een technische verbetering aan te brengen in artikel 9, overeenkomstig een opmerking van de Raad van State.

Art. 10

De heren Viseur en Geysels dienen een amendement n° 18 in dat ertoe strekt de vermelding van de termijn van drie maanden voorafgaand aan de verkiezing weg te laten.

De indieners zijn van oordeel dat iedere tijdsbepaling overbodig is, aangezien door de aangebrachte verwijzing naar artikel 5 nauwkeurig de periode kan worden bepaald die in aanmerking moet worden genomen.

Art. 10bis (nieuw)

De heer L. Peeters c.s. dient een amendement n° 21 in dat ertoe strekt een artikel 10bis in te voegen.

Voor de verantwoording verwijzen de indieners naar de bespreking van het op de giften betrekking hebbende onderdeel van het wetsvoorstel n° 1376.

Het amendement strekt ertoe alle twijfel met betrekking tot het verbod op giften aan kandidaten en aan politieke partijen weg te nemen door dezelfde bepalingen in alle wetten op te nemen.

De heer Michel onderstreept dat het verbod reeds in de huidige wet is opgenomen. Het feit dat die bepaling in dit voorstel is opgenomen, betekent dus geenszins dat giften onder de huidige wetgeving zijn toegestaan. Het amendement wil het verbod onderstrepen door alle twijfel daaromtrent weg te nemen.

Art. 11

De heer L. Peeters c.s. dient een amendement n° 10 in dat preciseert dat voor de verkiezingen van 12 juni 1994 de termijn bedoeld in de artikelen 3, 4, 5 en 10, § 1, 4°, begint te lopen vanaf de dag van de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*.

De heer Van Hauthem dient een amendement n° 20 in dat bepaalt dat het artikel niet van toepassing is op de verkiezingen van juni 1994.

Art. 11bis (nouveau)

M. L. Peeters et consorts présentent un amendement (n° 25) tendant à insérer une disposition transitoire (nouvel article) prévoyant que l'adaptation des montants visés à l'article 2, §§ 1^{er} et 2 aux fluctuations de l'indice des coûts de production n'aura lieu qu'à partir de la deuxième élection.

Art. 12

L'article 12 n'appelle aucun commentaire.

**V. — DISCUSSION DES ARTICLES
DE LA PROPOSITION DE LOI N° 1378**

Remarques préliminaires

1. Le Conseil d'Etat a suggéré de demander l'avis de la Communauté germanophone au sujet de l'article 7.

En date du 18 avril 1994, la commission n'avait pas encore pu prendre connaissance de cet avis. Etant donné l'urgence, il a été décidé d'examiner la proposition sans attendre l'avis en négligeant les dispositions relatives au Conseil de la Communauté germanophone.

A cet effet, *M. L. Peeters et consorts* déposent les amendements n°s 23 à 28 visant à supprimer toutes les dispositions relatives au Conseil de la Communauté germanophone.

2. Pour tous les amendements déposés à la présente proposition, les auteurs se réfèrent à la justification des amendements similaires déposés aux propositions n°s 1376 et 1379.

Article 1^{er}

L'article 1^{er} n'appelle aucun commentaire. (Voir plus haut amendement n° 24).

Art. 2

M. Beysen et consorts déposent un amendement n° 12 visant à réduire de 50 à 30 millions de francs le montant des dépenses électorales des partis politiques au niveau fédéral.

Les mêmes auteurs présentent également un amendement n° 13 relatif au montant maximum des dépenses électorales des candidats.

MM. Viseur et Geysels introduisent plusieurs amendements :

— les amendements n°s 1, 6 et 7 concernent le montant maximal des dépenses électorales;

Art. 11bis (nieuw)

Een amendement (n° 25) van de heer *L. Peeters c.s.* strekt ertoe tevens een overgangsbepaling (nieuw artikel) in te lassen volgens welke de aanpassing van de in artikel 2, §§ 1 en 2 bedoelde bedragen aan de schommelingen van de produktiekosten maar wordt toegepast vanaf de « tweede verkiezing ».

Art. 12

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

**V. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING
VAN HET WETSVORSTEL N° 1378**

Voorafgaande opmerkingen

1. De Raad van State heeft voorgesteld de Duitstalige Gemeenschap te verzoeken haar advies uit te brengen over artikel 7.

Op 18 april 1994 had de Commissie nog altijd geen kennis kunnen nemen van dat advies. Gelet op de dringende noodzakelijkheid, werd beslist het voorstel te onderzoeken zonder op het advies te wachten en de bepalingen betreffende de Duitstalige Gemeenschap niet te bespreken.

Daarom dient de heer *L. Peeters c.s.* de amendementen n°s 23 tot 28 in, die ertoe strekken de woorden « Raad van de Duitstalige Gemeenschap » in alle bepalingen waarin ze voorkomen, weg te laten.

2. Voor de verantwoording van alle amendementen ingediend op dit voorstel verwijzen de indieners naar de verantwoordingen van de soortgelijke amendementen ingediend op de wetsvoorstellen n°s 1376 en 1379.

Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. (Zie hoger amendement n° 24).

Art. 2

De heer *Beysen c.s.* dient een amendement n° 12 in dat ertoe strekt het maximumbedrag van de verkiezingsuitgaven van de politieke partijen op federaal niveau te verminderen van 50 tot 30 miljoen frank.

Dezelfde indieners stellen tevens een amendement n° 13 voor betreffende het maximumbedrag van de verkiezingsuitgaven van de kandidaten.

De heren *Viseur en Geysels* dienen verscheidene amendementen in :

— de amendementen n°s 1, 6 en 7 hebben betrekking op het maximumbedrag van de verkiezingsuitgaven;

— les amendements n^{os} 2 et 3 apportent des corrections de pure forme.

Les auteurs de la proposition déposent un amendement n^o 10 concernant le montant maximum des dépenses électorales des candidats qui, lorsque plusieurs élections ont lieu le même jour, se présentent sur plus d'une liste.

Art. 3 et 11bis (nouveau)

M. Viseur fait remarquer que le délai de 6 mois inscrit à cet article ne pourra pas être respecté pour les premières élections des conseils.

En effet, il est prévu que les premières élections des conseils coïncident avec les élections législatives. Or, la date de ces dernières ne peut être déterminée d'avance sauf lorsque la législature atteint son terme.

Le ministre suggère d'ajouter une disposition transitoire supplémentaire afin de tenir compte de l'échéance incertaine des premières élections des conseils, en ce qui concerne la communication des montants maximums par le ministre de l'Intérieur.

M. Michel estime qu'il faudrait prévoir qu'au lendemain de l'élection, le ministre communique, par exemple dans un délai de deux mois, les montants maximums que les candidats peuvent dépenser pour les élections suivantes.

Le ministre précise qu'aucune indexation des montants n'aura lieu pour les élections européennes étant donné que ces montants auront été fixés un mois auparavant seulement.

Les montants maximums fixés dans la présente proposition ne seront certainement pas encore dépassés lors de la prochaine élection des Conseils. Il conviendrait dès lors de préciser que l'indexation des montants n'interviendra qu'après les premières élections législatives et régionales.

Lors des deuxième élections des conseils, il sera possible de fixer une date et donc de respecter le délai de six mois.

MM. Viseur et consorts déposent un amendement n^o 21 insérant un article 11bis.

Il s'agit d'une disposition transitoire qui rencontre l'hypothèse de prochaines élections régionales et communautaires consécutives à une dissolution anticipée des Chambres. Ces dispositions sont calquées sur les articles 4, § 1^{er} et 5, § 1^{er} de la loi du 4 juillet 1989, tels que modifiés par la proposition de loi n^o 1376.

Les auteurs de la proposition déposent un amendement n^o 29 insérant un article 11bis. Cette disposition transitoire stipule que pour les premières élections des conseils, le délai de 6 mois prévu au présent article est ramené à 20 jours.

*
* *

— de amendementen n^{os} 2 en 3 brengen louter vormverbeteringen aan.

De indieners van het wetsvoorstel dienen een amendement n^o 10 in dat betrekking heeft op het maximumbedrag van de verkiezingsuitgaven van de kandidaten die zich, ingeval van gelijktijdige verkiezingen, op meer dan één lijst presenteren.

Art. 3 en 11bis (nieuw)

De heer Viseur merkt op dat de in dit artikel vastgelegde periode van 6 maanden niet kan worden nageleefd voor de eerste verkiezing van de raden.

Die eerste verkiezing moet immers samenvallen met de parlementsverkiezingen, waarvan de datum niet vooraf kan worden bepaald, tenzij de zittingsperiode wordt volgemaakt.

De minister stelt voor een overgangsbepaling toe te voegen die voor de bekendmaking van de maximumbedragen door de minister van Binnenlandse Zaken rekening houdt met het feit dat de dag van de eerstvolgende verkiezing van de raden niet kan worden vastgelegd.

De heer Michel is van mening dat in een bepaling moet worden voorzien krachtens welke de minister na de verkiezingen, bijvoorbeeld binnen een termijn van twee maanden, de maximumbedragen moet meedelen die de kandidaten voor de daaropvolgende verkiezingen mogen uitgeven.

De minister verduidelijkt dat de bedragen voor de Europese verkiezingen niet aan de index worden aangepast, aangezien ze pas één maand voor de verkiezingsdatum worden vastgelegd.

De maximumbedragen die in dit voorstel worden vastgelegd, zullen bij de eerstvolgende verkiezing van de Raden zeker nog niet achterhaald zijn. Daarom dient te worden bepaald dat de bedragen pas na de eerste verkiezing van parlement en raden zullen worden geïndexeerd.

Voor de tweede verkiezing van de raden kan wel een datum worden vastgelegd en kan de termijn van zes maanden dus wel worden nageleefd.

De heer Viseur c.s. stelt een amendement n^o 21 voor dat ertoe strekt een artikel 11bis in te voegen.

Dit is een overgangsbepaling die een regeling bevat voor het geval er als gevolg van een vervroegde ontbinding van de Kamers ook sneller verkiezingen voor de gemeenschappen en de gewesten komen. Die regeling steunt op artikel 4, § 1, en 5, § 1, van de wet van 4 juli 1989, zoals gewijzigd bij wetsvoorstel n^o 1376.

De indieners van het voorstel stellen een amendement n^o 29 voor, dat een artikel 11bis invoegt. Krachtens die overgangsbepaling wordt de termijn van zes maanden zoals vastgelegd in dit artikel voor de eerstvolgende verkiezing van de raden teruggebracht op 20 dagen.

*
* *

Les mêmes auteurs déposent également un amendement n° 30 insérant un article 11bis (nouveau). Il s'agit d'une disposition transitoire stipulant que l'article 2, § 6, n'est appliqué qu'à compter de la deuxième élection.

Art. 4

MM. Viseur et Geysels introduisent un amendement n° 18 qui vise à allonger de 3 mois à 6 mois la période pendant laquelle les dépenses de propagande électorale sont prises en compte pour l'application de la loi.

En outre, afin d'éviter les chevauchements de périodes de comptabilisation des dépenses de propagande électorale relatives à des scrutins différents ayant lieu à des dates rapprochées, il est proposé d'ajouter un nouvel alinéa précisant que, dans ce cas, la période de référence relative à la seconde élection commence le lendemain du premier scrutin. Dans cette hypothèse, en effet, le principe de non-cumul des plafonds de dépenses en cas d'élection simultanée, tel que défini à l'article 2, § 1^{er}, troisième alinéa de la loi proposée, n'est pas applicable.

MM. Beysen et Pierco déposent deux amendements.

L'amendement n° 14 vise à remplacer le délai de trois mois par un délai de 12 mois, conformément aux remarques du Conseil d'Etat.

L'amendement n° 15 propose de compléter le § 3 du présent article en précisant que le ministre qui aurait utilisé des deniers publics pour financer sa propre campagne électorale devrait reverser ces fonds au Trésor.

Les auteurs de la proposition déposent un amendement n° 11 visant à supprimer les trois derniers alinéas du § 3.

Art. 5

MM. Viseur et consorts déposent un amendement n° 19 visant à aligner, non de manière séparée, mais par référence expresse, la durée pendant laquelle sont applicables les limitations et interdictions prévues à l'article 5, § 1^{er}, de la proposition de loi, sur la période pendant laquelle les dépenses de propagande électorale sont prises en compte en vertu de l'article 4, § 1^{er}, de ladite proposition.

L'amendement n° 9 des mêmes auteurs visant à interdire purement et simplement l'utilisation de panneaux ou d'affiches publicitaires de plus de 4 m².

Dezelfde indieners stellen ook een amendement n° 30 voor, dat een nieuw artikel 11bis toevoegt. Ook dit is een overgangsbepaling, krachtens welke artikel 2, § 6, maar vanaf de tweede verkiezing wordt toegepast.

Art. 4

De heren Viseur en Geysels dienen een amendement n° 18 in, dat ertoe strekt de periode waarin de uitgaven voor verkiezingspropaganda in aanmerking komen voor de toepassing van de wet, van drie op zes maanden te brengen.

Voorts wordt voorgesteld een nieuw lid toe te voegen, ten einde overlappings te voorkomen van de periodes die in aanmerking komen voor de berekening van de uitgaven voor de verkiezingspropaganda die betrekking hebben op verkiezingen die kort na elkaar worden gehouden. Het nieuwe lid bepaalt dat de referentieperiode die betrekking heeft op de tweede verkiezing, begint te lopen de dag na de eerste verkiezingen. In dergelijke gevallen is het principe van de niet-cumulatie van de maximumbedragen voor gelijktijdige verkiezingen, zoals bepaald in artikel 2, § 1, derde lid, van de voorgestelde wet, immers niet van toepassing.

De heren Beysen en Pierco dienen twee amendementen in.

Amendement n° 14 strekt ertoe de periode van drie maanden te vervangen door een periode van 12 maanden, wat aansluit bij de opmerkingen van de Raad van State.

Amendement n° 15 strekt ertoe § 3 van dit artikel aan te vullen met een bepaling krachtens welke een minister die overheidsmiddelen aanwendt om een persoonlijke campagne te financieren, die middelen aan de schatkist moet terugbetalen.

De indieners van het wetsvoorstel dienen een amendement n° 11 in, dat de drie laatste leden van § 3 wil weglaten.

Art. 5

De heer Viseur c.s. dient een amendement n° 19 in, dat ertoe strekt de termijn gedurende welke de beperkingen en de verbodsbepalingen voorgeschreven bij artikel 5, § 1, van het wetsvoorstel van toepassing zijn, niet afzonderlijk, maar door een uitdrukkelijke verwijzing in overeenstemming te brengen met de periode tijdens welke uitgaven voor verkiezingspropaganda in aanmerking worden genomen overeenkomstig artikel 4, § 1, van het voornoemde wetsvoorstel.

Amendement n° 9 van dezelfde indieners wil het gebruik van reclameborden of affiches groter dan 4 m² zonder meer afschaffen.

Art. 6, 7 et 8

Ces articles n'appellent aucun commentaire. (Voir plus haut : amendement n° 28 à l'article 7).

Art. 9

L'amendement n° 16 de M. Beysen et consorts précise le renvoi à l'article 5, § 1^{er}, conformément à une remarque du Conseil d'Etat.

Art. 10

L'amendement n° 20 de MM. Viseur et consorts tend à supprimer les mots « dans les trois mois précédant la date des élections ».

Art. 10 bis (nouveau)

Les auteurs de la proposition présentent un amendement n° 22 tendant par l'insertion d'un nouvel article à mettre le texte de la proposition en concordance avec les dispositions de la proposition de loi n° 1379/1 (élection du Parlement européen).

Art. 11

L'amendement n° 17 de MM. Beysen et consorts tend à supprimer l'article.

MM. Viseur et consorts déposent deux amendements n°s 4 et 5 qui apportent des corrections techniques.

L'amendement n° 8 des mêmes auteurs vise à mentionner dans la disposition transitoire la réduction des montants maximums de dépenses électorales fixés par les candidats (250 000 francs au lieu de 500 000 francs).

VI. — VOTES

A. Proposition n° 1376

Articles 1^{er} et 2

Ces articles sont adoptés par 15 voix et 2 abstentions.

Art. 6, 7 en 8

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. (Zie hoger : amendement n° 28 bij artikel 7).

Art. 9

Amendement n° 16 van de heren Beysen c.s. preciseert de verwijzing naar artikel 5, § 1, overeenkomstig een opmerking van de Raad van State.

Art. 10

Amendement n° 20 van de heer Viseur c.s. strekt tot weglating van de woorden « tijdens de drie maanden die aan de datum van de verkiezingen voorafgaan ».

Art. 10bis (nieuw)

De indieners van het wetsvoorstel dienen een amendement n° 22 in, dat door invoeging van een nieuw artikel de tekst van dit wetsvoorstel in overeenstemming wil brengen met de bepalingen van het wetsvoorstel n° 1379/1 (verkiezing van het Europees Parlement).

Art. 11

Amendement n° 17 van de heer Beysen c.s. strekt ertoe dit artikel weg te laten.

De heer Viseur c.s. dient de amendementen n°s 4 en 5 in, die technische wijzigingen aanbrengen.

Amendement n° 8 van dezelfde indieners strekt ertoe de inkrimping van de maximumbedragen die werden vastgesteld voor de verkiezingsuitgaven van de kandidaten (250 000 frank in plaats van 500 000 frank) in de overgangsbepaling te vermelden.

VI. — STEMMINGEN

A. Voorstel n° 1376

Artikelen 1 en 2

Deze artikelen worden aangenomen met 15 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 2bis

Les amendements n^{os} 4 et 5 de MM. Viseur et Geysels tendant à insérer un article 2bis (*nouveau*), sont rejetés par 12 voix contre 2 et 3 abstentions.

Art. 3

Cet article est adopté par 15 voix et 4 abstentions.

Art. 4

L'amendement n^o 1 de MM. Viseur et Geysels est rejeté par 14 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'amendement n^o 16 de M. Beysen et consorts est rejeté par 14 voix contre 4 et une abstention.

L'amendement n^o 7 de M. Viseur est adopté à l'unanimité.

L'amendement n^o 17 de M. Beysen et consorts est rejeté par 14 voix contre 2 et 3 abstentions.

L'amendement n^o 6 de MM. Viseur et Geysels est rejeté par 14 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'amendement n^o 8 de M. Viseur est adopté à l'unanimité.

L'amendement n^o 26 de M. Peeters et consorts est adopté par 14 voix contre 2 et 3 abstentions.

L'amendement n^o 11 de MM. Viseur et Geysels est rejeté par 14 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'amendement n^o 13 de M. Peeters et consorts est adopté par 18 voix et 2 abstentions.

L'article 4, ainsi modifié, est ensuite adopté par 15 voix contre 5.

Art. 5

L'amendement n^o 18 de M. Beysen et consorts est rejeté par 15 voix contre 2 et 3 abstentions.

L'amendement n^o 23 de MM. Viseur et Geysels est rejeté par 15 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'article 5 est ensuite adopté par 15 voix contre 5.

Art. 6

Les amendements n^{os} 24 et 3 de MM. Viseur et Geysels sont rejetés par 15 voix contre 3 et 2 abstentions.

Art. 2bis

Amendement n^o 4 van de heren Viseur en Geysels, evenals amendement n^o 5 van dezelfde auteurs, beide strekkende tot invoeging van een nieuw artikel 2bis worden verworpen met 12 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 3

Artikel 3 wordt aangenomen met 15 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 4

Amendement n^o 1 van de heren Viseur en Geysels wordt verworpen met 14 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n^o 16 van de heer Beysen c.s. wordt verworpen met 14 tegen 4 stemmen en 1 onthouding.

Amendement n^o 7 van de heer Viseur wordt eenparig aangenomen.

Amendement n^o 17 van de heer Beysen c.s. wordt verworpen met 14 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n^o 6 van de heren Viseur en Geysels wordt verworpen met 14 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n^o 8 van de heer Viseur wordt eenparig aangenomen.

Amendement n^o 26 van de heer Peeters c.s. wordt aangenomen met 14 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n^o 11 van de heren Viseur en Geysels wordt verworpen met 14 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n^o 13 van de heer Peeters c.s. wordt aangenomen met 18 stemmen en 2 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel 4 wordt vervolgens aangenomen met 15 tegen 5 stemmen.

Art. 5

Amendement n^o 18 van de heer Beysen c.s. wordt verworpen met 15 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n^o 23 van de heren Viseur en Geysels wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 5 wordt vervolgens aangenomen met 15 tegen 5 stemmen.

Art. 6

De amendementen n^{os} 24 en 3 van de heren Viseur en Geysels worden verworpen met 15 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

L'article 6 est ensuite adopté par 15 voix contre 5.

Art. 7

L'amendement n° 19 de M. Beysen et consorts est rejeté par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'article 7 est adopté par 15 voix contre 2 et 3 abstentions.

Art. 8

L'amendement n° 25 de MM. Viseur et Geysels est adopté à l'unanimité.

L'article 8, ainsi modifié, est adopté par 17 voix et 3 abstentions.

Art. 9

Les amendements n°s 14 et 15 de M. Peeters et consorts sont adoptés à l'unanimité.

L'amendement n° 20 de M. Beysen et consorts est retiré.

L'article 9, ainsi modifié, est adopté par 17 voix contre 2 et une abstention.

Art. 10

L'amendement n° 21 de M. Beysen et consorts est rejeté par 15 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'amendement n° 2 de MM. Viseur et Geysels est rejeté par 15 voix contre 2 et 3 abstentions.

L'article 10 est ensuite adopté par 15 voix contre 2 et 3 abstentions.

Art. 11 à 15

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

Art. 16

L'amendement n° 22 de M. Beysen et consorts est rejeté par 16 voix contre 2 et 3 abstentions.

Les amendements n°s 9 et 10 de M. Viseur sont adoptés à l'unanimité.

L'amendement n° 12 de MM. Viseur et Geysels est rejeté par 18 voix contre 3.

L'article 16, ainsi modifié, est ensuite adopté par 15 voix contre 5.

Artikel 6 wordt vervolgens aangenomen met 15 tegen 5 stemmen.

Art. 7

Amendement n° 19 van de heer Beysen c.s. wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 7 wordt aangenomen met 15 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 8

Amendement n° 25 van de heren Viseur en Geysels wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 8 wordt aangenomen met 17 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 9

Amendementen n°s 14 en 15 van de heer Peeters c.s. worden eenparig aangenomen.

Amendement n° 20 van de heer Beysen c.s. wordt teruggetrokken.

Het aldus gewijzigde artikel 9 wordt aangenomen met 17 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Art. 10

Amendement n° 21 van de heer Beysen c.s. wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 2 van de heren Viseur en Geysels wordt verworpen met 15 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Artikel 10 wordt vervolgens aangenomen met 15 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 11 tot 15

Deze artikelen worden eenparig aangenomen.

Art. 16

Amendement n° 22 van de heer Beysen c.s. wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendementen n°s 9 en 10 van de heer Viseur worden eenparig aangenomen.

Amendement n° 12 van de heren Viseur en Geysels wordt verworpen met 18 tegen 3 stemmen.

Het aldus gewijzigde artikel 16 wordt vervolgens aangenomen met 15 tegen 5 stemmen.

Art. 17

L'article 17 est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'ensemble de la proposition de loi, telle qu'elle a été modifiée, est adopté par 16 voix contre 2 et 3 abstentions.

B. Proposition n° 1379

Article 1^{er}

Cet article est adopté par 16 voix et 3 abstentions.

Art. 2

L'amendement n° 1 de M. Viseur et consorts est rejeté par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'amendement n° 11 de M. Beysen et consorts est rejeté par 16 voix contre 3 et une abstention.

L'amendement n° 4 de M. Viseur est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 12 de M. Beysen et consorts est rejeté par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'amendement n° 23 de M. Viseur et consorts est rejeté par 16 voix contre une et 3 abstentions.

L'amendement n° 19 de M. Peeters et consorts est adopté par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'amendement n° 5 de M. Viseur est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 3 de M. Viseur et consorts est rejeté par 18 voix contre 2.

L'amendement n° 6 de M. Viseur et consorts est rejeté par 16 voix contre une et 3 abstentions.

L'amendement n° 7 de M. Peeters et consorts est adopté par 17 voix contre 2 et une abstention.

L'article 2, ainsi modifié, est ensuite adopté par 16 voix contre 4.

Art. 3

Cet article est adopté par 17 voix et 3 abstentions.

Art. 4

L'amendement n° 13 de M. Beysen et consorts est rejeté par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

Art. 17

Artikel 17 wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het gehele wetsvoorstel, zoals het werd gewijzigd, wordt vervolgens aangenomen met 16 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

B. Voorstel n° 1379

Artikel 1

Dit artikel wordt aangenomen met 16 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 2

Amendement n° 1 van de heer Viseur c.s. wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 11 van de heer Beysen c.s. wordt verworpen met 16 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Amendement n° 4 van de heer Viseur wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 12 van de heer Beysen c.s. wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 23 van de heer Viseur c.s. wordt verworpen met 16 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Amendement n° 19 van de heer Peeters c.s. wordt aangenomen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 5 van de heer Viseur wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 3 van de heer Viseur c.s. wordt verworpen met 18 tegen 2 stemmen.

Amendement n° 6 van de heer Viseur c.s. wordt verworpen met 16 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Amendement n° 7 van de heer Peeters c.s. wordt aangenomen met 17 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Het aldus gewijzigde artikel 2 wordt vervolgens aangenomen met 16 tegen 4 stemmen.

Art. 3

Dit artikel wordt aangenomen met 17 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 4

Amendement n° 13 van de heer Beysen c.s. wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

L'amendement n° 16 de M. Viseur et consorts est rejeté par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'amendement n° 8 de M. Peeters et consorts est adopté par 17 voix contre 2 et une abstention.

L'amendement n° 14 de M. Beysen et consorts est retiré.

L'article 4, ainsi modifié, est adopté par 16 voix contre 3 et une abstention.

Art. 5

Les amendements nos 17 et 2 de M. Viseur et consorts sont rejetés par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'amendement n° 9 de M. Peeters et consorts est adopté par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'article 5, ainsi modifié, est adopté par 16 voix contre 4.

Art. 6 à 8

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

Art. 9

L'amendement n° 15 de M. Beysen et consorts est rejeté par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'article 9 est adopté par 17 voix et 3 abstentions.

Art. 10

L'amendement n° 18 de M. Viseur et consorts est rejeté par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'article 10 est ensuite adopté par 16 voix et 4 abstentions.

Art. 10bis

L'amendement n° 21 de M. Peeters et consorts tendant à insérer un article 10bis (*nouveau*) est adopté par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

Art. 11

L'amendement n° 10 de M. Michel et consorts est adopté par 17 voix contre 2 et une abstention.

Amendement n° 16 van de heer Viseur c.s. wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 8 van de heer Peeters c.s. wordt aangenomen met 17 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Amendement n° 14 van de heer Beysen c.s. wordt teruggetrokken.

Het aldus gewijzigde artikel 4 wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Art. 5

Amendement n°s 17 en 2 van de heer Viseur c.s. worden verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 9 van de heer Peeters c.s. wordt aangenomen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel 5 wordt aangenomen met 16 tegen 4 stemmen.

Art. 6 tot 8

Deze artikelen worden eenparig aangenomen.

Art. 9

Amendement n° 15 van de heer Beysen c.s. wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 9 wordt aangenomen met 17 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 10

Amendement n° 18 van de heer Viseur c.s. wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 10 wordt vervolgens aangenomen met 16 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 10bis

Amendement n° 21 van de heer Peeters c.s. strekkende tot invoeging van een nieuw artikel 10bis, wordt aangenomen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 11

Amendement n° 10 van de heer Michel c.s. wordt aangenomen met 17 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

L'amendement n° 20 de M. Van Hauthem est retiré.

L'article 11, ainsi modifié, est adopté par 17 voix et 3 abstentions.

Art. 11bis

L'amendement n° 22 de M. Peeters et consorts tendant à insérer un article 11bis est adopté par 18 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 25 des mêmes auteurs tendant également à insérer un article 11bis est adopté par 17 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 24 de M. Viseur et consorts tendant également à insérer un article 11bis est rejeté par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

Art. 12

Cet article est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'ensemble de la proposition de loi, telle qu'elle a été modifiée, est adopté par 16 voix contre 2 et 2 abstentions.

C. Proposition de loi n° 1378

L'amendement n° 23 des auteurs de la proposition, modifiant l'intitulé de celle-ci, est adopté par 16 voix et quatre abstentions.

Article 1^{er}

L'amendement n° 24 des auteurs de la proposition est adopté par 16 voix et quatre abstentions.

L'article 1^{er} ainsi modifié est adopté par 16 voix et quatre abstentions.

Art. 2

L'amendement n° 25 des auteurs de la proposition est adopté par 16 voix et quatre abstentions.

L'amendement n° 12 de MM. Beysen et Pierco est rejeté par 16 voix contre trois.

L'amendement n° 1 de MM. Viseur et Geysels est rejeté par 16 voix contre deux et deux abstentions.

L'amendement n° 2 de M. Viseur est adopté à l'unanimité.

Amendement n° 20 van de heer Van Hauthem wordt teruggetrokken.

Het aldus gewijzigde artikel 11 wordt aangenomen met 17 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 11bis

Amendement n° 22 van de heer Peeters c.s., strekkende tot invoeging van een artikel 11bis, wordt aangenomen met 18 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 25 van dezelfde auteurs, eveneens strekkende tot invoeging van een artikel 11bis, wordt aangenomen met 17 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n° 24 van de heer Viseur c.s., eveneens strekkende tot invoeging van een artikel 11bis, wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 12

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het gehele wetsvoorstel, zoals het werd gewijzigd, wordt aangenomen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

C. Wetsvoorstel n° 1378

Amendement n° 23 van de indieners van het voorstel, dat ertoe strekt het opschrift van het voorstel te wijzigen, wordt aangenomen met 16 stemmen en 4 onthoudingen.

Artikel 1

Amendement n° 24 van de indieners van het voorstel wordt aangenomen met 16 stemmen en 4 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel 1 wordt aangenomen met 16 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 2

Amendement n° 25 van de indieners van het voorstel wordt aangenomen met 16 stemmen en 4 onthoudingen.

Amendement n° 12 van de heren Beysen en Pierco wordt verworpen met 16 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 1 van de heren Viseur en Geysels wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 2 van de heer Viseur wordt eenparig aangenomen.

L'amendement n° 26 des auteurs de la proposition est adopté par 16 voix et quatre abstentions.

L'amendement n° 13 de MM. Beysen et Pierco est rejeté par 16 voix contre deux et deux abstentions.

L'amendement n° 3 de M. Viseur est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 6 de MM. Viseur et Geysels est rejeté par 18 voix contre deux.

L'amendement n° 7 des mêmes auteurs est rejeté par 16 voix contre deux et deux abstentions.

L'amendement n° 27 des auteurs de la proposition est adopté par 16 voix et quatre abstentions.

L'amendement n° 10 des mêmes auteurs est adopté par 16 voix contre deux et deux abstentions.

L'article 2 ainsi modifié est adopté par 16 voix contre quatre.

Art. 3

Cet article est adopté à l'unanimité.

Art. 4

L'amendement n° 18 de MM. Viseur et Geysels est rejeté par 16 voix contre deux et deux abstentions.

L'amendement n° 14 de MM. Beysen et Pierco est rejeté par le même vote.

L'amendement n° 11 des auteurs de la proposition est adopté par 16 voix contre deux et deux abstentions.

L'amendement n° 15 de MM. Beysen et Pierco est retiré.

L'article 4 ainsi modifié est adopté par 16 voix et quatre abstentions.

Art. 5

Les amendements nos 19 et 9 de MM. Viseur et Geysels sont rejetés par 16 voix contre deux et deux abstentions.

L'article 5 est adopté par 16 voix contre quatre.

Art. 6

Cet article est adopté à l'unanimité.

Amendement n° 26 van de indieners van het voorstel wordt aangenomen met 16 stemmen en 4 onthoudingen.

Amendement n° 13 van de heren Beysen en Pierco wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 3 van de heer Viseur wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 6 van de heren Viseur en Geysels wordt verworpen met 18 tegen 2 stemmen.

Amendement n° 7 van dezelfde indieners wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 27 van de indieners van het voorstel wordt aangenomen met 16 en 4 onthoudingen.

Amendement n° 10 van dezelfde indieners wordt aangenomen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel 2 wordt aangenomen met 16 tegen 4 stemmen.

Art. 3

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 4

Amendement n° 18 van de heren Viseur en Geysels wordt verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 14 van de heren Beysen en Pierco wordt met dezelfde stemuitslag verworpen.

Amendement n° 11 van de indieners van het voorstel wordt aangenomen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 15 van de heren Beysen en Pierco wordt ingetrokken.

Het aldus gewijzigde artikel 4 wordt aangenomen met 16 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 5

De amendementen nrs 19 en 9 van de heren Viseur en Geysels worden verworpen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 5 wordt aangenomen met 16 tegen 4 stemmen.

Art. 6

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 7

L'amendement n° 28 des auteurs de la proposition est adopté par 16 voix et quatre abstentions.

L'article 7 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Art. 8

Cet article est adopté à l'unanimité.

Art. 9

L'amendement n° 16 de MM. Beysen et Pierco est rejeté par 16 voix contre trois et une abstention.

L'article 9 est adopté par 17 voix et 3 abstentions.

Art. 10

L'amendement n° 20 de MM. Viseur et Geysels est adopté à l'unanimité.

L'article 10 ainsi modifié est adopté par 16 voix contre deux et deux abstentions.

Art. 10bis (nouveau)

L'amendement n° 22 des auteurs de la proposition, insérant un article 10bis (nouveau), est adopté par 17 voix contre deux et une abstention.

Art. 11

L'amendement n° 17 de MM. Beysen et Pierco est rejeté par 17 voix contre deux et une abstention.

Les amendements n°s 5 et 4 de M. Viseur sont adoptés à l'unanimité.

L'amendement n° 8 de MM. Viseur et Geysels est rejeté par 18 voix contre deux.

L'article 11 ainsi modifié est adopté par 16 voix contre quatre.

Art. 11bis (nouveau)

Les amendements n°s 29 et 30 des auteurs de la proposition, insérant un article 11bis (nouveau), sont adoptés par 16 voix et quatre abstentions.

Art. 7

Amendement n° 28 van de indieners van het voorstel wordt aangenomen met 16 stemmen en 4 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel 7 wordt eenparig aangenomen.

Art. 8

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 9

Amendement n° 16 van de heren Beysen en Pierco wordt verworpen met 16 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 9 wordt aangenomen met 17 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 10

Amendement n° 20 van de heren Viseur en Geysels wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 10 wordt aangenomen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 10bis (nieuw)

Amendement n° 22 van de indieners van het voorstel, dat ertoe strekt een artikel 10bis (nieuw) in te voegen, wordt aangenomen met 17 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Art. 11

Amendement n° 17 van de heren Beysen en Pierco wordt verworpen met 17 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

De amendementen n°s 5 en 4 van de heer Viseur worden eenparig aangenomen.

Amendement n° 8 van de heren Viseur en Geysels wordt verworpen met 18 tegen 2 stemmen.

Het aldus gewijzigde artikel 11 wordt aangenomen met 16 tegen 4 stemmen.

Art. 11bis (nieuw)

De amendementen n°s 29 en 30 van de indieners van het voorstel, die ertoe strekken een artikel 11bis (nieuw) in te voegen, worden aangenomen met 16 stemmen en 4 onthoudingen.

L'amendement n° 21 de *MM. Viseur et Geysels*, insérant également un tel article, est rejeté par 16 voix contre une et trois abstentions.

Art. 12

Cet article est adopté par 17 voix et trois abstentions.

*
* *

L'ensemble de la proposition de loi, telle qu'elle a été modifiée, est adopté par 16 voix contre deux et deux abstentions.

*
* *

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité le 20 avril 1994.

Le Rapporteur,

V. FEAUX

Le Président,

E. VANKEIRSBILCK

Amendement n° 21 van de heren *Viseur en Geysels*, dat er eveneens toe strekt een dergelijk artikel in te voegen, wordt verworpen met 16 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Art. 12

Dit artikel wordt aangenomen met 17 stemmen en 3 onthoudingen.

*
* *

Het gehele wetsvoorstel, zoals het werd gewijzigd, wordt aangenomen met 16 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

*
* *

Dit verslag wordt op 20 april 1994 eenparig goedgekeurd.

De Rapporteur,

V. FEAUX

De Voorzitter,

E. VANKEIRSBILCK